

Univerzita Karlova v Praze
Fakulta sociálních věd
Institut mezinárodních studií
Katedra západoevropských studií

Magisterská závěrečná práce

Michel Debré et l'Europe

**Penser et agir pour la politique extérieure de la France,
entre enjeux européens et internationaux
(1943–1962)**

František MED

Praha 2007

Vedoucí práce: PhDr. Michel PEROTTINO

Čestné prohlášení

Prohlašuji, že jsem práci s názvem *Michel Debré et l'Europe* a podtitulem *Penser et agir pour la politique extérieure de la France, entre enjeux européens et internationaux (1943–1962)* vypracoval sám a výlučně za použití pramenů a literatury uvedených v seznamu.

V Praze dne 12. ledna 2007

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'František Med', written over a dotted line.

František Med

Remerciements

À Monsieur Michel Perottino du CeFRoS
pour sa patience, ses conseils précieux et encouragement.

À Madame Dominique Parcollet du Centre d'histoire de Sciences Po
pour son accueil chaleureux.

À Madame Elisabeth du Réau de l'Université Paris III - Sorbonne Nouvelle
pour son aide d'orientation.

À mes amis Audrey Augustine Arnoult,
Matthieu Dubost, Romain Brunet
et Pavel et Marie-France Hanak
pour les corrections grammaticales et stylistiques du texte.

À mes proches
pour leur soutien indéfectible.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	5
L'ENJEU DES HISTOIRES COMPLEMENTAIRES DE L'HISTOIRE DE L'INTEGRATION EUROPEENNE	5
MICHEL DEBRE, CE « FIDELE ENTRE LES FIDELES » DU GENERAL DE GAULLE.....	7
NOTE BIBLIOGRAPHIQUE	9
1. LE MILITANT DE L'EUROPE UNIE.....	13
I. À L'AUBE D'UN MEILLEUR MONDE (1943–1945).....	13
<i>L'Europe éloignée et rêvée - projets de résistants intérieurs et Français libres</i>	13
<i>« Que la paix était belle pendant la guerre » (Refaire la France et Demain la paix)</i>	16
II. DU GOUVERNEMENT DU GENERAL DE GAULLE A LA GUERRE FROIDE (1946–1947).....	21
<i>Vers une solution européenne des questions sarroises et allemandes</i>	22
<i>Naissance et cheminement de l'idée de l'Europe Unie en France</i>	23
III. L'EXPERIENCE « UNIONISTE » (1948–1950).....	27
<i>« Un fanatique du parti européen » ?</i>	28
Conseiller de la République.....	29
Militant européen.....	31
<i>Pour une Union d'Etats européens</i>	34
2. ENTRE SUPRANATIONALITE ET SOUVERAINETE NATIONALE (1951–1958).....	39
I. L'EUROPE, LA FRANCE ET LE CHARBON ALLEMAND	40
<i>L'Europe comme un pilier de la communauté atlantique</i>	40
<i>La Communauté européenne du charbon et de l'acier : de l'acceptation aux doutes</i>	42
II. AU TEMPS DU COMBAT CONTRE LA CED	47
<i>La « secousse » de la querelle de la CED</i>	47
Accalmie de la guerre froide.....	48
Le RPF à bout de souffle	50
Debré contre Monnet.....	52
<i>Y a-t-il une solution de rechange ?</i>	54
Pour un Conseil politique d'Europe.....	55
Les accords de Paris d'octobre 1954	57
III. DERNIERES ANNEES D'OPPOSITION.....	58
<i>Affrontement avec Paul-Henri Spaak : « une revanche par la relance » ?</i>	58
<i>Désaveu de la IV^e République à travers les traités de Rome</i>	60
3. À MATIGNON (1959–1962)	65
I. MICHEL DEBRE A MATIGNON : UN TAILLEUR DANS SA PROPRE TENUE	65
<i>La conception de l'exécutif selon Debré : de la lettre à la pratique constitutionnelle</i>	66
<i>Michel Debré face à Charles de Gaulle et face à l'Europe</i>	68
II. LE RETOUR DES CHEVALIERS	71
<i>Vers une Europe politique</i>	72
Battre le fer de l'organisation de l'Europe tant qu'il est chaud.....	74
Relations Debré - de Gaulle troublées par la guerre d'Algérie	76
<i>La première candidature britannique à la CEE : « Briser le cadre étroit des Six »</i>	77
CONCLUSION.....	81
SHRNUTÍ	84
ABSTRACT.....	86
TEZE MAGISTERSKÉ ZÁVĚREČNÉ PRÁCE.....	87
BIBLIOGRAPHIE.....	90
ANNEXES	96

INTRODUCTION

On n'exagère guère si l'on dit que le sujet de ce travail fut découvert. En fait, il est né de la trouvaille d'un petit livre à la bibliothèque universitaire de Sainte-Geneviève à Paris. Intitulée *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, cette esquisse de constitution pour une Europe unie est intéressante à double titre. Paru en 1950 et méditant sur une organisation politique de l'Europe, ce projet présente plus une alternative qu'un complément à la construction européenne amorcée cette année-là avec le projet français de mise en commun de la production franco-allemande du charbon et de l'acier. Deuxièmement, le nom de son auteur soulève de nombreuses questions. Michel Debré, gaulliste éminent, opposant résolu au projet de la Communauté européenne de la défense (CED) et premier des Premiers ministres de la V^e République, a-t-il vraiment signé ces pages appelant à l'accélération de l'effort de l'unité européenne jusqu'à suggérer d'emprunter les « *bottes de sept lieues* » ? Quel revirement a dû subir la pensée de cet homme politique que les manuels d'histoire présentent comme un défenseur intraitable de « *l'Europe des Patries* » mais qui, sur les pages de son *Projet de Pacte*, assimile la nation à une province ! Quel a été le parcours européen de Michel Debré, l'évolution de ses idées et le bilan de son action en matière européenne ? Voici le sujet de la recherche à mener.

L'enjeu des histoires complémentaires de l'histoire de l'intégration européenne

Il est indéniable que l'histoire de l'intégration européenne n'a pas été tracée d'un seul trait, du début à la fin. Toutes les étapes de ce processus, entamé solennellement par la *Déclaration Schuman* le 9 mai 1950, ont été longuement préparées et soumises à de laborieuses négociations dont le résultat fut le plus souvent un compromis entre des visions et projets audacieux d'un côté et des retombées du contexte politique actuel dans les Etats membres de l'autre. Les « bâtisseurs » de l'Europe sont donc aussi bien ceux qui ont poussé à l'accélération de l'intégration en prônant la voie « fédérale », que ceux qui ont freiné les fuites en avant en insistant sur l'accomplissement des projets existants et sur les procédés plus traditionnels de la coopération interétatique.

Si l'on s'intéresse à l'histoire de la période fondatrice de la construction européenne, qui recouvre le cheminement des avant-projets après la Seconde guerre mondiale, les premières réussites ainsi que les échecs des années 1950 et s'achève par la mise en place effective du Marché commun avec les premières politiques communes en 1959–1962, on constate une multitude

d'acteurs qui se sont inscrits dans les fondements des Communautés européennes, devenus beaucoup plus tard l'Union européenne. Des deux superpuissances de la guerre froide aux groupes d'intérêts naissants à l'intérieur des Etats, le progrès de l'intégration européenne sera désormais conditionné par une convergence de vues de nombreux intervenants dont la nature et le poids varient considérablement.

Durant la période étudiée, l'acteur incontournable qui domine le processus d'intégration, ce sont les Etats, qui s'engagent sur la voie inconnue de l'expérience « communautaire ». Et ce sont également leurs représentants, dont les décisions sont facilitées par un travail de médiation de la part des hommes tels que Jean Monnet qui croient profondément à la réussite de l'entreprise européenne. Or la création des nouvelles communautés européennes ne suscite pas un pareil accueil dans tous les pays concernés. Nombreux sont ceux qui mettent en garde contre la « supranationalité » dès le moment où la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier voit le jour et se tiennent aux organisations créées antérieurement, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) ou le Conseil de l'Europe, qui accentuent le rôle des gouvernements nationaux. Le progrès de l'intégration européenne dépend donc des personnalités politiques représentant les Etats membres, de leurs préférences et de leur capacité de faire prévaloir leurs choix en politique européenne sur le plan national.

Le sujet *Michel Debré et l'Europe - Penser et agir pour la politique extérieure de la France, entre enjeux européens et internationaux (1943-1962)* recouvre tous les problèmes mentionnés ci-dessus. En se concentrant sur ce personnage politique français, il permet d'approcher les débuts de la construction européenne du point de vue d'un pays qui a largement contribué à la réalisation des premières communautés européennes pour les avoir elle-même commencées. Ce travail ne s'intéresse pas à un des « pères fondateurs » de l'intégration européenne, mais il est consacré à quelqu'un qui a toujours été en première ligne quand il s'agissait des questions européennes, fût-ce souvent pour critiquer l'œuvre entreprise. Ce qui fait la spécificité du sujet et justifie sa délimitation dans le temps, c'est la rupture, en France, de l'année 1958 grâce à laquelle Michel Debré, alors simple sénateur, accède au rang ministériel, puis au poste de Premier ministre. Ainsi, celui qui imagine une union du vieux continent déjà lors de la Seconde guerre mondiale, puis milite au sein du Mouvement européen et s'oppose aux trois Communautés européennes créées dans les années 1950, se trouve-t-il devant la nécessité de faire aboutir le traité de Rome sur le Marché commun tout en ayant, en principe, la marge de manœuvre suffisante pour faire valoir ses propres idées sur la construction européenne.

Nous étudierons donc un homme politique, son action et ses idées en matière européenne pendant une vingtaine d'années. Nous allons nous appuyer, en premier lieu, sur une approche

biographique tout en suivant l'exemple de la collection « Références/Facettes » des Presses de la Sciences Po, qui se donne comme but pour les travaux biographiques de ne pas « *retracer une vie toute droite, mais de synthétiser les connaissances sur les enjeux majeurs de [l'] action* » et de la pensée du personnage en question.¹ En ce qui concerne notre sujet, les enjeux sont au nombre de trois et ils se succèdent dans le temps. Après les années de la Résistance et de la réflexion sur l'avenir du monde et de la France, Debré se lance dans une expérience du Mouvement européen et milite pour une Europe unie. Or, dès les années 1950, il s'oppose au processus de l'intégration européenne et devient chantre de la souveraineté nationale. Finalement, son séjour à Matignon vers la fin de la période étudiée, représente un aboutissement de sa vie publique mais il doit participer à la mise en œuvre des organisations européennes dont il pourtant défie les fondements. L'intensité de la guerre froide, le processus de la décolonisation et surtout la pensée du général de Gaulle font que notre sujet ne peut être approché qu'à travers le prisme de la théorie réaliste de la construction européenne. On trouve la justification de cette décision dans l'article de Stanley Hoffmann *Obstinate or Obsolete ? France, European Integration and the Fate of the Nation-State* qui démontre la place des nations dans les projets gaullistes de la coopération européenne.²

Michel Debré, ce « fidèle entre les fidèles » du général de Gaulle

Qui est ce personnage politique qui nous intéressera ? Michel Debré est né en 1912 dans une famille de la bourgeoisie intellectuelle, d'origine alsacienne. Son grand-père fut grand rabbin et publia un livre sur l'humeur judéo-alsacienne. Son père Robert est considéré comme l'un des fondateurs de la pédiatrie moderne en France.³ Michel s'est converti au catholicisme sous l'influence des écrits de Charles Péguy, l'auteur lu et admiré par plus d'une génération de jeunes Français. À 22 ans, Michel Debré devient auditeur au Conseil d'Etat et quatre ans plus tard, en 1938, il entre au cabinet de Paul Reynaud, ministre des finances enthousiasmé par la doctrine

¹ Parmi les parutions les plus proches à notre sujet qui font partie de la collection « Références/Facettes », de la série dirigée par Nicolas Offenstadt, citons les biographies de Maurice Thorez et de François de Wendel : SIROT, Stéphane. *Maurice Thorez*. Paris : Presses de Sciences Po, 2000 et WORONOFF, Denis. *François de Wendel*. Paris : Presses de Sciences Po, 2001.

² HOFFMANN, Stanley. *Obstinate or obsolete ? France, European Integration and the Fate of the Nation-State*. In HOFFMANN, Stanley. *The European Sisyphus, Essays on Europe (1964–1994)*. San Francisco : Westview Press, 1995.

³ « Michel Debré, le saint Paul du gaullisme », *Le Monde* du 4 août 1996, <http://abonnes.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/ARCHIVES/archives.cgi?ID=7cf83acb141a1fda0a0e230228626c0f3da88ed740f9d735> (23.1.2006). Pour les courtes biographies de Michel Debré cf. également COINTET, Michèle et Jean-Paul (dir.). *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*. Paris : Tallandier, 2000 et COINTET, Michèle. Michel Debré. In SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Dictionnaire historique de la vie politique française*. Paris : PUF, 2003, p. 320–323.

militaire de Charles de Gaulle. Les frères de Debré ne sont pas moins brillants, puisque Olivier, artiste peintre, est auteur du rideau de scène de la Comédie Française de Paris.

Lors de la Seconde guerre mondiale, Debré répond à l'appel du 18 juin 1940 et entre dans la Résistance. À la Libération, il devient commissaire de la République à Angers.⁴ En tant que membre du gouvernement du général de Gaulle, il s'occupe de la réforme administrative et crée l'Ecole nationale d'administration. Après dix ans passés sur les bancs du Conseil de la République, qu'il consacre notamment à la préparation du retour de Charles de Gaulle au pouvoir, il est récompensé par le général qui lui confie la tâche d'élaborer une nouvelle constitution.

En 1959, il devient Premier ministre et s'emploie à mettre ses idées institutionnelles en œuvre. Remercié en avril 1962 par le Président de Gaulle à la suite du référendum qui approuve la signature des accords d'Evian mettant un point final à la guerre d'Algérie, il essuie un échec aux élections législatives en Indre-et-Loire mais se fait élire député de la Réunion. Il conservera ce mandat pour un quart de siècle - de 1963 à 1988. Durant les années 1960 et 1970, il se voit confier plusieurs portefeuilles ministériels, celui des Finances, des Affaires étrangères de mai 1968 à juin 1969 et de la Défense nationale entre 1969 et 1973. En réaction à l'invasion des cinq armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en août 1968, Debré persiste sur la nécessité de poursuivre la détente avec l'Union soviétique tout en critiquant la politique de Moscou dans sa sphère d'influence. Le 29 août 1968, Michel Debré proclame, à la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, à propos de la détente et des événements en Tchécoslovaquie, que « *ce n'est pas parce qu'il y a eu un accident de route qu'on doit interdire la circulation* ». ⁵

La dernière épreuve de sa vie politique est l'élection présidentielle de 1981 où il ne recueille que 1,65 % des suffrages exprimés. En 1986, Debré est rejoint à l'Assemblée nationale par ses deux fils, Jean-Louis, l'actuel président de l'Hémicycle et maire d'Évreux, et Bernard, chirurgien des hôpitaux. Sa vie s'achève le 2 août 1996. Depuis le 9 juillet 2006, les Parisiens peuvent se rencontrer sur la place nommée d'après le « *Résistant, Homme d'Etat et Premier ministre* » Michel Debré, située dans le 6^e arrondissement de la capitale française et inaugurée par le Président de la République Jacques Chirac en présence des quatre fils de Michel Debré.⁶

⁴ Michel Debré fait partie d'une commission de l'ancien Comité français de Libération nationale (CFLN) qui établit la liste des futurs préfets, de même que celle de 17 commissaires de la République, sorte de préfets régionaux. BECKER, Jean-Jacques. *Histoire politique de la France depuis 1945*. Paris : Armand Colin, 2003, p. 4.

⁵ Cf. SOUTOU, Georges-Henri, VAÏSSE, Maurice (dir.). *Dictionnaire des Ministres des Affaires étrangères (1589-2004)*. Paris : Fayard, 2005, pp. 579-582.

⁶ *Le Monde* du 11 juillet 2006, <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3224,36-793955@51-794035,0.html> (12.7.2006).

Note bibliographique

Longtemps méconnu, puis interprété comme une suite de brusques changements sans explication satisfaisante, l'engagement européen de Michel Debré n'a pas, jusqu'à très récemment, fait l'objet d'une analyse approfondie de la part des chercheurs. Tout cela change avec l'organisation du colloque *Michel Debré - Premier ministre (1959-1962)* par le Centre d'histoire de Sciences Po en mars 2002.⁷ Les chercheurs éminents de la science politique et l'histoire contemporaine française tels que Serge Bernstein, Olivier Wieviorka, Georges-Henri Soutou, Maurice Vaisse ou Elisabeth du Réau ont fouillé les archives de Michel Debré pour « réhabiliter » l'image d'un Premier ministre trop souvent pris pour un simple exécutant des ordres du général de Gaulle. Dans notre travail, on se référera souvent à plusieurs contributions publiées dans les actes de ce colloque, notamment à celle du professeur de l'Université de Paris 1 - Sorbonne Robert Frank intitulée *Michel Debré et l'Europe*.⁸ L'auteur y présente l'engagement de Debré aux affaires européennes en perspective, mais son interprétation est marquée, d'une manière exagérée nous semble-t-il, par l'accent mis sur les ruptures successives de l'action de Debré, ce qui est aussi le cas de l'étude d'Odile Rudelle sur l'opposition de Debré à la CED.⁹ De plus, Frank se concentre uniquement sur la scène politique française et ne se préoccupe guère du travail de Debré au sein de l'Assemblée commune de la CECA et à l'Assemblée « ad-hoc ». De ce point de vue, notre travail présente une première tentative de synthèse, s'appuyant largement sur la partie encore non classée du fonds Debré.

Il peut sembler surprenant que l'on ne dispose que d'une biographie de Michel Debré.¹⁰ En plus, elle n'a pas été écrite par un historien, mais par un haut fonctionnaire du Ministère de l'Economie et des Finances et un proche de la famille Debré, Patrick Samuel.¹¹ Son travail se distingue par un effort d'actualiser et de recontextualiser la pensée de Debré. On peut néanmoins reprocher à l'auteur de se tourner souvent vers la vie privée de Debré ainsi que sa fascination pour celui qu'il appelle « *le prodigieux légiste* ». L'auteur succombe à la tentation de reprendre à son compte les points de vue du personnage étudié et cela a pour conséquence un certain

⁷ BERNSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Michel Debré, Premier Ministre (1958-1962)*, Paris : PUF, 2005.

⁸ FRANK, Robert. *Michel Debré et l'Europe*. In Idem, p. 297-314.

⁹ RUDELLE, Odile. *Michel Debré et la CED*. In *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947-1955)*. Actes du colloque, Fondation Charles de Gaulle. Paris : Armand Colin, 1998, p. 546-562.

¹⁰ SAMUEL, Patrick. *Michel Debré, L'architecte du Général*. Suresnes : Arnaud Frel Editions, 2000.

¹¹ D'autre part, il existe une thèse de doctorat, très complète et détaillée, qui n'a pas été pour l'instant publiée, sur la *Pensée politique et constitutionnelle de Michel Debré*. Comme le titre l'indique, son auteur a consacré son travail de recherche plus aux idées et conceptions de Michel Debré - juriste qu'au contexte et résultats concrets de la vie publique de cet homme politique. AROMATORIO, Silvano. *Pensée politique et constitutionnelle de Michel Debré*. Th. doct. : Université de Lille II : 2002.

embellissement de l'image de Debré. En ce qui concerne les questions européennes, citons deux exemples. Samuel reprend, sans un regard critique, la « légende noire » de Jean Monnet et il justifie les critiques qui s'en prenaient au Président de la Haute Autorité de la CECA pour sa revendication du statut de chef d'Etat et pour ses relations privilégiées avec les dirigeants américains. D'autre part, l'auteur voit dans une lettre envoyée, en 1950, à Debré par Hubert Beuve-Méry, directeur du journal *Le Monde*, une « félicitation » pour la parution du livre *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, alors que Beuve-Méry y défend les vues de son journal en se distanciant des positions atlantistes de Debré.¹²

Les *Mémoires* de Michel Debré ne sont pas moins problématiques. Les cinq tomes intitulés *Trois Républiques pour une France* et publiés dans les années 1980, représentent une précieuse source de témoignages et reviennent en détail sur la plupart de la vie publique de Michel Debré.¹³ On doit néanmoins reconnaître que leur auteur ne réussit pas à échapper au piège que tend tout regard rétrospectif. Ainsi Debré n'y parle-t-il guère de son engagement au Mouvement européen à la fin des années 1940, mais s'étend longuement, dans le deuxième tome, sur sa lutte contre le projet de la CED. Comme le souligne Robert Frank, on peut se demander si l'auteur n'a pas jugé *a posteriori* que la période du militantisme européen ne correspondait pas à l'image qu'il voulait laisser de lui.¹⁴ Une même volonté d'imposer rétrospectivement la cohérence à son action caractérise le livre *Français, choisissons l'Espoir*, publié lors de la campagne des premières élections des députés du Parlement européen au suffrage universel direct en 1979.¹⁵ Debré répond ainsi aux critiques de ses adversaires politiques qui le qualifient d'« anti-européen » par un récit qui retrace son engagement « pro-européen » lors des trois décennies d'après guerre. Il serait allé jusqu'à intituler le livre *Français, choisissons l'Europe*, mais a finalement changé d'avis à la demande de l'éditeur.

Nous allons donc nous efforcer de proposer une lecture de l'engagement européen de Debré qui nous paraît correspondre le mieux à des documents conservés notamment dans les fonds personnels de Debré, pris en charge par le Centre d'histoire de Sciences Po, situé, lui, à deux pas du dernier domicile parisien de l'ancien Premier ministre. La recherche dans les fonds Debré a été l'élément essentiel pour répondre à des questions qui nous intéressaient. Hormis les quinze cartons pour lesquels on dispose d'un inventaire détaillé, nous avons eu le privilège de

¹² On revient sur cette lettre dans le Chapitre 2, p.37.

¹³ Les trois tomes relevant pour notre travail sont : DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. I - Combattre*. Paris : Albin Michel, 1984 ; DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*. Paris : Albin Michel, 1988 et DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*. Paris : Albin Michel, 1988.

¹⁴ FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 298.

¹⁵ DEBRE, Michel. *Français, choisissons l'Espoir*. Paris : Albin Michel, 1979.

consulter six cartons non classés, qui ne sont intitulés que provisoirement, mais qui comprennent une riche documentation sur l'activité de Debré dans les années 1950.¹⁶

Contrairement à la rareté de la littérature sur Michel Debré, les sources sur l'histoire de la construction européenne et la France des années 1940 à 1962 sont abondantes. Dès 1967, les chercheurs disposent de l'ouvrage d'Edmond Jouve qui synthétise le rapport entre le mouvement gaulliste et l'Europe à travers tous les textes de Charles de Gaulle et ses collaborateurs qui traitent les problèmes européens.¹⁷ Plus une chronique qu'un livre d'historien, cet énorme ouvrage rassemble des centaines de documents mais pêche, ce qui est parfaitement compréhensible, par un manque d'analyse. Pour la compréhension du gaullisme dans son ensemble, y compris de sa politique européenne, on va se référer notamment au livre de Serge Berstein *Histoire du gaullisme*.¹⁸ Des informations très utiles sur les débuts de la politique européenne du mouvement gaulliste après le départ du général de Gaulle du pouvoir en janvier 1946 sont fournies par l'article d'Olivier Gohin *Le RPF et la construction européenne* qui montre bien l'éparpillement des idées ainsi que la coexistence des projets contradictoires au sein du mouvement jusqu'en 1951–52. Les idées et projets de Charles de Gaulle en matière de défense dans les années 1950 sont résumés dans l'article de Maurice Vaisse qui date de 1992.¹⁹ Ce grand expert a signé également l'ouvrage de référence sur la politique extérieure de la France sous la présidence de Charles de Gaulle, qui s'intitule *La Grandeur*. L'auteur y présente une analyse approfondie des mobiles ainsi que des résultats de la démarche de la France gaullienne sur le plan international. Sa lecture doit néanmoins se compléter par le livre de Georges-Henri Soutou qui porte sur les relations franco-allemandes *L'Alliance incertaine* et les actes du colloque *Charles de Gaulle et son siècle - L'Europe*, publiés au début des années 1990.²⁰

En ce qui concerne l'histoire générale de la construction européenne, on aura recours notamment aux livres de Gérard Bossuat, détenteur de la chaire Jean Monnet en Histoire de l'unité européenne à l'Université de Cergy-Pontoise et grand connaisseur des débuts de l'intégration européenne et de son accueil en France, ainsi qu'au livre du professeur de l'Institut des hautes études européennes à l'Université Robert Schuman de Strasbourg Marie-Thérèse

¹⁶ Pour la liste des cartons inventoriés cf. http://centre-histoire.sciences-po.fr/archives/fonds/michel_debre.html#1de (28.12.2006)

¹⁷ JOUVE, Edmond. *Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940–1966), T. I et II*. Paris : Librairie Générale de droit de jurisprudence, 1967.

¹⁸ BERSTEIN, Serge. *Histoire du gaullisme*. Paris : Perrin, 2002.

¹⁹ VAISSE, Maurice. Le général de Gaulle et la défense de l'Europe (1947–1958). In *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Année 1992, Volume 29, N° 29, p. 5–8.

²⁰ VAISSE, Maurice. *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958–1969)*. Paris : Fayard, 1998 ; SOUTOU, Georges-Henri. *L'Alliance incertaine, Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954–1996)*. Paris : Fayard, 1996 et *De Gaulle et son siècle, T. V - L'Europe*. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19–24 novembre 1990, Institut Charles de Gaulle, La Documentation française - Plon, Paris 1992.

Bitsch, *Histoire de la construction européenne*.²¹ Aussi faut-il mentionner la banque de connaissance multimédia *European Navigator*, soutenue par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Luxembourg. Sur son site on trouve des milliers de documents sur l'histoire de la construction européenne depuis 1945.²²

²¹ Notamment BOSSUAT, Gérard. *L'Europe des Français, La IV^e République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1996 et BITSCH, Marie-Thérèse. *Histoire de la construction européenne*. Bruxelles : Complexe, 2004. D'une manière complémentaire aussi BOSSUAT, Gérard. *Les fondateurs de l'Europe unie*. Paris : Belin, 2001 et le grand classique GERBET, Pierre. *La construction de l'Europe*. Paris : Imprimerie nationale, 1994.

²² www.ena.lu

1. LE MILITANT DE L'EUROPE UNIE

« La souveraineté,
depuis cent cinquante ans est un dogme,
mais depuis cinquante ans une erreur. »

Jacquier et Bruère (1945)

« Etre français, anglais, norvégien, espagnol,
c'est aujourd'hui être provincial. »

Ortega y Gasset,

maxime citée à plusieurs occasions par Michel Debré

I. À l'aube d'un meilleur monde (1943–1945)

Le sort de l'Europe déchirée par l'orage du nazisme fait vibrer les esprits. En France, comme dans tous les pays sous le joug nazi, bien des hommes se penchent sur l'avenir, méditant sur une Europe nouvelle, qui serait aux antipodes de celle édifiée par le régime totalitaire d'un Hitler ou d'un Goebbels. Michel Debré participe d'une manière active à ces travaux de réflexion. Or, en dépit des esprits courageux et des esquisses clairvoyantes, y compris celles de Debré, la réalité du monde dans l'immédiat après-guerre ne favorise pas un changement profond des relations internationales. Il n'empêche que les germes ont été plantés...

L'Europe éloignée et rêvée - projets de résistants intérieurs et Français libres

La marée brune, qui s'est étendue sur une bonne partie du vieux continent et a assujéti des peuples, a voulu créer une « Nouvelle Europe », bâtie sur une purification raciale, l'exploitation économique et une discipline totalitaire. Ses adversaires ont dû la combattre non seulement physiquement, mais devaient également la contrecarrer sur le champ de projets pour l'avenir. À l'époque de frontières tombantes, les idées sur une meilleure organisation de l'Europe fleurissaient.

On trouve des théoriciens de l'Europe de l'après-guerre aussi bien parmi les exilés (à Londres, en Suisse ou aux Etats-unis) que parmi les résistants clandestins qui sont restés à l'intérieur des pays occupés. En France, des hommes de la Résistance intérieure ainsi que ceux qui entouraient Charles de Gaulle, d'abord à Londres, puis à Alger, se préoccupent du sort de la France et de l'Europe. Par exemple, les diplomates révoqués du Quai d'Orsay songent, sous la direction de Jean Chauvel, à une union douanière franco-belgo-hollandaise qui réunirait les

principales régions industrielles allemandes telles que la Ruhr, la Silésie et la Sarre.²³ Il est compréhensible que le diplomate français Chauvel compte sur la France pour assurer le rôle de cheville ouvrière de la renaissance européenne, parce que « *c'est bien à elle, grande puissance morale par tradition et de droit et grande puissance politique encore [...] d'élaborer un système opposable à ceux que proposeraient éventuellement [les principales économies du monde comme l'URSS, les Etats-Unis et peut-être la Grande-Bretagne], dans le dessein de placer les Etats les moins forts sous leur domination* ». ²⁴

Parmi les Français qui combattent le nazisme en métropole il y a également ceux qui prônent une nouvelle organisation européenne généralisée, voire mondiale. Si l'on compare les idées défendues par Henri Frenay et Pierre-Henri Teitgen (qui appellent de leur vœux une fédération d'Etats européens), ou bien le dessein d'un « super Etat » de Léon Blum,²⁵ à des textes provenant d'autres milieux résistants, notamment au fameux *Manifeste de Ventotene*, rédigé par Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, on constate un accord général sur deux points majeurs. Comme l'a montré l'expérience des années 1930, les nations ne peuvent ni se permettre de s'enfermer derrière les frontières, ni prétendre qu'elles connaissent seules les remèdes à des enjeux du monde du XX^e siècle. D'où l'acceptation partagée de l'interdépendance entre les peuples et la nécessité pressante de limiter la souveraineté des Etats nationaux.²⁶ La convergence des vues des combattants contre le nazisme a trouvé son apogée dans la *Déclaration des Résistances européennes*, publiée à Genève en juillet 1944, dans laquelle on préconise de « *dépasser le dogme de la souveraineté absolue des Etats* » et de créer, en Europe, une « *Union fédérale* ». ²⁷

D'autre part, les réflexions engagées à Alger par Jean Monnet, René Massigli ou René Mayer vont dans la même direction tout en restant assez vagues et ambiguës.²⁸ En août

²³ Jean Chauvel, ancien directeur du département d'Asie au ministère des Affaires étrangères, crée son bureau d'études officieusement en 1942. Il débarque en Algérie en avril 1944 et devient secrétaire général du Commissariat aux Affaires étrangères du CFLN. Il réussit à faire parvenir ses travaux à Jean Monnet et aux gens du CFLN dès septembre 1943. Cf. BOSSUAT, Gérard. *Les fondateurs de l'Europe unie*. Paris : Belin, 2001, p. 66.

²⁴ Cité par BOYER, Rémi, Le ministère des Affaires étrangères pendant la Seconde guerre mondiale, Le cas des bureaux d'études, Mémoire de DEA, Paris I, 1991, p. 50–51. Cité par BOSSUAT, G., *Les fondateurs de l'Europe unie*, p. 65.

²⁵ Cf. BLUM, Léon. *À l'échelle humaine*. Paris : Gallimard, 1971.

²⁶ BITSCH, Marie-Thérèse. *Histoire de la construction européenne*. Bruxelles : Complexe, 2004, p. 24–25.

²⁷ BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 25. En France, le Conseil national de la Résistance adopte, lui, en mars 1944, une *Charte de la Résistance* qui présente les projets de réformes économiques et sociales qui se traduiront après la Libération notamment par la création de la Sécurité sociale, des nationalisations de grandes entreprises ou par l'amélioration du droit de travail. Toutefois, la Charte étant « *un laborieux compromis* » entre les mouvements réunis au sein de la CNR, elle est beaucoup moins précise que les projets étudiés dans le même temps à Alger. De plus, elle ne se préoccupe pas, au-delà des exigences du moment, des questions internationales.

http://fr.wikisource.org/wiki/Programme_du_Conseil_national_de_la_R%C3%A9sistance (18.12.2006), et MURACCIOLE, Jean-François. *Résistance*. In SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Dictionnaire historique de la vie politique française*. Paris : PUF, 2003, p. 1080.

²⁸ Jean Monnet (1888–1979), un des pères fondateurs de la construction européenne, vient en Afrique du Nord en février 1943 suivant le souhait du Président des Etats-Unis Franklin D. Roosevelt pour aider le général Henri

1943, Jean Monnet se dit méfiant envers la souveraineté nationale et le nationalisme, qu'il désigne comme « *les dangers les plus grands de la reconstruction européenne et de la paix* ». Il exprime également sa croyance dans le rôle central que la France doit occuper dans le système international : « *Sans contribution française [...] il n'y aura qu'hésitation, confusion et incompréhension de la situation européenne [...]. C'est donc de la France que peut, seule, venir la conception de l'ordre nouveau européen* ». ²⁹ Membre du Comité française de la libération nationale (CFLN) en tant que commissaire à l'Armement chargé de l'équipement de l'armée en matériel américain, Monnet raisonne surtout en termes économiques. Pour lui, l'utilité d'une « *entité européenne* » est d'abord à rechercher dans l'élargissement des marchés et l'abolition des pratiques protectionnistes d'avant 1939. La transition après la guerre sera, à ses yeux, difficile. Ce ne sera qu'en deuxième temps, après rétablissement des institutions démocratiques et mise en train des économies nationales, que pourra se réunir un « *congrès de la paix* » pour envisager, entre autres, la « *constitution d'un Etat européen de la grosse métallurgie* » ou le « *contrôle par l'autorité européenne des fabrications et des lignes d'avion* ». ³⁰

Le chef du CFLN, Charles de Gaulle, récuse l'idée de Monnet d'un « *pays industriel européen* » car il craint un renforcement disproportionné du poids de l'Allemagne. ³¹ En revanche, le général entend accorder une place centrale à la France dans l'Europe d'après guerre, comme il le souligne devant l'Assemblée consultative provisoire à Alger le 18 mars 1944 : « *L'action, l'influence et, pour tout dire, la valeur de la France, seront, comme le veulent l'Histoire, la Géographie et le bon sens, essentielles à l'Europe pour s'orienter et renouer avec le monde* ». ³² Incité par ses collaborateurs comme Monnet ou Massigli, qui ont élaboré pour lui des rapports sur l'organisation souhaitable du vieux continent, de Gaulle envisage la création de « *certain groupements* » européens, mais « *sans que doive être, bien entendu, entamée la souveraineté de chacun* ». ³³ Le général reprend ici l'idée d'un groupement occidental orienté principalement vers l'économie et dont la composition de départ serait

Giraud et faciliter son entente avec de Gaulle. René Massigli (1888 – 1988) diplomate français et ancien directeur politique du Quai d'Orsay qui s'est opposé aux accords de Munich. René Mayer (1895–1972), homme d'affaires qui deviendra commissaire à l'Équipement, envisage, par exemple, en septembre 1943, la création d'une Lotharingie industrielle, constituée principalement autour de la Ruhr. BOSSUAT, G., *Les fondateurs de l'Europe unie*, p. 66–67, et AZÉMA, Jean-Pierre, BÉDARIDA, François (dir.), *La France des années noires, T. II - De l'Occupation à la Libération*. Paris : Seuil, 2000, p. 224.

²⁹ MONNET, Jean. Note de réflexion du 5 août 1943 à Alger.

<http://www.let.leidenuniv.nl/history/rtg/res1/monet.html>, (10.12.2003).

³⁰ Idem.

³¹ BOSSUAT, Gérard. *L'Europe des Français, La IV^e République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1996, p. 32.

³² GAULLE, Charles de. *Discours et messages, T. I - Pendant la guerre (1940–1946)*. Paris : Plon, 1970, p. 388.

³³ Idem.

identique à celle du projet de l'union douanière de Chauvel : Pays-Bas, Belgique et France en constituant le noyau.³⁴

« Que la paix était belle pendant la guerre » (*Refaire la France et Demain la paix*)

« Pour la France, pour la République, la victoire doit être un recommencement et seul le général de Gaulle pourra refaire la patrie. C'est avec lui qui le premier a refusé la défaite qu'il faut désormais combattre. [...] Je suis devenu gaulliste ».³⁵ C'est en ces termes que Michel Debré se rappellera, dans ses *Mémoires*, de son ralliement aux idées de de Gaulle qui aurait eu lieu au Maroc en 1940. À la suite de la mobilisation de 1939, Debré est emprisonné, puis réussit à s'évader pour s'installer en zone Sud. Ensuite, il obtient d'être attaché au Secours national et reste quelque temps auprès d'Emmanuel Monick en Afrique du Nord. C'est sous l'influence de cet expert financier et héros de la guerre 1914–1918 que Debré adhère aux idées et à l'action de l'homme du 18 juin 1940.³⁶

Au printemps 1943, Debré regagne Paris et sous le nom de Jacquier entre dans le mouvement « Ceux de la Résistance », l'un des huit grands réseaux de la Résistance qui se situe politiquement à droite. Il n'est pas surprenant de retrouver après la guerre certains de ses membres aux côtés de Michel Debré : Bourdeau de Fontenay deviendra le premier directeur de l'Ecole nationale d'administration, Gilbert Grandval prendra en charge l'administration de la Sarre de 1946 à 1955, et Léo Hamon, futur sénateur du Mouvement républicain populaire (MRP), anticédiste, votera au Conseil de la République avec Debré contre les traités de Rome.

En 1943 Debré se livre également, au sein du Comité général d'études (CGE) fondé par Jean Moulin, à des réflexions sur la réforme de la France, aussi bien sur ses institutions nationales que sur sa place dans le monde.³⁷ Ce « think-tank » de la Résistance intérieure française regroupe un nombre considérable de futurs cadres et décideurs de premier plan. De Gaulle se rappellera que dans le CGE Paul Bastid, Robert Lacoste, François de Menthon, Alexandre Parodi, Pierre-Henri Teitgen, René Courtin et Michel Debré « élabor[aient] des projets pour l'avenir ».³⁸

Debré entame la rédaction de ses réflexions sur la France et le monde d'après-guerre, avec le concours de Monick (celui-ci œuvrant sous le pseudonyme de Bruère), dès septembre 1941.

³⁴ Même si de Gaulle ne précise pas les noms des Etats qui participeront à ce projet, René Massigli désigne ces trois pays dans un entretien avec l'ambassadeur polonais Morawsky en avril 1944. BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 35.

³⁵ DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. I - Combattre*. Paris : Albin Michel, 1984, p. 103.

³⁶ Cf. COINTET, Michèle et Jean-Paul (dir.). *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*. Paris : Tallandier, 2000.

³⁷ COINTET, Michèle. Michel Debré. In SIRINELLI, J.-F. (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française*, p. 321.

³⁸ GAULLE, Charles de. *Mémoires, Mémoires de guerre, L'Appel*. Paris : Gallimard, 2000. p. 237.

Leur collaboration intellectuelle donne naissance à deux petits mais remarquables livres, parus en 1945.³⁹ Il est indéniable que *Demain la paix* aussi bien que *Refaire la France* revêtent un caractère des années de la guerre ce que note le traducteur et journaliste Bertrand de La Salle déjà en septembre 1945. En effet, il remarque à propos du premier livre, dans sa chronique pour la Radio d'Amérique du Nord, qu'« *il y a un mot célèbre en France, c'est celui qui dit 'que la république était belle sous l'empire.'* En lisant le livre de Jacquier et Bruère je n'ai pas pu m'empêcher de penser '*comme la paix était belle pendant la guerre*' ».⁴⁰ Or, même si Debré n'aura pas beaucoup d'estime pour ces deux livres en les renvoyant au « *rêve européen* » des résistants,⁴¹ il serait irresponsable, d'un point de vue intellectuel, de les écarter d'un revers de main, d'autant plus qu'ils sont le fruit d'un travail de réflexion considérable concernant l'organisation politique du vieux continent.

En effet, la vision purement européenne n'est présente ni dans *Demain la paix*, ni dans *Refaire la France*.⁴² Les deux auteurs se laissent amener par la vague, répandue dans les courants de Résistance, de refus de l'excès de souveraineté et de barrières nationales. Ce réquisitoire, ainsi que l'audace du style et les formules piquantes, que l'on trouve dans les deux études, font penser à la plume éloquente de Debré-pamphlétaire qui mènera aussi à l'écrit ses batailles contre la IV^e République et la CED dans les années 1950 - sous prétexte de l'abandon inadmissible de la souveraineté française ! En 1945, Debré en est encore assez loin. Dans l'ouvrage *Demain la paix* on apprend par exemple que « *la souveraineté, depuis cent cinquante ans est un dogme, mais depuis cinquante ans une erreur. [...] Aujourd'hui pour vivre, une nation doit être dépendante. [Nos descendants] associeront sans doute la notion de souveraineté nationale à une phase encore à demi sauvage de la vie des nations* ».⁴³ Un peu plus loin on trouve une phrase qui contraste, comme nous le verrons plus tard, avec la position de Michel Debré sur la direction que prendra la construction européenne après la publication du Plan Schuman en mai 1950. En effet, les auteurs de *Demain la paix* nous assurent, que « *ce n'est pas lorsque les nations connaîtront leurs limites et se plieront à des disciplines communes que chacune en sera moins capable de donner l'extrême fleur de sa civilisation* ».⁴⁴

Après une telle introduction, Jacquier et Bruère s'efforcent de donner une réponse satisfaisante au « *vrai problème de ce siècle* », à savoir comment « *découvrir le cadre humain, le groupement*

³⁹ Les deux livres ont été en général favorablement accueillis par la presse et leurs auteurs sont restés dans l'anonymat jusqu'à tel point que Pierre Labracherie a parlé, dans son article paru à *La Moisson* en octobre 1945, d'un certain M. Jacques Bruère. 1 DE 33 Ouvrages, 1944-1947.

⁴⁰ Bertrand de La Salle a envoyé sa chronique à Michel Debré le 26 octobre 1945. 1 DE 33 Ouvrages, 1944-1947.

⁴¹ DEBRÉ, Michel. *Français, choisissons l'Espoir*. Paris : Albin Michel, 1979, p. 17.

⁴² JACQUIER, BRUÈRE. *Demain la Paix, Esquisse d'un ordre international*. Paris : Plon, 1945 ; JACQUIER, BRUÈRE. *Refaire la France, l'effort d'une génération*, Paris : Plon, 1945.

⁴³ JACQUIER, BRUÈRE, *Demain la Paix*, p. 5 - 6.

⁴⁴ Idem, p. 11.

moderne plus large que la nation, qui correspond à l'ampleur nouvelle de notre civilisation».⁴⁵ Les auteurs refusent la conception continentale, surtout en Europe qui représente « *le continent le plus petit et le plus mal placé pour se suffire et pour se défendre.* » Cette thèse devient même dangereuse puisque en la propageant, l'Europe commet « *la même erreur que jadis la France en diffusant le principe des nationalités : elle forge l'arme qui la frappera* ».⁴⁶ En revanche, Jacquier et Bruère croient trouver la solution dans des « *communautés intermédiaires* », formées autour des océans et mers mondiaux et qui absorberaient la force des nations et soutiendraient « *la faiblesse de la société universelle* ».⁴⁷ Voici le remède aux maux de la Société des nations, qui aurait échoué en passant trop brusquement du national à l'universel.

On ne s'étendra pas ici sur les détails du dessein d'un nouveau monde selon les deux auteurs, mais il est toutefois curieux de noter comment ils raisonnent en faveur d'une unité « atlantique » plutôt qu'« européenne ». Dans une optique simple, voire simpliste - « *la terre oppose, le mer unit* » - Jacquier et Bruère découvrent l'utilité d'une organisation des pays de « *la civilisation occidentale* » autour de l'Atlantique, avec dans son « *noyau dur* » les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada, la Belgique et les Pays-Bas.⁴⁸ Debré avec Monick déplorent qu'une telle communauté n'ait pas été forgée à la sortie de la Première guerre mondiale, parce que l'avènement du deuxième conflit planétaire est devenu fatal le jour où ces pays se sont séparés. Le but des négociations après la guerre de 39-45 doit donc suivre cette logique et le souci dominant, pour les peuples de l'Europe occidentale, devra être « *d'assurer définitivement leur liaison avec l'Angleterre et les pays d'Amérique* ».⁴⁹

Du point de vue de la France, il est évident que le système des « *communautés maritimes* » est largement avantageux. Présente dans tous les océans du monde grâce à son empire colonial, la France devrait retrouver tout naturellement après la guerre son rôle de puissance mondiale. Néanmoins, la vie politique des années 1930 ainsi que la désastreuse défaite de 1940 amènent les auteurs à reconnaître une évidente faiblesse de leur pays par rapport aux autres acteurs du théâtre mondial. D'où la double exigence que la France devra satisfaire - sa sécurité en Europe et la liberté des relations avec son empire. Tandis que la première sera assurée « *par le soutien permanent*

⁴⁵ Idem, p. 9.

⁴⁶ Idem, p. 38.

⁴⁷ Idem, p. 22.

⁴⁸ Autour de ce « *cercle intérieur* » les auteurs situent d'autres pays qui feraient partie de la communauté atlantique et formeraient ainsi un groupement d'Etats à pouvoirs de décisions limités. Ce cercle extérieur comprendrait donc les pays scandinaves et latins, l'Allemagne (sans préciser sous quelle forme), le Dominion d'Afrique du Sud et les empires européens d'Afrique. Ce n'a pas été qu'après la guerre que les auteurs ont pris connaissance des livres de Walter Lipmann sur le même sujet et notamment Debré a fait des démarches pour faire publier *Demain la paix* dès que possible. Dans une lettre de printemps 1945 à Emmanuel Monick, il écrit qu'« *encore quelques réflexions de plus et cet auteur, ou un autre, finira par traiter à peu près notre sujet.* » I DE 33.

⁴⁹ JACQUIER, BRUERE, *Demain la Paix*, p. 70-73.

de la force atlantique », la deuxième sera garantie par les « communautés maritimes ».⁵⁰ Cette impérieuse nécessité du maintien de l'empire français caractérise les deux livres. La croyance des auteurs dans une « œuvre coloniale » de la France étant inébranlable, ils ne peuvent que soutenir l'effort d'éducation et d'administration des territoires d'outre-mer. « *La France doit coloniser* », soit seule, soit avec l'appui de la communauté d'Atlantique pour « *faire pénétrer le progrès jusqu'aux confins de l'univers, améliorer le sort des travailleurs du monde entier, soutenir la paix* ». ⁵¹ Notons au passage que Bertrand de La Salle déjà cité parlait de *Demain la paix* comme d' « *un livre d'espoir, écrit à l'heure où beaucoup désespéraient* ». ⁵²

Robert Frank parle très justement d'une « *vision [...] mondiale plutôt qu'europpéenne* » dont témoignent les deux livres de Jacquier et Bruère. ⁵³ Cette conclusion est confirmée par un chapitre inédit, intitulé *La France peut reprendre sa place dans le monde*, qui fait partie du manuscrit du livre *Refaire la France* et que l'on retrouve aux Archives Michel Debré. Ses auteurs constatent que la France devra assumer à nouveau son « *rôle de grande puissance, car il est faux de croire qu'une nation ayant le passé glorieux de la France, ses responsabilités impériales, sa situation particulière à la charnière de l'Europe et de l'Atlantique, puisse sans péril pour elle et pour le monde demeurer longtemps une nation faible, objet de dangereuses convoitises, absente des discussions internationales* ». ⁵⁴ Ces discussions devraient se dérouler, on le sait, au sein des communautés maritimes, elles-mêmes chapeautées par une organisation internationale. Pour autant, les alliances classiques restent nécessaires, puisqu'elles garantissent un équilibre des forces, une notion dorénavant très fréquentée dans les réflexions de Debré. ⁵⁵ Les auteurs reconnaissent une certaine utilité d'alliance anglo-saxonne (ravitaillement en matières premières, crédits et machines) ou russe (sécurité sur le continent). Or, les inconvénients sont plus nombreux - dans le premier cas, la France resterait seule sur le continent et, « *isolée dans un bloc de langue anglaise* », elle n'y apporterait pas « *la puissance nécessaire pour y parler en égale* ». De l'autre côté, la Russie ne garantirait pas la tranquillité des relations maritimes françaises, « *essentielles cependant pour la vie de l'empire* ». S'agissant d'une éventuelle alliance continentale, elle priverait la France de « *l'aide et des garanties que seuls peuvent lui accorder de grands pays amis* », et en plus la contraindrait à venir au secours de petits pays, c'est-à-dire « *aggraver ses charges et diminuer sa sécurité* ». ⁵⁶ Les auteurs justifient la raison d'être d'une seule alliance à laquelle devrait participer leur pays sur le continent européen - celle qui lierait la France à la Belgique et aux Pays-Bas. Une

⁵⁰ Idem, p. 89.

⁵¹ JACQUIER, BRUERE, *Refaire la France, l'effort d'une génération*, p. 93-102 ; JACQUIER, BRUERE, *Demain la Paix*, p. 174.

⁵² 1 DE 33 Ouvrages, 1944-1947.

⁵³ FRANK, Robert. Michel Debré et l'Europe. In BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Michel Debré, Premier Ministre (1958-1962)*, Paris : PUF, 2005, p. 297.

⁵⁴ 1 DE 33 Ouvrages, 1944-1947, Manuscrit *Demain notre France. Effort d'une génération*, p. 102.

⁵⁵ FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 299.

⁵⁶ 1 DE 33, manuscrit *Demain notre France. Effort d'une génération*, p. 103-104.

telle « étroite alliance » ne serait toutefois imaginable que dans le cadre d'une communauté atlantique et aurait pour but d'équilibrer, en s'appuyant sur de vastes territoires d'outre-mer de ces trois pays ouest-européens, la puissance de l'Empire britannique et des Etats-Unis.⁵⁷

La vision « mondiale » de Debré et Monick se complète donc avec la réinsertion de la France au rang des grandes puissances, les alliances et les communautés ne lui servant que d'intermédiaire. Les auteurs ne disent-ils pas dans la conclusion de ce chapitre inédit que l'organisation du monde, suivant la logique des océans, favorise le rayonnement de la France ? Car « la gestion de son empire, les sympathies qu'elle a acquises dans une notable partie du monde musulman, sa connaissance de l'Extrême-Orient donnent [à la France] des titres à être partout présente dans le monde et partout écoutée ». ⁵⁸ Rappelons-nous que le livre, dont ces lignes devaient faire partie, a été publié au moment des affrontements franco-britanniques au Levant et quelque semaines avant l'éclatement de l'insurrection de Sétif en Algérie.

À la sortie du conflit meurtrier, Michel Debré et Emmanuel Monick ne jugent pas que l'heure soit venue pour tenter une coopération purement européenne. Les deux auteurs d'ailleurs considèrent que « le temps d'unité européenne est révolu avec Napoléon et le Congrès de Vienne » ce qui renforce notre jugement que les deux résistants voyaient le continent à travers un prisme d'intérêts français.⁵⁹ Après la Libération, les deux hommes se mettent au service de l'Etat renaissant. Monick devient secrétaire général au ministère des Finances et en octobre 1944 est nommé gouverneur de la Banque de France.⁶⁰ Il n'oublie pourtant pas ses thèses atlantistes ni sa préoccupation de la coopération européenne : on retrouve son nom parmi les adhérents du Comité français pour l'Europe Unie, un organisme dont Michel Debré occupe les positions dirigeantes.

⁵⁷ Idem, p. 111-112.

⁵⁸ Idem, p. 112.

⁵⁹ La nostalgie de l'Europe napoléonienne est bien présente dans ces mots : « Certes, il fut un temps qui n'est pas très loin de nous, où l'Europe en s'unissant eut aisément garanti à tous ses membres une prospérité permanente, un haut niveau de vie sociale et la sécurité. Elle avait à la fois le nombre, la force, la science : aucune partie du monde n'aurait pu lui être opposée. C'est à cette Europe que pensaient les Français de la Révolution ; c'est celle que voulait Napoléon, c'est celle que n'ont pas su créer les plénipotentiaires du Congrès de Vienne. »

1 DE 33, manuscrit *Demain notre France. Effort d'une génération*, p. 106-107.

⁶⁰ Wilfrid Baumgartner lui succède en janvier 1949.

II. Du gouvernement du général de Gaulle à la guerre froide (1946–1947)

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le réveil des « architectes » d'un nouveau monde, plus juste et uni en paix, est dur. Les grandes puissances, dont la France ne fait partie que grâce à son passé glorieux et intercession de Winston Churchill, se mettent avec quelques difficultés d'accord sur la création d'une nouvelle organisation mondiale à San Francisco en juin 1945. Le lien qui les unissait dans la lutte contre le nazisme s'est toutefois progressivement atténué. En Europe, l'état désastreux des économies nationales pèse sur les choix de gouvernements. Beaucoup de regards se tournent vers le sort de l'Allemagne, dont le statut précaire fait l'objet de nombreuses réunions et dont le développement pacifique est considéré comme le « *problème central de l'univers* » par le général de Gaulle.⁶¹

À la Libération, Michel Debré devient commissaire de la République à la préfecture régionale d'Angers et s'occupe des problèmes politiques et économiques des cinq départements. Moins d'un an plus tard, en avril 1945, il entre au gouvernement du général de Gaulle où il élabore la réforme administrative du pays.⁶² Tout en l'approuvant, Debré assiste indirectement à la définition de la politique étrangère de France, notamment en ce qui concerne l'Allemagne. En effet, de Gaulle tient toujours à l'idée d'un « *groupement européen* » qui détacherait la Rhénanie de l'Allemagne et administrerait la région de la Ruhr. De plus, les Français croient que la voie vers la modernisation et le statut de grande puissance de leurs pays passe par cette « *unité européenne* », faute de pouvoir contrôler l'exploitation du charbon de la Ruhr. Or, s'il souhaite garder l'Allemagne affaiblie, le général doit au moins obtenir le feu vert de Londres. De Gaulle n'hésite pas à user de la diplomatie de charme. Dans une interview accordée au quotidien britannique *The Times*, à la veille de la conférence des Quatre ministres des Affaires étrangères sur le sort de l'Allemagne, il insiste par exemple sur le caractère « *naturel* » de la coopération des pays de l'Ouest européen sous l'égide franco-britannique. Ainsi, le général note que « *le peuple britannique n'a jamais été aussi prêt du cœur des Français que depuis la bataille d'Angleterre* ». De cette façon, il légitime une action concertée entre les deux pays et envisage même de jeter les « *bases d'une politique conjuguée* » tout en rejetant l'idée d'un traité d'alliance bilatérale entre Paris et Londres.⁶³ Or, les démarches du général ne sont accueillies que très prudemment au Royaume-Uni et avec encore plus de

⁶¹ BOZO, Frédéric. *La Politique étrangère de la France depuis 1945*. Paris : La Découverte, 1997, p. 6.

⁶² Le résultat le plus important du temps de la première expérience gouvernementale de Debré fut la création de l'Ecole nationale d'administration. COINTET, M., Michel Debré, p. 321.

⁶³ L'interview de de Gaulle fut publiée par *Le Monde* le 10 septembre 1945. Cité par BOSSUAT, Gérard. *D'Alger à Rome (1943–1957) - Histoire de la construction européenne, études, instruments et documents de travail*. [Paris] : UCL-GEHEC, CIACO, 1989, p. 58–64.

réserve à Washington. Pour l'instant, l'unité régionale européenne comme un moyen de relever la France et de rétablir son hégémonie économique sur l'Europe occidentale ne trouve pas d'appui parmi les pays européens. Paris s'en rend d'ailleurs compte et adoucit sa politique allemande.⁶⁴

Vers une solution européenne des questions sarroises et allemandes

Michel Debré est confronté à l'irréalisme des thèses françaises sur les régions allemandes de près. En 1947, Debré accepte, à la demande d'Alain Savary et Pierre-Olivier Lapie, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, la mission de « *rattachement économique de la Sarre à la France* », tâche à la fois technique, politique et politisée. Puis, en été de la même année, Debré accède au poste de secrétaire général au secrétariat aux Affaires allemandes et autrichiennes. Ainsi se trouve-t-il dans le nœud gordien de la politique européenne de la France et il est soumis à de nombreuses pressions. Si l'on en croit au témoignage de Jean Morin, il se consacre à sa tâche sans timidité excessive.⁶⁵ En ce qui concerne la Sarre, Debré comprend vite que son annexion par la France n'enthousiasme guère les trois autres puissances chargées d'occupation de l'Allemagne, et il se contente d'œuvrer en faveur d'une Sarre politiquement autonome, mais rattachée à l'ensemble économique et monétaire français.⁶⁶ Il applique cette politique sans être désavoué par le gouvernement français et finit même par convaincre Gilbert Grandval, le gouverneur militaire de la Sarre et un ancien du mouvement « Ceux de la Résistance ».⁶⁷

Les dix mois que Debré passe en tant que secrétaire général chargé des questions allemandes et autrichiennes lui permettent de se familiariser avec tout le dossier européen. En novembre 1947, Debré accompagne le ministre des Affaires étrangères Georges Bidault à la Conférence des Quatre à Londres où se confirme la rupture entre les Soviétiques et les Occidentaux, illustrée par le départ de la délégation soviétique de la conférence de Paris de juin, qui devrait éclairer les modalités d'acceptation de l'aide financière américaine.⁶⁸ Dans la capitale britannique, Debré prête l'oreille aux thèses avancées par Winston Churchill sur la construction de l'Europe et le rapprochement franco-allemand. Le jeune fonctionnaire reprend à son compte l'idée d'une perspective européenne de l'Allemagne dont la réalisation ne tarde pas à venir.⁶⁹

⁶⁴ BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 43.

⁶⁵ MORIN, Jean. Michel Debré, l'Allemagne et la Sarre. In *Michel Debré et l'Europe*. Actes du Colloque. Paris : Association des Amis de Michel Debré, 2002, p. 15-22.

⁶⁶ COINTET, M., Michel Debré, p. 321.

⁶⁷ MORIN, J., Michel Debré, l'Allemagne et la Sarre, p. 15 et 18.

⁶⁸ BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 58; BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 33-34.

⁶⁹ MORIN, J., Michel Debré, l'Allemagne et la Sarre, p. 20-21.

À l'heure où s'annonce la guerre froide, Debré poursuit assez librement ses analyses de l'état du monde au milieu d'une scène politique intérieure française embarrassée, sans se voir limité par une discipline partisane quelconque. Il est intéressant de rappeler, à cet égard, que Michel Debré, membre du Parti radical, bénéficie du système de la « double appartenance » et adhère au Rassemblement du peuple français (RPF), dont l'idée est lancée par de Gaulle à Strasbourg le 7 avril 1947.⁷⁰ Cela ne remet pas en cause la fidélité de Debré au général, mais sa double appartenance est due à l'état d'esprit de cette époque où tout le mouvement gaulliste établit sa propre identité et recherche des thèmes susceptibles de rassembler et d'attirer l'électorat, sans se définir d'une manière exclusive.⁷¹ Il n'est pas donc surprenant que, si le RPF refuse, conformément aux souhaits de de Gaulle, de devenir un « parti » comme les autres, la formulation de son programme en est rendue malaisée. Unis dans le refus des institutions de la IV^e République, les adhérents du RPF ont des points de vue beaucoup moins convergents dans certains domaines, et notamment en ce qui concerne la politique européenne. Comme le souligne Olivier Gohin, le Rassemblement semble « *adopter ou suivre plusieurs lignes politiques successives, sinon parallèles ou même concurrentes, au gré des retournements de [la] conjoncture internationale, au fil des évolutions de la pensée du général de Gaulle, [...] ou encore en fonction de variations de l'opinion publique française* ». ⁷² En d'autres termes, les positions contradictoires des dirigeants du RPF expriment le tâtonnement général par rapport à la voie à emprunter en matière de construction européenne durant la période 1947–1949. Sans que cela ait donc pu déranger quiconque, pour Michel Debré ces années-là ont été celles d'un temps de militantisme actif en faveur d'une Europe unie.

Naissance et cheminement de l'idée de l'Europe Unie en France

« *Les Français sont perplexes, d'ailleurs il a fallu s'attendre à ça, mais votre idée va trouver, après un certain temps, son chemin* », annonce l'ancien ministre conservateur Leopold Amery à son ami de longue date Winston Churchill en septembre 1946.⁷³ De quelle idée s'agit-il ? Après avoir fait à Fulton aux Etats-Unis son énième entrée dans les manuels d'histoire en prononçant son fameux discours sur le rideau de fer, c'est à Zurich que Churchill présente six mois plus tard son appel en

⁷⁰ Michel Debré restera membre du Parti radical jusqu'en 1951, quand la double appartenance sera abolie par le Congrès radical. BERSTEIN, Serge. *Histoire du gaullisme*. Paris : Perrin, 2002, p. 123–124, et DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*. Paris : Albin Michel, 1988, p. 218.

⁷¹ On désigne par le terme « gaulliste », tout au long de ce travail, les personnes et les idées qui sont liés au général de Gaulle, à sa politique et son action, tout en considérant le gaullisme aussi bien comme une doctrine constituée à partir de la pensée du général de Gaulle que comme un courant politique. Cf. COINTET, Jean-Paul. Le gaullisme. In SIRINELLI, J.-F. (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française*, p. 524–529.

⁷² GOHIN, Olivier. Le RPF et la construction européenne. In *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947–1955)*. Fondation Charles de Gaulle. Paris : Armand Colin, 1998, p. 542.

⁷³ GILBERT, Martin. *Churchill*. Praha, BB Art 2002, p. 801.

faveur de l'unité européenne. Son projet consiste en un groupement régional soutenu par l'Organisation des Nations unies, au même titre que le « Commonwealth » britannique, et réalisé par des pays du vieux continent avec l'appui de la Grande-Bretagne et les deux puissances mondiales, les Etats-Unis et l'URSS. La colonne vertébrale de ce que Churchill appelle les « *Etats-Unis d'Europe* » serait la réconciliation, puis l'association entre la France et l'Allemagne.⁷⁴ Voilà la formule provocatrice mais aussi génératrice de tout un courant de militantisme pro-européen que l'on a pris l'habitude de dénommer « *l'unionisme* ». Ses partisans, réunis notamment au sein du Mouvement pour l'Europe Unie (United Europe Mouvement), préfèrent une coopération intergouvernementale et refusent un système trop contraignant pour les Etats membres.⁷⁵ Or, en 1946–1947, les partisans de l'Europe unie débordent d'idées et mènent des actions dans tous les sens, ce qui rend leur classification assez délicate.⁷⁶

L'histoire du Mouvement pour l'Europe Unie (MEU), qui nous intéresse ici, commence comme une affaire de famille puisque c'est le gendre de Churchill, Duncan Sandys, qui prend la tête d'un comité provisoire, voué à insuffler la vie aux propos de Zurich du grand Britannique. Partant du constat que « *pour survivre, l'Europe doit réaliser son unité* », les partisans de ce mouvement poursuivent le but « *d'unir tous les peuples d'Europe et de donner corps à leur impression d'être Européens, tout en préservant leurs traditions et leurs caractéristiques* ». En conformité avec l'idée exprimée par Churchill, ils luttent pour créer un « *groupe régional dans le cadre de la Charte de l'ONU [qui] devrait, naturellement, rechercher l'amitié et la coopération étroites de l'Union Soviétique et des Etats-Unis d'Amérique* ». ⁷⁷

Sous l'inspiration britannique un Comité provisoire pour l'Europe Unie dans le cadre de l'ONU est promptement mis sur pied de l'autre côté de la Manche. La présidence de ce comité français est assurée par l'ancien ministre Raoul Dautry, assisté d'une manière active par Michel Debré et René Courtin, professeur d'économie politique à la Sorbonne, protestant libéral et

⁷⁴ En résumant ses propos, Churchill a conclu que : « *Our constant aim must be to build and fortify the strength of the United Nations Organization. Under and within that world concept we must re-create the European Family in a regional structure called, it may be, the United States of Europe* ». Winston Churchill's speech at Zurich, <http://www.eurplace.org/federal/churdisco.html>, (04.11.2003).

⁷⁵ REAU, Elisabeth du. *L'idée d'Europe*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996, p. 167. Le MEU prônait, selon E. du REAU, « *une coopération intergouvernementale et interparlementaire portant sur des projets précis et des réalisations concrètes, selon une approche pragmatique et gradualiste, typiquement britannique* ».

⁷⁶ Ce n'était qu'à la suite du congrès de La Haye de mai 1948 quand les mouvements pro-européens ont décidés de se rassembler sous l'étiquette du « Comité international de liaison des Mouvements pour l'unité européenne ». En France, il y avait onze mouvements qui s'y sont rencontrés : Le Conseil Français pour l'Europe Unie, La Ligue européenne de Coopération économique, Le Comité Français des Mouvements Fédéralistes, Le Centre d'Action internationale, Les Nouvelles Equipes internationales, Le Mouvement pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe, Forces Ouvrière Syndicalistes Européennes, Le Mouvement Français pour les Etats-Unis d'Europe et Le Groupe Fédéraliste du Parlement. Cf. 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, *Projet de réorganisation des mouvements français pour l'Union européenne*,

⁷⁷ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, *Manifeste du Comité anglais pour l'Europe unie*.

anticommuniste convaincu.⁷⁸ En ce qui concerne la réalisation des objectifs, les premiers mois de l'année 1947 sont synonymes de forte instabilité. Une première preuve nous est fournie par l'avant-projet du manifeste du mouvement, daté du 11 février 1947. La plume hélas anonyme y défend la création d'une « *Fédération des peuples d'Europe* » et la « *mise en vigueur d'une politique commune pour la reconstruction harmonieuse de notre continent* ». Les lignes suivantes sont un plaidoyer passionnant en faveur de l'unité européenne et leur style n'est pas sans analogie avec le langage du livre *Demain la paix*, en dépit de la conclusion divergente : le continent l'emporte dans ce cas sur l'océan. Le « *no man's land [européen] inconsistant, composé d'une poussière d'états, condamnés à la décomposition s'ils ne savent s'unir* » doit surmonter le « *nationalisme jaloux* » et assurer « *la condition première de la paix du monde* », à savoir créer « *l'Europe Unie* ». Sur l'avenir du grand voisin de l'est, l'auteur se prononce sans ambiguïtés : « *Nous appelons de nos vœux une Allemagne européenne. Nous tenons qu'il vaut mieux intégrer l'Allemagne à l'Europe que la dresser à nouveau contre elle* ». ⁷⁹

Les préparatifs ainsi que le déroulement de la conférence des ministres des Affaires étrangères à Moscou en mars 1947 font suspendre les travaux de propagande du Comité qui ne veut pas « *troubler* » la rencontre au sommet. Entre-temps, la détermination des partisans de l'Europe Unie gagne en ampleur. Ainsi lit-on avec intérêt, dans une lettre-modèle destinée à faire part aux intéressés des objectifs du Comité provisoire, que « *si nous renonçons à constituer au-dessus des gouvernements nationaux des ententes étroites, c'est le destin de la paix et de la civilisation qui est remis en cause et remis en cause par notre faute* ». ⁸⁰

Cette « *ligne directrice* » de la défense de la paix caractérise aussi bien la version finale du manifeste du mouvement qui est publiée dans la deuxième moitié de l'année 1947 et porte le nom du Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe. Le texte témoigne d'un compromis arraché entre plusieurs organisations françaises luttant en faveur de l'unité européenne. Par rapport au « *brouillon* » de février, le contenu du texte reste en grande partie le même, mais avec une modification lexicale assez importante : le mot « *fédération* » et le verbe « *fédérer* » sont remplacées par « *les Etats-Unis d'Europe* » et « *unir* ». Toutefois, ce n'est pas une volte-face. Tout simplement, il s'agit d'une preuve du vocabulaire embrumé du début de mouvements européens, puisque le manifeste se termine, comme c'était le cas déjà de l'avant-projet, par ce vibrant appel fédéraliste : « *Nous appelons toutes les Françaises et tous les Français à travailler d'un même cœur avec leurs*

⁷⁸ René Courtin (1900–1964) a été aussi désigné, en 1944, co-fondateur du journal *Le Monde*. Sur ce personnage fort intéressant cf. JEANNENEY, Jean-Noël, JUILLARD, Jacques. *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris : Seuil, 1979, p. 58–61.

⁷⁹ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Avant-projet du *Manifeste du Comité provisoire pour l'Europe Unie dans le cadre de l'ONU*, daté du 11 février 1947.

⁸⁰ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettre intitulée « *Projet* ».

voisins pour qu'il n'y ait bientôt en Europe qu'une monnaie, qu'une politique économique, qu'une diplomatie, qu'une armée». ⁸¹ Le mouvement dit « unioniste » se définit donc, durant la première année de son existence, comme étant nettement pro-intégrationniste et défend des positions que l'on peut qualifier de « supranationalistes », même si l'on n'emploie pas encore ce mot aussi fréquemment que dans les années 1950.

La tâche principale des premiers militants français de « l'Europe unie » est de propager leurs idées, en dépit de leur caractère incertain et flou, et obtenir « l'adhésion de principe » au mouvement d'éminentes personnalités de la vie publique du pays. Michel Debré s'y consacre avec assiduité ce que lui vaut des félicitations de Courtin. Le but étant de gagner à la cause du MEU le plus de « noms » pour couvrir toute la scène politique, Debré n'hésite pas à présenter l'activité du Mouvement en fonction des attentes de ses interlocuteurs. Ainsi écrit-il dans une lettre à un ministre socialiste le 4 juin 1947 que lui et ses collègues du MEU ont « en effet axé [leur] action d'une manière assez 'à gauche' » ; à d'autres occasions, Debré met en avant « les relations les plus étroites et les plus suivies avec les dirigeants anglais ». ⁸² Tandis que les socialistes affichent un soutien le plus prudent, les réponses encourageantes arrivent surtout de gens de centre-droit, souvent issus du Comité général d'études comme Debré ou qui sont connus pour leur engagement en faveur de la Société des nations ou du projet paneuropéen dans l'entre-deux-guerres. Le Conseil Français pour l'Europe Unie (CFEU), car c'est cette dénomination qui est finalement retenue pour la « section » française de l'UEM, peut bientôt compter avec « l'adhésion de principe » notamment de Raymond Aron, Paul Claudel, René Mayer, François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen, Paul Reynaud ou Edouard Herriot, qui est aussi président d'honneur de l'Union parlementaire européenne. ⁸³ À cet instant, les militants de l'UEM se réjouissent d'un bon point de départ vers un « vaste mouvement de propagande afin que, sous la pression populaire, les gouvernements agissent dans le sens de l'Union européenne », comme le dit Winston Churchill dans son discours inaugural de l'UEM en mai 1947. ⁸⁴

À la rentrée 1947, le CFEU peut donc se sentir ancré parmi l'élite parisienne alors que ses objectifs sont encore loin d'être réalisés. En effet, la coopération avec d'autres organisations de la « cause européenne » s'est révélée assez délicate tout comme le maintien du caractère impartial du CFEU. René Courtin, surchargé par un agenda relativement lourd, fait déléguer une grande

⁸¹ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, *Manifeste du Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe*.

⁸² 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettres « de recrutement » de juin/juillet 1947.

⁸³ Liste des personnalités ayant bien voulu donner leur adhésion de principe au Comité français d'Union européenne datée du 14 juillet 1947. En octobre 1947 le Comité fut élargi en prenant le nom du Conseil Français pour l'Europe Unie. 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948.

⁸⁴ Cité par GERBET, Pierre. *Le Relèvement (1944–1949)*. Paris : Imprimerie Nationale, 1991, p. 366.

partie du travail à Michel Debré qu'il considère comme son collaborateur le plus proche. Hormis ses responsabilités au ministère, Debré s'occupe désormais de l'organisation d'une grande manifestation en faveur de « l'Europe », prévue au Vélodrome d'Hiver pour le 11 novembre 1947. Faute de temps mais aussi de moyens, l'affaire se termine par un échec et l'idée d'un grand « meeting » parisien est abandonnée. La recherche d'un terrain d'entente avec les Anglais d'un côté et acteurs de la scène politique française de l'autre épuise Debré à tel point qu'il écrit à Courtin qu'il ne veut « *absolument pas accepter des responsabilités que mes occupations obligatoires ne me permettent pas de remplir. [L'] idée que vous m'avez fait désigner pour tant de commissions me fait frémir* ». ⁸⁵ Cette expérience amène Debré à s'éloigner pour un certain temps des travaux du CFEU. On apprend à la lecture des comptes-rendus de réunions que Debré se laisse souvent remplacer et s'il est présent, il ne participe pas activement à la discussion. Au contraire, les réunions auxquelles il assiste le lassent, autant que son travail au Secrétariat aux Affaires allemandes et autrichiennes, par des discussions sans résultats concrets et il en fait part à Courtin : « *Je me rends compte que mon absence vous déçoit, mais j'ai un travail assez considérable, et en outre assez décourageant car rien n'aboutit, ou ce qui aboutit ne vaut pas la peine que l'on se donne* ». ⁸⁶ Debré se dirige donc vers une pause dans son engagement européen sans que celui-ci ne soit affaibli, pour revenir ensuite moins patient et plus actif.

III. L'expérience « unioniste » (1948–1950)

Quand Michel Debré décide de reprendre « *le cours interrompu* » du travail et des discussions au sein du CFEU, il trouve le mouvement plus nombreux, plus structuré et occupé aux préparatifs du Congrès de La Haye. ⁸⁷ En effet, alors que l'Europe centrale plonge dans la longue nuit du stalinisme après le Coup de Prague, la partie à l'ouest du continent ressentit la nécessité de serrer les rangs pour contenir le danger communiste. En mars 1948, la création d'une union économique occidentale jouit d'un soutien d'une large majorité de l'opinion française : 83 % de l'électorat des partis de la Troisième force, notamment de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et du MRP, et 77 % pour les gaullistes. ⁸⁸ Ces derniers se prononcent d'ailleurs pour un lien fédératif qui unirait les peuples d'Europe. Selon les propositions adoptées par les assises du RPF en avril 1948, les organes d'une union européenne

⁸⁵ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettre datée du 12 novembre 1947.

⁸⁶ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettre à René Courtin du 20 mars 1948.

⁸⁷ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettre à René Courtin du 6 avril 1947.

⁸⁸ GERBET, P., *Le Relèvement*, p. 367.

auraient des compétences directes sur les citoyens sans être obligés de faire exécuter leurs décisions par les Etats. Toutefois, la souveraineté étatique ne serait limitée que pour la défense et la coopération économique. À l'Assemblée nationale, les gaullistes font adopter un ordre du jour dans le même sens : la fédération serait formée des Etats possédant la personnalité internationale qui délègueraient les pouvoirs à un organe suprême à partir d'un traité international.⁸⁹ On retrouve ici une fois encore la confusion entre le mot employé - « *la fédération* » - et les moyens, « *confédéraux* », pour y parvenir. On remarque le même manque de sensibilité envers ces deux termes, pourtant jugés cruciaux à l'analyse de la construction européenne, dans les discours du général de Gaulle qui les a même qualifiés de « *mots abstraits* ». William B. Cohen suggère qu'à l'origine de cette confusion sémantique est l'imprécision qui caractérise l'utilisation de ces deux termes en français – le *Petit Larousse* donnait, jusqu'en 1955, la définition suivante du mot fédération: « *Système politique dans lequel plusieurs Etats se réunissent en confédération* ».⁹⁰

Dans les mois suivants les délibérations de La Haye, à l'imprécision initiale s'ajoutent les divergences de positions défendues par « fédéralistes » et « unionistes » aussi bien que le manque de consensus politique de la part de gouvernements des pays de l'Europe occidentale. Le poids du Conseil de l'Europe naissant sur la scène internationale ne peut qu'en être considérablement « allégé ».

« Un fanatique du parti européen » ?⁹¹

Michel Debré s'impatiente de l'écart entre les buts solennellement affichés et la réalité sobre. Il participe à des travaux du Comité exécutif du Comité international des mouvements pour l'unité européenne, qui prendra le nom du Mouvement européen en octobre 1948, et au sein duquel se regroupent les principaux mouvements pro-européens afin de réaliser les conclusions du Congrès de La Haye. Or, il s'indigne des conférences qui ne sont que « *des buts en eux mêmes, qu'elles constituent des objectifs, alors que ce ne sont que des moyens* ». Dans la note à l'attention de Duncan Sandys du 30 septembre 1948, Debré fait le point sur les attentes considérables de l'opinion publique et l'accomplissement faible des mouvements pour l'Europe Unie. D'après Debré, si les mouvements continuent à s'occuper des problèmes trop académiques, ce qu'il croit être le cas, « *notre échec sera considérable* ». Du coup, il juge nécessaire d'orienter les travaux « *d'une*

⁸⁹ Idem, p. 369.

⁹⁰ COHEN, William B.. De Gaulle et l'Europe d'avant 1958. In *De Gaulle et son siècle, T. V - L'Europe*. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, Institut Charles de Gaulle, La Documentation française – Plon, Paris 1992, p. 57.

⁹¹ L'expression utilisée par Raymond Aron pour décrire l'action de Debré en 1949-1950 dans l'article Un 'Jean-foutre' ignoré, *Le Figaro*, 22 juillet 1965, p. 1 et 16.

manière infiniment plus pratique et plus réaliste » pour « *montrer à l'opinion publique [...] que par l'Europe il y a quelque chose de changé* ». Debré pense surtout aux problèmes sociaux des personnes déplacées, au manque d'hygiène ou bien aux logements du prolétariat des grandes villes, mais aussi aux questions de sécurité. Sa déception croissante des hommes au pouvoir ainsi que de la pratique institutionnelle de la IV^e République lui font prévoir l'établissement, entre hauts fonctionnaires, des « *contacts personnels* » qui « *asserviraient d'une manière plus solide l'action des gouvernements si celle-ci devait être dans l'avenir par trop dominante* ». ⁹²

Cette idée d'une Europe technocratique mérite une grande attention, même si elle n'est pas concrétisée dans le texte de la note, et on devra s'en souvenir lorsque l'on examinera la critique de Debré à l'encontre de la Haute Autorité de la C.E.C.A. Notons aussi que Debré accorde, en septembre 1948, une nette préférence au social et aux questions de sécurité sur le reste de l'agenda des mouvements européens ; seule la solution de ces deux problèmes, en effet, justifiera la raison d'être des conférences économiques sur les transports ou le charbon et des conférences intellectuelles sur les mouvements de jeunesse. ⁹³ Debré prendra la problématique sociale à son compte et va s'y consacrer, en 1949–1950, à la fois au sein du Mouvement européen et au Conseil de la République.

Conseiller de la République

En novembre 1948, Michel Debré fait son entrée dans la grande politique, puisqu'il devient membre de la deuxième chambre du Parlement français, dont déjà le nom – Conseil de la République – dit presque tout sur le rôle qui lui a été attribué dans le système constitutionnel de la IV^e République. Tout naturellement, le conseiller Debré, représentant le département d'Indre-et-Loire, se consacre aux questions européennes, qui lui sont proches. Il se fait désigner comme rapporteur du projet de loi portant ratification du traité instituant le Conseil de l'Europe. Néanmoins, avec le recul du temps, il devient sceptique quant au rôle de la nouvelle organisation en la comparant à « *l'expérience de la Société des Nations d'hier et celle de l'actuelle Organisation des Nations unies* » dont l'apport principal serait de créer « *une instance de connaissance et de confrontation pour les hommes politique du continent* ». ⁹⁴ Or, sur la tribune du Conseil de la République, Debré fait son pari sur l'organisation strasbourgeoise et lui promet un avenir réussi à la condition d'aller plus loin en domaine d'intégration ! Il se range ainsi du côté d'autres gaullistes, tels que Jean-Paul Palewski et René Capitant, qui ont tenu à l'Assemblée nationale le même type de discours que Debré. Lors

⁹² 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Note à l'attention de Monsieur SANDYS » datée le 30 septembre 1948.

⁹³ Idem.

⁹⁴ DEBRÉ, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 21.

du débat français sur la création du Conseil de l'Europe, on assiste donc au jeu de rôles à l'inverse de ce que l'on pourrait attendre. D'un côté les partisans du RPF critiquent le manque d'audace de la part du gouvernement et Capitant le dit d'une manière explicite : « *le statut [du Conseil de l'Europe] ne contient aucune atteinte à la souveraineté nationale et c'est précisément son défaut* ». De l'autre les gens comme Robert Schuman défendent le traité en dépit de sa dérive intergouvernementale due aux négociations avec les partenaires anglais.⁹⁵

Pour les gaullistes, animés par la crainte de voir l'Allemagne reprendre sa place de concurrent européen direct de la France, le Conseil de l'Europe a été souhaitable pour absorber, sous le regard attentif des Français, les aspirations éventuelles allemandes à l'hégémonie sur le continent. Ainsi les gaullistes appellent de leurs vœux une organisation aussi efficace que possible, coiffée par une « *autorité politique* ». Une direction politique - voici la condition *sine qua non* de la réussite de toute organisation européenne « *qu'elle soit militaire, économique ou sociale* », comme le proclame Debré au Conseil de la République le 2 juin 1949.⁹⁶ Ce jour même, il présente sa proposition de résolution demandant au gouvernement d'initier la création de divers commissariats et commissions, au sein du Conseil de l'Europe, pour assurer des résultats concrets aussi vite que possibles, puisque l'Europe « *ne se fera qu'avec l'acceptation des opinions publiques et cette acceptation ne sera donnée qu'après un constant effort et la vision claire des avantages de l'association* ». ⁹⁷

Le conseiller Debré ne mâche pas ses mots en faisant référence au savoir-faire des régimes dictatoriaux en ce qui concerne les mesures susceptibles d'assurer l'adhésion populaire. Quelles sont les préoccupations les plus pressantes des populations d'Etats européens ? Selon Debré, elles sont au nombre de quatre - la crise du logement, les mouvement de migration, besoin de modernisation agricole et la question de l'instruction publique. Dans tous ces domaines, les nations ne disposent que des moyens limités et pourtant les résultats ne seraient pas difficiles à atteindre si les gouvernements laissaient une instance suprême agir à leur place. Le sénateur Debré en est bien conscient. Parmi ses propositions, c'est surtout le projet d'un « *commissariat européen à la reconstruction et à la construction* » qui est le plus détaillé. Cet organe procéderait par « *délégation des pouvoirs* » d'Etats-membres du Conseil de l'Europe, puisque « *les foules sentent inconsciemment la faiblesse de plans qui n'ont de valeur que dans la mesure où chaque gouvernement accepte chaque jour d'y conformer sa conduite* ». Voici la raison pour conférer au Conseil de l'Europe

⁹⁵ Pierre Gerbet décrit bien l'atmosphère du débat français autour du Conseil de l'Europe. GERBET, P., *Le Relèvement*, p. 385. Cf. aussi FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 301.

⁹⁶ 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947-1950, Comité exécutif français, Proposition de résolution N° 440, Conseil de la République, Année 1949, Annexe au procès-verbal de la séance du 2 juin 1949.

⁹⁷ Idem, p. 10.

« des responsabilités qui soient de sa compétence », lui permettant « de donner la mesure de son pouvoir ». ⁹⁸ Le ledit commissariat, créé pour 12 ans, aurait donc à sa disposition un budget, alimenté par affectation d'un ou plusieurs impôts, et son « autorité se substituerait à celle des gouvernements » pour l'exécution des plans de reconstruction ! Aussi le commissariat contrôlerait-il « des industries indispensables au bâtiment » et pourrait recourir à l'aide de jeunes gens dans le cadre d'un « service civil européen ». En espace de quelques ans seulement pourrait se faire sentir une expression de la solidarité européenne, à l'aide de trois à quatre types de « maisons européennes, dont la construction, [...] marquerait du nord au sud et de l'est à l'ouest le style d'un idéal ! » ⁹⁹

Même si l'on peut s'interroger sur la faisabilité de ces desseins bien audacieux, il n'est pas douteux qu'ils témoignent de la profonde conviction européenne de leur auteur qui considère la justice sociale et la liberté comme des conditions nécessaires, voire préliminaires, à la coopération dans le domaine économique et militaire. Aussi sent-on très clairement l'importance que Debré accorde à la vitalité « des démocraties édifiantes l'Europe » pour leur assurer le soutien de l'opinion publique. Finalement, retenons que c'est bien la France qui devrait, selon Debré, agir la première en prenant « la direction spirituelle » de l'organisation de l'Europe car elle « seule parmi les grandes nations y a un intérêt immédiat [et] vital ». ¹⁰⁰

Militant européen

L'action que Debré déploie au Palais de Luxembourg se complète, en ce qui concerne les objectifs « européens », par son engagement au Mouvement européen (ME) créé à la suite du Congrès de La Haye qui se réunit en mai 1948. En décembre de la même année, Debré est coopté aux instances dirigeantes de la « filiale » française du ME (Mouvement européen français – MEF), après avoir emporté le scrutin secret, devant socialiste André Philip et Raymond Aron. René Courtin lui annonçant le résultat d'élection, souligne le souci du mouvement « de ne pas se couper du gaullisme » ce qui a été « déterminant surtout à l'égard d'Aron, considéré comme le grand théoricien du RPF », et se réjouit de travailler de nouveau étroitement avec Debré : « Nous avons démarré ensemble, il faut que nous arrivions ensemble ». ¹⁰¹ Au moment donné, ce n'est pas une idée irréaliste. Debré prend aussitôt la tête de la Commission des réalisations sociales et Courtin le charge d'autres tâches en faisant de lui le président de la Commission culturelle et un des membres de la Commission des statuts. Or, le conseiller de la République se révoltera bientôt contre

⁹⁸ Idem, p. 3.

⁹⁹ Idem, p. 5.

¹⁰⁰ Idem, p. 10.

¹⁰¹ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Comité français pour l'Europe Unie, Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe, 1947–1948, Lettre de René Courtin à Michel Debré du 24 décembre 1948.

l'accroissement de ses responsabilités et dès la fin de 1949 il se consacre uniquement à « *l'étude des problèmes d'ordre social* » qui lui paraissent « *déterminants pour l'avenir de l'Union Européenne* ». ¹⁰²

Sous la présidence de Debré, la Commission des réalisations sociales met successivement en chantier des études sur les personnes déplacées, sur les principaux mouvements de main-d'œuvre dans les pays européens, et s'occupe des questions de logement et de la politique sanitaire internationale. Tout cela afin de « *préparer des dispositions pratiques [et] concrètes qui permettraient à une autorité européenne, enfin consciente de ses responsabilités, de prendre les décisions immédiates* ». ¹⁰³ Michel Debré blâme, à plusieurs reprises, le manque d'intérêt que suscitent les questions sociales au sein du MEF et déplore qu'elles soient définies « *comme les conséquences de deux décisions préalables, l'une, la création d'un grand marché, l'autre, la libération des mouvements [...] de main-d'œuvre* ». Or, même s'il s'agit de « *deux décisions importantes qui devraient être prises très rapidement* », leur réalisation n'est pas, selon Debré, à l'ordre du jour. ¹⁰⁴ En soulignant la prééminence du social, Debré poursuit donc sa ligne de réflexion qui se manifeste, on l'a vu, par le projet de résolution présenté au Conseil de la République en juin 1949. De ce fait, il ne peut que saluer l'idée de réunir une Conférence sociale européenne, prévue à Rome pour le mois de juillet 1950.

En hiver 1950, Debré prend avec détermination la tête du 3^{ème} groupe de travail de la Commission préparatoire française de la conférence de Rome, chargé d'étudier des conséquences sociales de la libéralisation des mouvements de personnes. Mais Debré suit de près tout le reste de l'agenda social du MEF. ¹⁰⁵ S'inspirant des travaux du Britannique William Beveridge et « *d'assez éclatantes réussites* » des pays comme le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse en matière de recherche du plein emploi, Debré souhaite que l'Europe devienne le terrain d'affirmation des solidarités qui ne se manifestent qu'insuffisamment sur le plan national. ¹⁰⁶ Puisque la recherche du plein emploi est « *une des raisons d'être d'une construction européenne* », il faut « *à l'Europe de demain un office de plein emploi pourvu de foi et de moyen, et d'une puissance à la fois apolitique et supra politique* » ! ¹⁰⁷ La proposition de créer un « *organisme à compétence technique* », qui montrerait que la réalisation en commun de l'idée

¹⁰² 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947–1950, Comité exécutif français, Lettre à Raoul Dautry, président du MEF du 15 février 1949.

¹⁰³ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947–1950, Comité exécutif français, Michel Debré dans une lettre du 14 novembre 1949.

¹⁰⁴ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947–1950, Comité exécutif français, Lettre à Daniel Serruys du 14 décembre 1949.

¹⁰⁵ Les deux autres groupes de travail se penchaient sur les objectifs sociaux de la construction européenne et problèmes sociaux posés par la création d'un grand marché européen. Michel Debré a gardé une documentation abondante des travaux de toute la Commission préparatoire française. Cf. 1 DE 25 Europe unie 1947–1950.

¹⁰⁶ Le 3^{ème} groupe de travail s'occupa également de la question des migrants et réfugiés sans proposer une solution concrétisée. Cependant il n'est pas sans intérêt que Debré envisagea la « *solution pratique* » de ce problème en recourant aux Territoires d'outre-mer français et leur capacité d'accueillir des dizaines de milliers d'émigrants. Compte-rendu de la réunion du 3^{ème} groupe de travail le 24 février 1950. 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947–1950, Comité exécutif français.

¹⁰⁷ 1 DE 25 Europe unie 1947–1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947–1950, Comité exécutif français, Note de Michel Debré adressée au 1^{er} groupe de travail le 24 février 1950.

européenne « *va de pair avec la lutte contre le chômage et la misère* », est aussi retenue dans le rapport final du 3^{ème} groupe de travail, présenté à la Conférence sociale européenne de Rome. Ce rapport prévoit la création d'un « Commissariat à la Main d'Œuvre et à la Population » qui pourrait même attribuer aux travailleurs « *la qualité de citoyen d'Europe* ». ¹⁰⁸ Après six mois de réflexion et de travail préparatoire, les membres du groupe de travail sous la présidence de Michel Debré énumèrent dans le rapport final les principaux objectifs sociaux - la suppression d'injustes inégalités sociales, la lutte pour le plein emploi et l'assurance d'une vie digne aux travailleurs. Et leur appel aux participants de la Conférence est sans ambiguïté : « *Approcher de ces objectifs, les atteindre si possible, exigent d'urgence un effort supra-national* ». ¹⁰⁹

Michel Debré est toutefois bien conscient que l'on ne peut point imaginer la libéralisation des mouvements de personnes « *tant qu'il n'existe pas d'autorité politique européenne* ». ¹¹⁰ D'où sa conviction que « *la Conférence de Rome doit tracer la voie à l'autorité politique* ». ¹¹¹ Nous ne devrions pas être surpris donc si l'on trouve la signature du conseiller de la République au bas de *L'Appel en faveur de la création d'une Autorité politique européenne*, publié par le MEF comme une brochure de propagande. Environ 120 personnages de la vie publique française, aussi bien des « *unionistes* » que des « *fédéralistes* », s'y indignent de « *l'égoïsme à courte vue de chacun* » et de « *la timidité des chancelleries [qui] ne permettront pas au Conseil [de l'Europe] de réaliser le moindre progrès tant que toute décision demeurera à la discrétion des Etats souverains et de leur unanimité* ». Résultant de la critique des premiers mois de fonctionnement de l'organisation strasbourgeoise, voici l'appel aux délégués français à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe de prendre « *hardiment position* » en faveur de la constitution d'une autorité commune, composée de toutes les nations démocratiques de l'Europe et « *habilitée à prendre à la majorité, en des domaines strictement délimités, des décisions immédiatement exécutoires* ». ¹¹²

Les partisans français de l'Europe unie ont beau élever leur voix, les oreilles d'hommes au pouvoir restent sourdes d'autant plus qu'un nouveau chantier de la construction européenne

¹⁰⁸ 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947-1950, Comité exécutif français, Note sur les objectifs sociaux présentée par la Délégation française du Mouvement européen [à la Conférence sociale européenne], datée du 3 mai 1950 et Rapports présentés par la Commission préparatoire française, Mouvement européen, Conférence sociale européenne (Rome, 3 au 8 juillet 1950).

¹⁰⁹ 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947-1950, Comité exécutif français, Rapports présentés par la Commission préparatoire française, Mouvement européen, Conférence sociale européenne (Rome, 3 au 8 juillet 1950), Préambule de Léon Jouhaux, p.18.

¹¹⁰ 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947-1950, Comité exécutif français, Le compte-rendu de la 2^{ème} réunion du 3^{ème} groupe de travail de la Commission préparatoire française le 10 février 1950.

¹¹¹ 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, Chemise intitulée Mouvement européen 1947-1950, Comité exécutif français, Lettre à Daniel Serruys du 14 décembre 1949.

¹¹² 1 DE 25 Europe unie 1947-1950, *Appel en faveur de la création d'une Autorité politique européenne*, non daté. La lettre de Raoul Dautry à Michel Debré du 16 mars 1950 permet néanmoins de situer sa publication au printemps 1950.

vient d'être ouvert. Or, avant que la fameuse déclaration de Robert Schuman ne fasse basculer l'histoire de l'intégration européenne, Michel Debré achève la rédaction d'un petit livre, résumant sa pensée en matière européenne. Cet ouvrage, paru en juillet 1950 mais terminé sept mois plus tôt, met le point final sur l'engagement actif de son auteur au sein du Mouvement européen et son analyse peut nous servir de passerelle pour la période suivante.

Pour une Union d'Etats européens

Comme on a déjà pu le constater, Michel Debré aimait les formules chocs et ses écrits ont été marqués par un style qui allait directement au cœur du sujet. Acceptant de rédiger un projet du *Pacte pour une Union d'Etats européens*, en réponse au *Projet de constitution mondiale*, préfacé par Thomas Mann et publié chez le même éditeur parisien Nagel, le conseiller Debré saisit l'opportunité pour s'exprimer sur les affaires européennes sans propos détournés. À la lecture de ce menu livre, dont chaque page reflète néanmoins une pensée dense et structurée, l'on s'aperçoit que son auteur s'empresse d'inciter à l'action immédiate - « *À quoi bon écrire si l'écriture n'est pas le prélude à l'action ?* » se demandera-t-il beaucoup plus tard en commentant rétrospectivement ses écrits politiques.¹¹³

« *Quittons notre province, je veux dire notre nation* », s'écrit Debré dans la préface à son projet d'une union des Etats européens. Le vieux continent doit s'unir pour faire face aux menaces de la période chaude de la guerre froide et pour Debré, il n'y a point de doutes de quel côté situer la nouvelle organisation européenne : « *L'Europe atlantique est la seule conception réelle, la seule concevable* ». Revivant son idée de la création d'une « *vaste communauté atlantique* », Debré est convaincu qu'il s'agit du seul chemin qui permettrait d'envisager une véritable et viable organisation de l'Europe occidentale, sous l'égide implicite de la France.¹¹⁴ De ce point de vue, Debré réfute toute tentation neutraliste ainsi que l'excès des propres intérêts que défendent les Etats et le manque de regard sur les autres, ce qui crée une situation paradoxale d'un nationalisme « *chacun pour soi, les Etats-Unis pour tous* ». ¹¹⁵ Debré appelle de ses vœux « *une association politique des nations européennes* » dont le rôle sur la scène internationale sera soutenue, dans la suite logique de la pensée gaulliste du temps de la guerre, par les territoires d'outre-mer, créant ainsi une « *forte communauté* » avec les métropoles.

¹¹³ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. I - Combattre*, p. 404-406.

¹¹⁴ Les citations sont tirées, sauf indication contraire, de la version publiée du Pacte : DEBRE, Michel. *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*. Paris : Nagel, 1950.

¹¹⁵ Aux archives de Michel Debré existent plusieurs versions du Pacte, on se référera ici notamment au texte d'un tapuscrit non daté qui fournit des précisions intéressantes, rayées de la version publiées. 1 DE 26 Ouvrage, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950-1955, Chemise intitulée *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*.

La désillusion du lent progrès des travaux européens ainsi que le piétinement des organisations internationales mises en place après la fin de la guerre font que Debré ne mâche pas ses mots en parlant de l'Europe comme d'une « *coque vide* », remplie de comités, de secrétariats et de commissions. Pourtant, l'enjeu est de taille et toute hésitation peut coûter cher. D'où l'appel en faveur des résultats concrets, notamment en matière de politique sociale : « *Seul un effort commun permet d'approcher les solutions, d'installer les réfugiés, mieux nourrir, mieux faire travailler, mieux loger tous les Européens [...]* La tâche à coup sûr insurmontable pour une nation sans appui cesse de l'être pour un groupement de nations mettant en commun leur richesses, leur travail [et] leurs domaines extérieurs ». ¹¹⁶ Debré poursuivant les idées qu'il a défendues au Conseil de la République, envisage les travaux nécessaires en deux temps. En fait, il lui paraît primordiale de se mettre d'accord sur la conception politique pour acquérir la légitimité et, ensuite, l'assentiment populaire. Ici on aborde le germe du raisonnement de Debré.

Le constat de base de Debré est simple. Puisque l'union exige les sacrifices de souveraineté nationale, elle doit se doter d'un organe politique, responsable et légitime, suivant les principes démocratiques. Ainsi sera-t-elle suffisamment munie pour faire imposer sa décision aux Etats membres. Une fois cette condition remplie, la voie à la mise en commun de la « *richesse, travail [et] domaines extérieurs* » est libre et devra même être poursuivie avec audace. En effet, Debré reconnaît volontiers l'utilité d'un marché unifié pour certains produits, mais il juge sa création secondaire par rapport aux besoins pressants de la lutte contre la misère et l'insécurité. De plus, si l'on ne se s'attaque pas à des problèmes économiques fondamentaux, tels que « *les niveaux de vie* » ou « *les investissements* », une autorité économique internationale demeurera « *impuissante en face des autorités politiques nationales* ». Posant la création d'une entité politique européenne comme condition *sine qua non*, Debré croit trouver la réponse à des difficultés que rencontre le vieux continent en matière de coopération entre les Etats dès la fin de la Seconde guerre mondiale.

Cependant, Debré tombe dans son propre piège quand il présente ses visions d'action immédiate. Il a beau critiquer les techniciens, ingénieurs, ou financiers pour s'être emparés du domaine politique sans aucune légitimité, sa proposition d'une action concrète, notamment dans la construction de logements, repose justement sur les compétences d'abord techniques. Afin de se mettre rapidement au travail, un commissariat à la population ou à la construction peut se passer, dans l'immédiat, de source de légitimité propre.

Le discours de Debré peut nous paraître plus sévère et critique que constructif et l'on n'a probablement pas tort - l'auteur est bien conscient que sa contribution ne bouleversera pas la course d'événements et son appel se situe plus dans le proclamatif en se souciant moins de

¹¹⁶ 1 DE 26 Ouvrage, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950-1955, Chemise intitulée Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens, Tapuscrit, p. 16.

détails. Pourtant, l'esprit constitutionnaliste de Debré ne pourrait pas s'empêcher d'esquisser, pour l'Union d'Etats européens envisagée, un système institutionnel souhaitable et de lui donner l'air d'un texte fondamental. Tout en reconnaissant qu'il se situe « *dans l'imaginaire* », l'auteur s'efforce de broser un système aussi complet que possible (pour le schéma cf. *Annexe 1*). Quelles informations tire-t-on de la lecture du Pacte ?

Tout d'abord Debré, en bon disciple de Charles de Gaulle, édifie une « *clé de voûte* » de la construction européenne, dans le sens du discours du général de Bayeux du 16 juin 1946. En instaurant un « Arbitre », élu directement par le suffrage universel des peuples européens pour cinq ans et doté des responsabilités les plus importantes, Debré se situe dans la ligne de pensée de de Gaulle. En effet, ce dernier se prononce dès les années 1930 en faveur du pouvoir exercé par des individus forts, comme en témoigne le livre *Fil de l'épée*.¹¹⁷ D'après Debré, au sommet de l'édifice européen doit se trouver « *un homme dont le prestige moral et politique ne peut être discuté grâce à la manière dont il est désigné* », d'autant plus qu'« *un homme seul sent plus facilement son devoir qu'un groupe d'hommes et qu'une assemblée nombreuse* ». ¹¹⁸ Tord-on trop la réalité si l'on imagine derrière cette description un homme concret, d'une taille remarquable, s'impatiant à sa « *traversée de désert* » et prêt de se laisser « *élever* » au-dessus du médiocre personnel de la IV^e République ? Même Debré confirme cette idée dans ses *Mémoires* en avouant, avec une exagération certaine, qu'il imaginait « *que de Gaulle [pouvait] devenir le Washington du vieux continent* ». ¹¹⁹ On ne saurait être surpris que Debré succombe ici à une « *tentation présidentielle* » qui l'a envahi à plus d'une reprise aussi au niveau national. ¹²⁰ L'exemple des débuts des Etats-Unis d'Amérique lui déjà venait à l'esprit lors de ses travaux au Mouvement européen et même dans le Pacte il se réfère explicitement au succès de la création de l'Etat nord-américain qui tenait d'abord, selon Debré, « *au rôle essentiel donné à un homme, envisagé comme le principe fédérateur* ». ¹²¹ L'autorité et la légitimité de l'Arbitre européen, flanqué de deux vice-arbitres choisis par lui, dominerait l'exécutif, composé encore de deux organes, Comité des ministres d'Etats membres et le Sénat (en effet plutôt un collège ou un cabinet élargi de l'Arbitre). Les commissaires, nommés par l'arbitre et chargés d'assurer le fonctionnement de l'Union, ne se verraient confier que des tâches techniques. Il est clair que le nœud du pouvoir européen se situerait au siège de l'Arbitre, prévu d'ailleurs à Versailles.

Les pouvoirs de l'Assemblée, le seul organe qui, vu son mode de désignation, disposerait d'une légitimité comparable à celle de l'arbitre, sont limités au strict contrôle de l'exécutif.

¹¹⁷ BERSTEIN, S., *Histoire du gaullisme*, notamment p. 37 et 46.

¹¹⁸ DEBRE, Michel, *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, p. 41 et 42.

¹¹⁹ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 19.

¹²⁰ Cf. ROUVILLOIS, Frédéric. Le constituant face à son oeuvre. In BERSTEIN, S., MILZA, P., SIRINELLI, J.-F., *Michel Debré, Premier Ministre (1958-1962)*, p. 46 et suite.

¹²¹ DEBRE, M., *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, p. 42.

Toutefois, l'Assemblée voterait le budget et aurait le dernier mot si l'arbitre usait de son droit de veto suspensif sur une décision votée par elle. Debré prévoit néanmoins, d'après l'exemple tiré du système parlementaire britannique, dont il a été un grand admirateur, que les sessions de l'Assemblée devront être strictement limitées et ne pourraient pas, dans le cas de l'Union, s'étendre au-delà de trois mois par an. Notons au passage que chaque député, élu dans le scrutin majoritaire à l'anglaise à un tour, représenterait un million d'électeurs, ce qui favoriserait bien évidemment les grands pays, mais pas forcément la France.¹²² Deux autres institutions sont prévues, à savoir la Cour de l'Union, gardien du pacte aux pouvoirs comparables à la Cour de Justice de la future CECA, et le Conseil de l'Union, formé de représentants des intérêts professionnels, du monde universitaire et des collectivités locales.

La sortie du *Pacte pour une Union d'Etats européens* en été 1950 a valu à son auteur une attention accrue de la part des élites françaises, c'est au moins ce que nous indique la correspondance conservée aux archives Debré.¹²³ Outre la réponse du secrétaire général du Conseil de l'Europe Camille Paris, qui s'indigne contre l'expression « *fonctionnaires oisifs* », employée par Debré pour désigner le mode de fonctionnement de l'organisation strasbourgeoise, mentionnons deux lettres. La première réaction montre bien que les points de vue de Debré et de son « mentor » du Mouvement européen René Courtin se sont progressivement éloignés. En effet, ce dernier n'approuve pas le système envisagé dans le livre puisqu'il souhaite accentuer le rôle d'une assemblée européenne, voire d'un gouvernement issu de cette assemblée, et ne voit que d'un mauvais œil l'institution de l'Arbitre. La divergence des vues des deux hommes va jusqu'au refus de Courtin de rédiger une préface au livre.

La deuxième lettre, signée Hubert Beuve-Méry, qui s'est partagé la direction du journal *Le Monde* depuis sa création en décembre 1944 avec René Courtin, s'attaque à l'orientation « atlantiste », proclamée inconditionnellement par Debré, en se référant au débat qu'oppose les intellectuels français à l'époque et que l'on appelle « la querelle du neutralisme ». Nous aurons l'occasion de reparler de cet échange de vues sur l'orientation de la politique étrangère de la France, et de l'Europe, qui a fait couler beaucoup d'encre ainsi que a donné lieu à des malentendus considérables. Retenons ici que c'est d'un côté Beuve-Méry qui oppose le principe « *d'indépendance d'action de la France et des autres pays du continent* » à la solidarité que lierait la France

¹²² La France comptait, en 1950, environ 42 millions d'habitants, ce que l'a située derrière l'Italie (47 millions), le Royaume Uni (50 millions), et même l'Allemagne de l'Ouest (51 millions). De l'autre côté, on constate l'écart considérable avec les pays comme les Pays-Bas (10 millions) ou la Belgique (8,5 millions). U.S. Census Bureau, Population Division/International Programs Center, <http://www.census.gov/cgi-bin/ipc/idbrank.pl> et <http://www.destatis.de/indicators/d/lrbev03ad.htm> (8.11.2006)

¹²³ I DE 26 Ouvrage, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950–1955, Chemise intitulée Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens, partie Correspondance.

aux Etats Unis, et de l'autre Debré qui prône l'insertion forte de la France et de l'Europe dans la « communauté atlantique ».¹²⁴

~

Debré intégrationniste ou unioniste ? De quel côté peut-on situer l'auteur du Pacte qui prône la création d'une « *Union européenne* » avec la politique extérieure qui « *doit être une* », l'élection de son chef par le suffrage universel direct et la possibilité de recourir au référendum pour trancher le conflit éventuel entre l'Assemblée et l'Arbitre au sujet de la révision du Pacte ?

L'engagement au Mouvement européen ainsi que l'analyse de la politique européenne amène Debré à reconnaître la nécessité d'une union des pays européens, précédée par une phase de convergence aussi complète que possible. « *L'Europe n'a pas d'existence naturelle* », conclut-il, mais elle « *est une exigence de la raison* ».¹²⁵ Si les hommes politiques avaient trouvé un terrain d'entente sur l'autorité politique, élément indispensable de toute intégration touchant à la souveraineté, on aurait droit à imaginer le progrès le plus audacieux pour l'union, par exemple dans le domaine de l'unification du droit des Etats membres. Or, soustraction faite aux attentes irréalistes, l'Union européenne « *n'est pas et ne peut être une Fédération : chaque Etat conserve une part trop grande d'indépendance* ». Pour cela il valait mieux « *être peu nombreux, mais fermes sur l'entente, que trop nombreux, comme on l'est aujourd'hui à Strasbourg, et divisés sur l'essentiel* ».¹²⁶ Retenons bien la préférence de Debré pour une Europe restreinte, nous retrouverons cette idée plus tard, considérablement inversée.

À la fin des années 1940, on est en face de Debré qui est avide, en matière de questions européennes, de résultats perceptibles dans la vie quotidienne. Et s'il critique les propositions encore peu concrètes de former des cartels de charbon et d'acier ou d'introduire en Europe la monnaie unique, ce n'est pas sur leur base, qu'il juge d'ailleurs souhaitable dans un certain temps, mais puisqu'il lui paraît que d'autres domaines exigent un effort plus immédiat.¹²⁷ En ce qui concerne la souveraineté, notion qui deviendra élément central de l'action ultérieure de Debré, on rejoint la conclusion de Robert Frank qui voit la conception de Debré de la souveraineté nationale, en 1949–1950, beaucoup moins « *absolutiste* » qu'il n'aura plus tard. À l'époque, Debré est même prêt à en corriger « *les conséquences nuisibles* » à l'entente européenne.¹²⁸

¹²⁴ 1 DE 26 Ouvrage, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950–1955, Chemise intitulée Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens, partie Correspondance, Lettre de Hubert Beuve-Méry, datée du 15 juillet 1950.

¹²⁵ DEBRE, M., *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, p. 21.

¹²⁶ Idem, p. 44 et 45.

¹²⁷ Citons, à titre d'exemple, le souhait « *d'internationaliser [...] les principales fabrications qui permettraient à meilleur marché des millions de constructions nouvelles* ». DEBRE, M., *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, p. 38.

¹²⁸ FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 302.

2. ENTRE SUPRANATIONALITE ET SOUVERAINETE NATIONALE (1951–1958)

« Je suis partisan acharné et de l'organisation européenne
(mais pas de ce que l'on fait à l'heure actuelle)
et de l'intégration de l'Allemagne à l'Europe.
Encore convient-il, vis à vis des Allemands,
d'être très fermes. »
Michel Debré (1950)

Lors de la décennie qui s'ouvre à la fois par l'intensification de la guerre froide et par le début du processus d'intégration européenne, Michel Debré mènera une vie publique active et sa fidélité au général de Gaulle lui vaudra, en fin de compte, l'accession au poste de Premier Ministre. En se limitant aux sept dernières années de la IV^e République, on constate que la pensée de Michel Debré en matière de politique étrangère est marquée, tout au long du temps qu'il passe en opposition au régime, par deux contextes changeants qui pèsent, nous semble-t-il, de manière substantielle sur l'évolution de ses positions. D'abord c'est le durcissement, puis une certaine détente de la guerre froide qui, compte tenu de la situation en Indochine et en Afrique du Nord, créent des contraintes ainsi que des ouvertures à la politique étrangère française. Sur le plan intérieur Michel Debré ne cesse d'appeler de ses vœux le retour du général de Gaulle aux affaires. Mais rien, jusqu'aux événements du printemps 1958, ne permet de réaliser cet espoir. Il est évident que la critique de Debré à l'encontre des gouvernements successifs de la IV^e République en est renforcée. Elle se manifeste, entre autre, par un désaveu de la politique extérieure française, une politique « *de la faiblesse* » comme disent les « gaullistes », parmi lesquels Michel Debré apparaît au premier rang, portant haut l'étendard de la souveraineté nationale. Quel changement, dirait-on, de ce militant pour l'Europe unie ! Or, l'évolution de ses positions est beaucoup plus nuancée que l'opinion publique ne l'a cru. On essaiera de le démontrer en suivant trois étapes de la construction européenne, du Plan Schuman, acte de naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), en passant par la « querelle de la CED » avec son apogée au moment du rejet du traité de la CED par l'Assemblée nationale française en août 1954, jusqu'aux traités de Rome instituant l'Euratom et la Communauté économique européenne (Marché commun), qui sont ratifiés en France en juillet 1957.

I. L'Europe, la France et le charbon allemand

Si l'on devrait croire à l'interprétation autobiographique et à des textes de référence, Michel Debré subit, au début des années 1950, un choc qui le détourne brusquement de ses conceptions antérieures pour, désormais, défendre, en matière de politique européenne, une toute autre position. « *En quelque semaines l'espérance européenne va être dévoyée par le cauchemar de la supranationalité* », se souviendra Debré presque vingt ans plus tard.¹²⁹ L'expression est reprise par Odile Rudelle, qui étend néanmoins la durée de cette volte-face à « *quelque mois* ». Cette approche est complétée par Edmond Jouve, selon lequel « *l'enfant prodigue revient à la table de famille et ses projets audacieux ne serviront plus qu'aux collectionneurs de paradoxes* ». ¹³⁰ Et Robert Frank de résumer : « *Dès lors, tout bascule* ». ¹³¹ Or, la suite de l'analyse chronologique des écrits de Debré, que l'on a entamée dans les années 1940, nous montre plutôt une évolution flexible de vues, réagissant aux nouvelles données de la politique internationale ainsi qu'au climat sur le terrain national. On est amené plutôt à contester l'hypothèse d'une rupture pour favoriser une interprétation plus complexe, en s'appuyant sur une vue d'ensemble de l'appréciation que se fait Debré d'un côté de l'échiquier international, de l'autre de la proposition de création d'un « pool » européen du charbon et de l'acier, lancée par le ministre des Affaires étrangères Robert Schuman en mai 1950.

L'Europe comme un pilier de la communauté atlantique

Peu de temps après son déclenchement, où plutôt sa cristallisation, puisqu'il n'y a pas d'acte d'agression ou de déclaration ouverte d'hostilités, la guerre froide entre dans l'une de ses phases les plus fiévreuses de toute son existence. Coup de Prague, blocus de Berlin, établissement du régime communiste en Chine, création de deux Etats allemands et invasion de l'armée nord-coréenne dans la partie sud de la péninsule - tout semble indiquer que la formation de deux blocs, un libéral et démocratique, l'autre communiste et totalitaire, se terminera par un affrontement dont les retombées toucheront sans doute principalement le théâtre européen, enjeu principal entre les deux super-puissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Comme vu précédemment, Michel Debré a été, depuis la Seconde guerre mondiale, partisan d'une communauté atlantique. L'évolution de la situation internationale lui fournissait, de

¹²⁹ DEBRE, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 29.

¹³⁰ RUDELLE, Odile. Michel Debré et la CED. In *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947-1955)*. Actes du colloque, Fondation Charles de Gaulle. Paris : Armand Colin, 1998, p. 558 ; et JOUVE, Edmond. *Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966)*, T. I et II. Paris : Librairie Générale de droit de jurisprudence, 1967, p. 24.

¹³¹ FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 303.

jour en jour, des arguments solides en faveur de sa thèse. Ainsi préconise-t-il en été 1949 qu'il est « nécessaire que l'union des pays occidentaux et de toutes les démocraties libérales se fasse chaque jour plus étroite ». ¹³² Mesurant l'ampleur de menaces pesant sur le Vieux continent, Debré critique la tendance britannique de séparer l'espace européen de l'espace atlantique et n'hésite même pas à demander un alignement d'Europe sur la politique des Etats-Unis ! Selon lui, il appartient à la France « d'orienter l'ensemble de l'Europe vers la communauté Atlantique et d'éviter que par des jeux séparés il y ait dans l'esprit américain une certaine défiance à l'égard de l'Europe ». ¹³³ Derrière cet appel bien hardi, fait quelques semaines seulement après le premier test soviétique de l'arme nucléaire, on devrait surtout pressentir le fait que seul Washington a les capacités militaires capables de faire face à l'URSS. De plus, les Etats-Unis renforcent leur statut au sein du Pacte atlantique qui vient d'entamer la construction de ses structures militaires. Il n'empêche que la solidarité atlantique devrait se manifester, selon Debré, dans des domaines beaucoup plus vastes. Il songe notamment à l'extension du Pacte Atlantique pour couvrir notamment les volets économiques et sociaux.

On pourrait donc conclure, que la place qu'accorde Debré à l'Europe est en quelque sorte secondaire, par rapport au but prioritaire de renforcer la solidarité atlantique. Et pourtant, l'Europe est appelée à jouer un rôle indispensable puisque Debré conçoit l'organisation du vieux continent comme condition *sine qua non* de la vaste communauté occidentale. Ainsi déclare-t-il, par exemple, en septembre 1949 que « sans confédération européenne il n'est pas d'alliance atlantique durable » et devant les membres du Rotary Club de Touraine en janvier 1951 il répète que « l'Europe Unie est nécessaire pour que la communauté atlantique devienne plus forte et plus solide. [...] Le jour où [elle] s'établit sur ces piliers équivalents, Etats-Unis, Communauté britannique, Europe occidentale, alors l'alliance de l'Occident est solidement bâtie ». ¹³⁴ En dépit de ce constat, Debré refuse nettement les thèses neutralistes, avancées par une partie de l'élite française, et s'indigne contre ceux qui défendent cette « conception irréaliste » et ignorent que l'Europe, enjeu principal du conflit entre les Russes et les Américains, ne peut se permettre de rester à l'écart.

La « querelle de neutralisme » ne représente qu'un hors-d'œuvre bien modeste du débat beaucoup plus virulent et profond à propos de la création de l'armée européenne, mais elle mérite tout de même d'être évoquée. Le ton de l'échange de vues sur la place de l'Europe dans le monde structuré de plus en plus selon une logique bipolaire, est donné par une série d'articles d'Etienne Gilson, publiée dans *Le Monde* en 1948–1950. L'auteur, professeur de philosophie et collègue de

¹³² DEBRE, Michel. *La République et ses problèmes*. Paris : Nagel, 1952, p. 140. Remarquons, en petit clin d'œil lexical, que la formulation « une union toujours plus étroite » figure dans le préambule du traité établissant la Communauté économique européenne en 1957.

¹³³ « L'Europe atlantique », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 30 septembre 1949, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 145.

¹³⁴ Idem, p. 145. Et aussi 1 DE 32 Articles, cours et conférences, 1948–1958, « L'Europe depuis la capitulation allemande », conférence de Michel Debré au Rotary Club de Touraine, 8 janvier 1951.

Debré du Conseil de la République, avance l'idée du désengagement européen et du non-alignement dans le cas d'un conflit entre les Etats-Unis et l'URSS. Même si le débat qui en résulte, peu structuré et assez équivoque, reste limité à un petit nombre d'hommes politiques et intellectuels, il est assez intéressant de noter que le « neutralisme », compris comme un renoncement et un appel au désarmement, provoque une réaction de claire désapprobation chez certains gaullistes.¹³⁵

En ce qui concerne le général de Gaulle, les années de la guerre de Corée l'amènent à affirmer la solidarité atlantique, surtout s'il s'agit de la défense de l'Europe, et de la France, même si ses allocutions sont plus mesurées que celles de Debré. En janvier 1951, le général se tourne vers Washington avec ces mots : « *Américains, défendez l'Europe ! Elle a besoin de vous. Vous avez besoin d'elle...Croyez-moi ! L'Europe étant ce qu'elle est, son salut est la condition du vôtre* ». ¹³⁶ En général, Charles de Gaulle prend la distance du lien atlantiste, y compris vis-à-vis de l'alliance principalement défensive qu'est le Pacte atlantique, mais rejoint Debré dans l'idée d'étendre le champ d'application de ce traité, notamment par l'extension géographique du Pacte, compte tenu des problèmes français en Indochine.¹³⁷ Un autre point d'accord entre le général, Debré et d'autres adhérents du RPF, ce parti qui « *ne dit pas son nom* », ¹³⁸ est la volonté de réaliser une communauté européenne, mais sur des bases différentes de celles préconisées par Jean Monnet et Robert Schuman.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier : de l'acceptation aux doutes

La réaction de Michel Debré à la proposition française de « *placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe* », présentée le 9 mai 1950 par le ministre Robert Schuman au Quai d'Orsay, n'est pas négative.¹³⁹ À plusieurs reprises Debré parle d'une idée « *excellente* » (comme le 20 mai 1950) et « *heureuse* » (par exemple le 9 septembre 1950). Or, fidèle à ses intentions exprimées dans le *Pacte pour une Union d'Etats européens* et aux travaux du Mouvement

¹³⁵ Cependant Michel Debré utilisera des arguments de certains « neutralistes » lors de son combat contre la CED. Les positions de principaux partis politiques et journaux, dont notamment *Le Monde*, dans la « querelle de neutralisme » sont éclairées In JEANNENEY, J.-N., JUILLARD, J., *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*, p. 83-102.

¹³⁶ Le discours de Nîmes, le 7 janvier 1951, In GAULLE, Charles de. *Discours et messages, T. II - Dans l'attente (1946-1958)*. Paris : Plon, 1970, p. 403.

¹³⁷ Cf. par exemple VAÏSSE, Maurice. *Le général de Gaulle et la défense de l'Europe (1947-1958)*. In *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Année 1992, Volume 29, N° 29, p. 5-8.

¹³⁸ BERSTEIN, S., *Histoire du gaullisme*, p.139.

¹³⁹ Déclaration de Robert Schuman devant la presse, le 9 mai 1950, In BOSSUAT, G., *Les fondateurs de l'Europe unie*, p. 126.

européen, Debré exige davantage. Le bon fonctionnement d'un organe de contrôle de la production ou d'un marché du charbon et de l'acier ne peut être assuré que lorsqu'« une autorité politique supérieure sera en mesure de résoudre les graves problèmes auxquels un organisme technique ne peut apporter la solution ».¹⁴⁰

Sans qu'il y ait une définition de mission claire et sans un accord sur l'attribution de pouvoirs, toute organisation est vouée à l'échec, comme c'est le cas du Conseil de l'Europe, constate Debré en septembre 1950. Pourtant, il devient membre de l'Assemblée consultative de cette organisation sise à Strasbourg, tout en regrettant le fait qu'elle soit « *incompétent[e] pour tout ce qui touche les affaires militaires et [qu'elle] ne dispose d'aucun moyen pour atteindre le cœur de nos difficultés sociales* ». Or, c'est justement dans le domaine de la défense où Debré reconnaît que le pouvoir national se trouve impuissant et « *est obligé de s'incliner devant un pouvoir supérieur* », à la condition que celui-ci soit en mesure « *de remplir la tâche* ».¹⁴¹ Etant donné que le Conseil de l'Europe a été vidé de son sens, est-ce un « pool » charbon-acier qui pourrait le remplacer ? Oui et non. Oui, si la Haute Autorité était flanquée d'une institution qui s'occuperait de « *vrais problèmes* », c'est-à-dire celui de la défense, de la misère sociale et des faiblesses extérieures. Non - et c'est la réponse qui va prévaloir chez Debré - puisque le Plan Schuman tout en voulant « *revenir au réel* », n'y arrive pas, car il est « *rapidement dépassé* » par les événements. Faisant l'impasse sur l'autorité politique, le traité de la CECA est une déception pour Debré qui se garde toutefois de le refuser totalement et ne critique que « *la déviation d'une organisation européenne* », dont la création il continue à appeler de ses vœux.¹⁴²

Or, il y a un autre aspect de la CECA à cause duquel Debré engagera le fer avec les négociateurs du traité de Paris. C'est la solution envisagée de la question allemande. Instaurant le principe d'égalité des droits, le traité établissant la CECA scelle le retour de l'Allemagne sur la scène européenne aux côtés de la France. Avec la disparition, en décembre 1951, de l'Autorité internationale de la Ruhr, créée en 1948 pour contrôler et répartir la production charbonnière de cette région allemande particulièrement puissante, les compétences de veille à une partie d'industrie allemande sont reprises par la Haute Autorité de la CECA. Puisque Michel Debré n'a

¹⁴⁰ « Deux excellentes idées », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 20 mai 1950, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 151. Debré soulève ce problème en juin 1951 devant la sous-commission du Plan Schuman au Conseil de la République, exprimant « *certaines doutes* » sur le fait que, si les hommes qui seront nommés comme membres de la Haute Autorité « *sont moins des experts que des hommes politique ayant une réelle autorité, la Haute Autorité peut devenir un organisme capable de prendre des décisions politiques. C'est la le problème de la réalité du pouvoir supra-national* ». Le compte-rendu de la séance de la sous-commission du Plan Schuman, le 20 juin 1951, Chemise intitulée « La Plan Schuman », 1 DE Europe Plan Schuman - articles, discours, 1951-1956.

¹⁴¹ « Les mauvais architectes », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 2 septembre 1950, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 151.

¹⁴² DEBRE, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 38.

pas confiance en cet organe à vocation d'abord technique, il ne peut être satisfait non plus qu'elle soit appelée à assurer la décartellisation des grands « *konzerns* » allemands, ce qui est pour Debré une question d'abord politique. Sur ce point précis, l'histoire lui donnera raison, car la Haute Autorité de la CECA luttera difficilement, tout au long des années 1950, contre l'existence de cartels de vente outre-Rhin.¹⁴³ Le maintien de la décartellisation n'est qu'un aspect de la politique à l'égard de l'Allemagne qu'envisage Debré. En fait, il est persuadé que vis-à-vis de toute la RFA il convient « *d'être très ferme* » ce qu'il écrit en mai 1950 à un ami.¹⁴⁴ Le sénateur Debré souhaite un « *encadrement* », voulu également par Charles de Gaulle, de l'Allemagne par une organisation européenne et déplore que ni le Conseil de l'Europe, ni la CECA ne garantissent suffisamment l'avenir du relèvement de la RFA.

Notons cependant que le désaccord croissant de Debré avec la CECA ne prend pas la forme d'un refus radical, mais il se présente comme un effort d'amélioration des travaux entrepris. Dans les discours de Debré de 1950 et 1951, on ne trouve que très peu de critique du principe de supranationalité, introduite audacieusement au niveau européen par Jean Monnet et ses collaborateurs. Debré s'efforce plutôt de montrer en quoi l'approche technique est insuffisante, parce que trop étroite. Ainsi déclare-t-il, devant une audience tourangelle, en octobre 1950 que « *tous ici nous pensons qu'en substituant au pouvoir national un pouvoir européen, les responsabilités auxquelles ne peut plus faire face l'Autorité sociale, demain seront prises en charge d'une manière satisfaisante* ». Et quand il cite Ernest Renan, ce n'est point pour souligner l'importance du cadre national, mais pour affirmer qu'une « *communauté est d'abord un acte de volonté* » et qu'un tel acte doit rallier les peuples d'Europe dans leur désir de vivre en liberté.¹⁴⁵ Il n'en reste pas moins que la conception de Debré part d'une direction opposée à celle du Plan Schuman, car il croit possible, au moment de l'intensification de la menace soviétique peut-être plus que jamais, de se mettre d'accord, entre les pays de l'Europe occidentale, sur les grands principes d'une politique commune pour ensuite s'attaquer aux aspects techniques et « *sectoriels* ». Quel est donc le projet dont la réalisation est souhaitée par Debré ?

La dynamique de l'action de Debré s'inscrit, nous paraît-il, dans l'évolution de la stratégie du RPF, dont il est d'ailleurs l'un des experts de la politique étrangère. Misant sur l'objectif des élections législatives de 1951, la première et la dernière vraie épreuve au niveau national pour le Rassemblement, les gaullistes souhaitent « *faire flèche de tout bois* », si l'on reprend l'expression de

¹⁴³ BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 78.

¹⁴⁴ I DE 19 Sarre, Lettre du 2 mai 1950, Chemise intitulée Correspondance V (du 1^{er} janvier 1948 au 14 juillet 1957).

¹⁴⁵ I DE 26 Ouvrages, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950-1955, « Discours sur l'Europe », prononcé à l'ouverture des Journées Européennes à Tours, le 3 octobre 1950.

Serge Bernstein.¹⁴⁶ Les partisans du retour de Charles de Gaulle au pouvoir partent en quête des voix qui leur permettraient de réformer le régime par une refonte totale de la Constitution. De plus, ils se rendent compte que l'idée de l'organisation européenne jouit, parmi les Français, d'un accueil plutôt favorable. Du coup, ils essaient d'imposer leur propre vue comment « faire l'Europe ». Leur marge de manœuvre étant limitée d'un côté par la volonté de se démarquer du régime en place, de l'autre par la nécessité de manifester un anticommunisme résolu, les gaullistes optent pour une solution qui peut paraître surprenante. Lorsque l'on regarde le supplément spécial à la revue *Le Rassemblement*, on trouve, parmi les mesures « constructives » annoncées pour les législatives de 1951, la revendication de créer une « Fédération de l'Europe ». Plus loin le lecteur apprend que « [p]rivé de pouvoir, sans autorité, le Conseil de l'Europe ne fait rien. Il faudrait par un référendum¹⁴⁷ européen assurer sa légitimité et instaurer la Fédération avec les institutions nécessaires. Des projets, comme celui du pool charbon-acier de la Ruhr, [...] auraient alors un sens ». ¹⁴⁸

Un pareil souhait est présent dans les écrits de Michel Debré. Même s'il a déjà fait la croix sur le Conseil de l'Europe, il ne veut pas se couper du Royaume-Uni qui, avec le poids de tout son *Commonwealth*, représente pour la France un partenaire essentiel. Etant donné que Londres ne veut pas d'organisation politique de l'Europe occidentale, le vieux continent doit s'organiser derrière la France et la solidarité avec le Royaume-Uni se réaliserait au sein de la communauté occidentale. Il appartient donc à la France d'unir l'Europe occidentale dans « une fédération durable », d'obliger les Britanniques à l'accepter et d'en faire un des trois piliers de l'alliance atlantique.¹⁴⁹ Comme l'on a déjà vu, il n'est pas rare que Debré, à l'instar d'autres gaullistes, emploie le terme de « fédération » comme synonyme de la « confédération », sans préciser le contenu ni de l'un, ni de l'autre. La préférence pour l'adjectif « confédéral » ne s'établit qu'après les élections législatives de juin 1951, d'où le RPF sort deuxième, derrière le PCF, mais sans qu'il puisse former une majorité avec des partis non-communistes pour une réforme constitutionnelle.

En décembre 1951, lors du processus de ratification du traité de la CECA par le Parlement français, Gaston Palewski à l'Assemblée nationale et le groupe du RPF au Conseil de la République présentent une proposition envisageant l'institution d'une « confédération européenne » pour que « le plus grand nombre possible » des nations européennes assurent en commun l'organisation de leur sécurité, leur développement économique et le progrès de leur culture. Les Etats-membres, « tout en gardant [leur] caractère national », délégueraient aux organes de la

¹⁴⁶ BERSTEIN, S., *Histoire du gaullisme*, p.156.

¹⁴⁷ Sans accent dans le texte.

¹⁴⁸ 1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2), *Le Rassemblement*, supplément à l'édition spéciale N° 213 de juin 1951, p. G.

¹⁴⁹ « Les Anglais face à l'Europe », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 9 septembre 1950, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 163.

confédération « *une part de [leur] souveraineté* ». La création de la Confédération devrait être décidée par un « *référendum européen* ». Les sénateurs gaullistes ajoutent au texte l'idée d'un « *exécutif européen* », désigné par l'Assemblée Constituante de l'Europe et le complètent par un appel à la création d'une communauté politique et militaire, tout en étant assez imprécis sur leurs compétences. Tout cela pour opposer le lien confédéral à la méthode d'intégration supranationale représentée par le Plan Pleven.¹⁵⁰ Aucune de ces propositions peu détaillées n'étant pas en mesure d'aboutir, les gaullistes doivent s'incliner à l'Assemblée nationale devant la question de confiance, posée par le gouvernement Pleven pour faciliter la ratification du traité CECA. Il n'en reste pas moins qu'une partie des militants du RPF reste attachée à l'idée de la confédération et à celle d'un référendum européen et qu'elle les utilisera lors de la bataille contre la Communauté européenne de défense avec un accent beaucoup plus grand sur « *le respect des individualités nationales* ».¹⁵¹

Le rôle du Conseil de la République étant moindre, sous la IV^e République, que celui de l'Assemblée nationale, les sénateurs ne peuvent éviter la ratification du traité de la CECA. La critique qu'adresse Debré du traité ne cesse de prendre de l'ampleur avec des attaques contre les « *arrière-pensées politiques* » de Monnet et Schuman, prétendument révélées par le projet de l'armée européenne. Le sénateur Debré décide de s'abstenir du vote de ratification, pour ne pas se « *désolidariser* » de son groupe, dont certains membres, « *au gaullisme fléchissant* », souhaitent voter le texte.¹⁵² Aux vues désapprouvantes de Debré, qui fustige l'abandon de la politique française à l'égard de la Sarre, la fin de la décartellisation et la résignation devant la montée en puissance industrielle de l'Allemagne, répond indirectement René Courtin dans une brochure *Pourquoi ratifier le Plan Schuman* : « *Chacun est naturellement porté à exagérer l'importance [des sacrifices] qui doivent être consentis par son pays, parce qu'il se sent directement touché ; puisse-t-il avoir la lucidité de se représenter ce qui est symétriquement demandé aux autres !* »¹⁵³ Cette remarque encore bienveillante nous indique que les chemins des deux « *compagnons* » du Mouvement européen se sont non seulement éloignés, mais laisse supposer qu'ils vont même s'affronter, dans l'orage déchirant que deviendra, en France, la « *querelle de la CED* ».

¹⁵⁰ GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Juin 1951–Mai 1958*. Paris : Plon, 1985, p. 47–49 ; 1 DE CED, CECA 1954–1955, Proposition N° 893, Conseil de la République, Année 1951, Annexe au procès-verbal de la séance du 28 décembre 1951. *Proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à prendre l'initiative de l'organisation d'une Confédération européenne* et Idem, Proposition N° 894, *Proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à prendre l'initiative de l'établissement d'une Communauté politique et militaire européenne*.

¹⁵¹ 1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2), *Le Rassemblement* N° 270, la semaine du 16 au 22 octobre 1952, p. 10.

¹⁵² DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 175–176.

¹⁵³ COURTIN, René. *Pourquoi ratifier le Plan Schuman*, Paris : Organisation française du Mouvement européen, [195-?], p. 18.

II. Au temps du combat contre la CED

La « querelle de la CED » a fait l'objet de nombreux ouvrages et n'est absente d'aucun manuel d'histoire de la construction européenne.¹⁵⁴ On y évoque souvent des mois de débats, de négociations, de projets et contre-projets, et surtout la célèbre finale de la journée du 30 août 1954 où, à l'Assemblée nationale, les députés français donnent le coup de grâce à l'armée européenne sous les cris indignés des uns et avec la Marseillaise sur les lèvres des autres, notamment les communistes et gaullistes. Bien que n'étant pas présent dans l'hémicycle, Michel Debré ne se réjouit pas moins du fait que « *le bête est morte* ». ¹⁵⁵ Il participe d'une manière infatigable à ce long débat qui occupe l'esprit des Français dans la première moitié des années 1950 et devient même un chanfre privilégié des « anticédistes », comme l'on nomme les opposants au projet de l'armée européenne. Même si les propos critiques de Debré prennent souvent les devants sur ses propositions constructives, on ne devrait pas se désintéresser de ces dernières pour pouvoir juger si l'affaire de CED représente, chez Michel Debré, une rupture ou plutôt une continuité de sa pensée en matière européenne, avec des changements d'accents.

La « secousse » de la querelle de la CED

« *Je ne connais ni dimanches ni vacances ni trêve d'aucune sorte. [...] À dire les choses comme elles furent, je ne pense qu'à cela et tout, [...] mes amitiés comme mes réflexions personnelles, est marqué d'une volonté véritablement farouche* », caractérise Michel Debré la campagne qu'il mène en 1952–1954 contre la CED et son projet annexe, la Communauté politique européenne.¹⁵⁶ Il s'agit de la période la mieux connue de la vie publique de Debré avant son entrée à Matignon. Elle occupe la place centrale au deuxième tome de ses *Mémoires* et a attiré l'attention de plusieurs chercheurs.¹⁵⁷ Et pour cause - Debré se jette dans la lutte contre la CED avec une ferveur inlassable et déploie son activité intarissable sur tout le champ de bataille qui devient la pierre angulaire de Debré-homme

¹⁵⁴ Des chercheurs s'intéressaient au débat de la CED, souvent comparé avec l'affaire de Dreyfus, très tôt. Cf. par exemple ARON, Raymond, LERNER, Daniel. *La Guerre de la C.E.D. Essai d'analyse sociologique*. Paris : Armand Collin, 1956. Plus récemment, citons à titre d'exemple la contribution de REMOND, René. Quand la C.E.D. divisait les Français, In *Etudes sur la France de 1919 à nos jours*. Paris : Seuil, 1985, et VIAL, Philippe. Jean Monnet, un père pour la CED ? In GIRAULT, René, BOSSUAT, Gérard (dir.). *Europe brisée. Europe retrouvée. Nouvelles réflexions sur l'Unité européenne au XX^e siècle*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 197–262.

¹⁵⁵ C'est par cette phrase qu'annoncera le secrétaire du groupe gaulliste à l'Assemblée Michel Habib-Deloncle le résultat du vote du 30 août 1954 à Michel Debré, qui attend les nouvelles dans son bureau au Palais de Luxembourg. DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p.222–223.

¹⁵⁶ Idem, p.165–166.

¹⁵⁷ On se référera ici notamment à l'article déjà cité d'Odile Rudelle sur Michel Debré et la CED.

politique : « *Il me semble que ma vie publique, altérée par l'échec du général de Gaulle, retrouve son sens* », résumera-t-il.¹⁵⁸

L'opposition de Debré au Plan Pleven, du nom du président du Conseil qui dévoile le projet d'une armée européenne devant l'Assemblée nationale française en octobre 1950, et au traité de la CED du 26 mai 1952, suit une triple logique - extérieure, intérieure et une troisième que l'on pourrait qualifier de « personnelle ».

Accalmie de la guerre froide

C'est d'abord l'évolution de la guerre froide qui se dirige vers une trêve à la suite de la mort de Staline en mars 1953 et vers la fin des hostilités entre les deux armées coréennes en été de la même année. Dès lors, la menace soviétique ne semble plus imminente et avec elle perd en importance le besoin de créer un corps armé au niveau européen, placé sous le commandement intégré de l'OTAN et auquel seraient sacrifiée l'indépendance d'armées nationales. Ce serait une atteinte trop brusque, et surtout préparée dans la hâte, à la souveraineté nationale, juge Debré. En outre, malgré son orientation atlantiste, Debré ne cesse de critiquer le Pacte atlantique pour s'être arrêté à mi-chemin, n'avoir su s'emparer des questions économiques et sociales et pour se désintéresser d'autres régions que de l'Europe. Or les défis de la politique extérieure française se situent justement hors du vieux continent.¹⁵⁹

En février 1951, l'ordre de priorités étant encore inversé, le premier objectif selon Debré est l'unité du monde occidental, suivi par l'organisation de l'Europe libérale et ensuite par l'affirmation de la « *volonté de rester la puissance tutélaire de la plus grande partie du continent africain [pour] s'opposer au nationalisme totalitaire, démagogue, xénophobe* ». Tout cela dans une logique de préparation à « *un long temps d'épreuves* ». Avec l'évolution de la situation internationale la priorité absolue pour l'action extérieure de la France se déplace vers l'Afrique du Nord, où la question de sécurité et même d'existence est en jeu : « *la France serait moins que l'Espagne si elle était réduite au territoire de la Métropole* », met en garde Debré en octobre 1952. Il insiste également sur l'apport de son pays pour la région en soulignant que « *la France a créé l'Afrique du Nord : sans la France, il n'y aurait ni Algérie, ni Tunisie, ni Maroc* ». Dans l'ordre des priorités vient ensuite l'administration de l'Union française, devant le maintien de l'alliance solide avec les nations anglo-saxonnes. Ce n'est qu'à la quatrième place que Debré nomme l'Europe, dont toute organisation ne saurait affaiblir les trois axes précédents.¹⁶⁰ Le projet de la CED, coupant le lien entre la France et son Outre-Mer, va

¹⁵⁸ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 166.

¹⁵⁹ « Les quatre objectifs de notre politique extérieure », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 8 février 1951, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 171.

¹⁶⁰ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « Pour une politique extérieure française », *ID, Service Hebdomadaire d'Information et de Documentation*, N°101, Semaine du 16 au 23 octobre 1952, p. 7.

donc à l'encontre des souhaits de Debré. La détente de la tension internationale amplifie, d'un côté, les reproches que Debré adresse, dès 1951, à l'idée d'une armée européenne, laquelle n'est pour lui rien d'autre qu'un « *artifice pour accepter, sans le dire, le réarmement, à peu près inconditionné, de l'Allemagne* » et un « *instrument sans tête* », faute de direction politique.¹⁶¹ De l'autre, la « détente » entre les deux grands ne concerne pas la guerre en Indochine, qui ne trouvera l'issue qu'en été 1954. C'est aussi l'enlisement français dans le borbier indochinois qui rend illusoire, aux yeux de Debré, la division de l'armée française en deux parties indépendantes l'une de l'autre.

Il est un autre sujet que Debré relève pour s'en servir contre la CED. Il s'agit de l'apport, jugé par Michel Debré nécessaire, du Royaume-Uni à la défense de l'Europe, qui est mis en échec par l'éviction de l'Angleterre du projet de Communauté politique. La méfiance des dirigeants britanniques à toute perte de souveraineté rentre, en effet, très bien dans les conceptions de Debré. C'est pourquoi il ne cesse de demander l'association de la Grande-Bretagne à tout projet d'organisation européenne, comme il le dit, par exemple, dans un vif débat au Conseil de la République qui l'oppose à Maurice Schumann, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, en mai 1954.¹⁶² Après le vote du 30 août, Debré se fixe même comme règle, pour les solutions alternatives de l'organisation de la défense européenne, « *de ne pas accepter d'obligations que la Grande-Bretagne n'accepterait pas* ». ¹⁶³

La diminution de la menace d'une attaque soviétique contre l'Europe occidentale entraîne un dernier aspect de la campagne de Debré contre la CED. Puisque le danger extérieur n'est plus aussi présent, on ne devrait pas faire de concessions sur les questions de principe. Et là Debré déploie tout un arsenal d'arguments qu'il puise dans la théorie de régimes démocratiques. Il se garde d'exclure, à terme, une Europe supranationale, mais constate que sous les conditions actuelles, elle n'est qu'une chimère. De plus insiste-t-il sur deux erreurs « *capitales* » des « *bâtisseurs maladroits* » de l'Europe : « *On a cru qu'il suffisait de limiter des souverainetés nationales pour créer une souveraineté supérieure, et on a cru aussi que toute Assemblée élue, tout système électoral, tout mécanisme constitutionnel aboutissaient à créer un pouvoir légitime* ». Or, les organes européennes ne peuvent pas reposer sur la légitimité démocratique, puisqu'il n'existe pas une nation européenne, explique Debré en janvier 1953. Et pour que la nation européenne voie le jour, il faut d'abord créer une solidarité européenne, ressentie d'une même manière par les citoyens égaux qui bénéficieront d'une liberté totale de circulation et d'installation familiale ou professionnelle.¹⁶⁴ Ce n'est qu'après

¹⁶¹ « Armée européenne, réalité ou artifice ? », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 13 septembre 1951, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 183.

¹⁶² 1 DE Europe, CED, Conseil de la République, Compte-rendu de la séance du 25 mai 1954.

¹⁶³ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 226.

¹⁶⁴ 1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2), Assemblée « ad hoc », Session de Janvier 1953, Compte-rendu de la Séance du 7 janvier 1953, p. 53-54.

que l'on pourra envisager la création d'une Assemblée européenne à pouvoirs comparables à ceux des Parlements nationaux. La réalité ne permettant pas une telle réalisation, Debré juge que se jeter dans les aventures supranationales est un acte précipité et irresponsable.

Le RPF à bout de souffle

Deuxièmement, c'est le sort des gaullistes après les législatives de 1951 qui exerce une certaine influence sur la vie publique de Debré. Les adhérents du RPF, par principe opposés au régime de la IV^e République, se trouvent mêlés aux affaires parlementaires et gouvernementales et en assument en partie la responsabilité.¹⁶⁵ Ce processus de « parlementarisation » du Rassemblement amorce son démantèlement, officialisé par Charles de Gaulle en mai 1953. Au général, toujours en opposition par rapport au système constitutionnel en place et aux hommes au pouvoir, il ne reste plus qu'à appeler de ses vœux une « *secomsse* » comme la seule manière de faire tomber le régime. D'où peut-être le zèle et l'ardeur d'attaques des anticédistes du camp gaulliste qui espèrent déstabiliser les gouvernements français sous prétexte d'abandon de la nation devant la logique supranationale et qui appellent sans cesse au redressement du pays.

Tout en fustigeant un « *transfert* », sous-entendu durable, de la souveraineté, Michel Debré est favorable à la « *délégation* » du pouvoir de gouvernements nationaux, à des organes suprêmes et dans les domaines qui seraient clairement délimités. En outre, il fait la différence entre « *la souveraineté de l'Etat* » et « *la souveraineté nationale* », c'est-à-dire entre « *l'expression* » et « *l'origine* » du pouvoir. Tandis que la première peut être limitée, toute atteinte à la deuxième est inimaginable puisqu'il « *n'y a pas d'autre source légitime du pouvoir que la souveraineté nationale* ». Cela ne veut pas dire que l'on n'arrivera pas, au niveau européen, au stade de l'existence d'une « *souveraineté européenne* », reposant sur une « *nation européenne* ». Or, pour Debré, une nation ne peut être définie que subjectivement : « *appartient à la nation ceux qui veulent appartenir à cette nation* », et non comme l'on souhaiterait de faire au niveau européen, sur un principe de « *la nation de celui qui vit à l'intérieur des frontières formées par les Etats* ». ¹⁶⁶ Alors rien, pour le moment, ne peut remplacer la volonté nationale. « *Cher maître et ami* », écrit-il à René Mayer en août 1952, « *plus j'y songe, plus je me sens persuadé que la construction européenne des Schuman et des Monnet est factice, quand elle n'est pas dangereuse. On ne construira pas l'Europe en la dénationalisant ; on ne peut la construire que sur des nations* ». ¹⁶⁷ Même si Debré reconnaît que le sentiment national, divers, confus et compliqué par l'esprit individuel de

¹⁶⁵ Jacques Chaban-Delmas, Gaston Palewski ou Christian Fouchet, personnages gaullistes du premier rang, ont consenti à prendre en charge, pour un certain temps, le portefeuille ministériel, et Jacques Soustelle allait devenir gouverneur général de l'Algérie. BERSTEIN, S., *Histoire du gaullisme*, p.178.

¹⁶⁶ 1 DE 26 Ouvrages, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950-1955, « Points de vue sur l'Europe », Conférence à l'Institut d'études politiques à Paris, le 9 décembre 1953, p. 24-25.

¹⁶⁷ BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 202.

chacun, constitue pour l'Occident une « faiblesse » face au fanatisme musulman d'un côté et communiste de l'autre, il n'est pas convaincu de la nécessité de l'éliminer, puisque « *telle est la légitimité de la civilisation occidentale [et] toute Europe construite en dehors de [la] réalité [nationale] est condamnée à l'échec* ». ¹⁶⁸

Il est clair, que Michel Debré met en avant certaines de ses thèses qu'il n'a pas défendues dans les années précédentes. Mais cela ne veut pas dire qu'il les « invente » pour la bataille contre la CED. Au contraire, elles ont été présentes à son esprit, sans qu'il reçoive l'opportunité de les exposer en profondeur. C'est le cas, par exemple, de l'Afrique du Nord et de l'Union Française auxquelles Debré tient énormément. On a pu déjà constater qu'elle était la place des départements et territoires d'outre-mer français dans la pensée stratégique de Debré lors de la guerre. Les années suivantes n'ont qu'amplifié l'importance de cette extension géographique de la France, sans laquelle le pays « *cesse[rait] aussitôt de siéger au rang des puissances mondiales* ». ¹⁶⁹ La mauvaise administration des territoires d'outre-mer français est d'ailleurs la cible privilégiée d'attaques de Debré contre le gouvernement. En décembre 1951 il s'élève contre le fait que « *partout, qu'il s'agisse de l'Afrique du Nord ou du Tchad, nous avons l'air de nous excuser de notre présence, sans laquelle ces pays seraient très loin d'être ce qu'ils sont !* » Et puisqu'il « *n'est pas de France sans Afrique* », il faut s'opposer à toute tentative de priver le pays de sa « *vocation* », sa « *présence* » et de « *l'effort pour développer l'enseignement, la justice et les libertés publiques* ». ¹⁷⁰ Et si le fait que l'Union Française n'a pas été incluse dans la CECA n'a pas été encore trop grave, une pareille omission n'est plus acceptable pour une communauté de la défense, voire pour une communauté politique. L'Europe a besoin des territoires extérieurs français afin d'améliorer sa défense contre de divers mouvements nationalistes, ainsi que pour ne pas perdre ses sources de matières premières et ses débouchés. Or, l'organisation européenne qui reposerait sur un « *transfert des souverainetés* » n'est que le contraire, une fois de plus, de ce que l'on devrait faire. La thèse d'une « *petite Europe fusionnée* », qui sous-entend la création d'une nation européenne, devient incompatible avec le maintien de l'Union Française. En effet, une telle approche brise sa clef de voûte - la nation française qui joue le rôle comparable à celui de la monarchie britannique pour le *Commonwealth*. La citoyenneté française rassemble les populations différentes et permet qu'un « *Africain peut encore être français* ». Mais il ne sera pas Européen, ajoute Debré qui s'indigne à chaque occasion de la

¹⁶⁸ *Idem*, p. 32, et 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « La construction de l'Europe », discours prononcé le 22 juin 1953 lors de la réunion conjointe de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée européenne du Charbon et de l'Acier, *ID*, *Service Hebdomadaire d'Information et de Documentation*, N°125, p. 13.

¹⁶⁹ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « Pour une politique extérieure française », *ID*, *Service Hebdomadaire d'Information et de Documentation*, N°101, Semaine du 16 au 23 octobre 1952, p. 7.

¹⁷⁰ « France, Europe et Union Française », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 14 décembre 1951 ; « Les quatre objectifs de notre politique extérieure », article paru dans *L'Echo de Touraine* le 8 février 1951, In DEBRE, M., *La République et ses problèmes*, p. 126 et 171.

division de l'armée française en deux - à des contingents français intégrés au niveau européen et à l'armée française d'outre-mer.¹⁷¹ Cette division de l'armée touche l'unité de la nation française, sans établir « *aucun avantage à la France, malgré ses charges extérieures* », poursuit Debré son raisonnement devant le Conseil de la République.¹⁷²

En ce qui concerne les appels au redressement du pays, ils sont nombreux dans les discours et articles de Debré, qui suit ainsi l'exemple du général de Gaulle suppliant la France à plusieurs occasions de se mettre « *debout* ». ¹⁷³ Des attaques contre la faiblesse du régime français de l'époque représentent, pour Michel Debré, une arme « conventionnelle » qu'il emploie souvent pour démontrer une logique simple : « *Il n'est point d'Europe sans une France vaillante et ferme. Il n'est point de politique extérieure sans institutions, ni gouvernement* ». ¹⁷⁴ Dans le même sens demande le conseiller Debré, le 3 octobre 1952, d'une manière assez provocatrice au Président du Conseil Antoine Pinay s'il n'estime pas « *nécessaire [...] de procéder d'urgence au redressement de notre politique extérieure ?* » ¹⁷⁵ Il n'est pas sans intérêt de noter que le gouvernement de Pinay n'a obtenu l'investiture que grâce aux voix d'une trentaine de députés du RPF, qui ont été d'ailleurs vite exclus du parti. ¹⁷⁶

Debré contre Monnet

Sur la base de toutes les reproches adressées au projet de la CED, Debré constitue un plaidoyer assez cohérent qui oscille entre les mots à connotation fort négative comme « *fusion* », « *transfert* », « *cloisonnement* » et « *hégémonie* ». Il dépeint en noir le « *conglomérat* » de la CED, qui ébranle l'Union Française, écarte la France de l'Albion anglo-saxon, la prive de son statut de puissance indépendante et ouvre la voie à l'hégémonie germanique. « *À tous égards, nous tournons dos à l'Europe que nous avons souhaitée et nous avons le droit de dire : les ennemis de l'Europe ce sont les partisans de ce conglomérat. Les vrais Européens sont ceux qui poursuivent une autre politique* ». ¹⁷⁷

Parmi les « *ennemis de l'Europe* », comme les voit Michel Debré, la place prioritaire revient à Jean Monnet. Ni avec le recul du temps Debré ne pardonnera pas au premier Président de la

¹⁷¹ 1 DE 26 Ouvrages, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950-1955, « Europe et Liberté », Conférence à la Maison de la Liberté, Lyon le 5 février 1954.

¹⁷² 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951-1954, Conseil de la République, Compte-rendu de la séance du 20 janvier 1953.

¹⁷³ Ici, on cite la conférence de presse du Général de Gaulle du 25 février 1953. 1 DE Europe CED.

¹⁷⁴ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « L'Europe », Rassemblement du Peuple Français, Assises Nationales de Paris, Sections des affaires extérieures, de l'Union Française et de la défense nationale, compte-rendu de travaux, p. 5.

¹⁷⁵ 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951-1954, Question orale posée à Monsieur le Président du Conseil, 3 octobre 1952.

¹⁷⁶ BECKER, J.-J., *Histoire politique de la France depuis 1945*, p. 59.

¹⁷⁷ 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951-1954, « Attention à la politique dite 'européenne' », tapuscrit d'un discours.

Haute Autorité de la CECA de vouloir prétendument sacrifier, avec l'aide des Etats-Unis, la liberté d'action de la France. « *J'ai été trop détesté par cet homme et je l'ai moi-même trop détesté pour pouvoir le juger impartialement* », écrira Debré encore en 1979.¹⁷⁸ Dans ses notes du temps de la campagne anticédiste, Debré constate que Monnet « *est devenu l'adversaire de sa nation et l'ennemi de l'Etat* ». ¹⁷⁹ De plus, Debré a conservé tout un dossier, constitué par le Ministère de l'économie nationale, sur « *la revendication du statut de Chef d'Etat par le Président de la Haute Autorité de la CECA* », notamment lors de sa visite aux Etats-Unis en juin 1953.¹⁸⁰ Bref, Monnet représente pour Debré l'adversaire principal, « *l'Inspirateur* », comme disait général de Gaulle, de la mauvaise voie de la construction européenne qui doit être battu et écarté pour la survie de la France. Réciproquement, Monnet comprend, dès la ratification du traité de Paris sur la CECA, qu'il faut désormais compter avec ce « *défenseur passionné et habile de la nation française* » qui fait du nationalisme « *parce qu'à ses yeux la France ne [peut] être elle-même que sous le pouvoir du Général de Gaulle* ». ¹⁸¹ Monnet n'hésitant pas à assurer les meilleures conditions pour un succès parlementaire du projet de la CECA, il tente, par l'intermédiaire d'Etienne Hirsch, de « *circonvenir* » le « *tempérament passionné* » du futur Premier Ministre, mais en vain.¹⁸²

Jean Monnet n'est pas le seul à s'apercevoir de la montée en puissance du sénateur Debré, qui s'impose définitivement sur le devant de la scène politique française. Certains de ses collègues admirent sa fougue et sa « *chaude éloquence* ». Pour de Gaulle, il devient « *champion* » du RPF dans la bataille contre la CED. Comme le note Odile Rudelle, Debré entre, par le biais de l'opposition farouche à l'armée européenne, au « *compagnonnage gaulliste* ». ¹⁸³ Mais cela aux dépens de certaines de ses anciennes amitiés, notamment dans le milieu du Mouvement européen. Dans une lettre ouverte d'avril 1954, les responsables du MEF critiquent le recours des anticédistes à des voix communistes dans leur opposition à la CED. Les auteurs du texte collectif constatent que de tous les adversaires démocratiques de la CED, « *le reniement le plus tragique est, sans doute, [...] celui d'un homme loyal et sincère qui, en 1950, présentait un Projet de Pacte pour une Union d'Etats Européens en le dédiant sur la page de garde : À tous ceux qui pensent que la neutralité comme hier la collaboration est aujourd'hui un renoncement et sera demain l'esclavage* ». ¹⁸⁴ On ignore si Debré a réagi à cette lettre, mais sans doute des mots assez piquants ne lui manqueraient pas pour rétorquer à des attaques semblables.

¹⁷⁸ DEBRE, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 33.

¹⁷⁹ 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951–1954, « Attention à la politique dite 'européenne' », tapuscrit d'un discours.

¹⁸⁰ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951–1956.

¹⁸¹ MONNET, Jean. *Mémoires*. Paris : Fayard, 1976, p. 428.

¹⁸² VIAL, P., Jean Monnet, un père pour la CED ?, p. 245–246.

¹⁸³ RUDELLE, O., Michel Debré et la CED, p. 561–562.

¹⁸⁴ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951–1956, Chemise intitulée « La Plan Schuman », Lettre N°13 du Mouvement européen, 7 avril 1954.

« J'avais parfois été violent. Mais c'était la France qui était en cause », résumera ses années d'opposition contre la CED Michel Debré.¹⁸⁵ Pourquoi cette passion ? Pourquoi cette bataille sans merci d'un militant de l'Europe Unie contre les projets qui ne semblent vouloir que cela ? C'est surtout, nous paraît-il, la hâte avec laquelle on franchit le Rubicon de la supranationalité qui est à la base des réactions de Debré. Lui, qui n'a jamais été, contrairement à l'expression de Raymond Aron, un vrai « *fanatique* » du parti européen, a toujours cru à la nécessité de respecter, dans le processus de la construction européenne, certaines bases de la tradition constitutionnaliste démocratique : la légitimité et la responsabilité du pouvoir, la souveraineté du peuple, ou bien la loi de la majorité directement élue. Or, la démarche qui voulait « *brûler les étapes* », comme l'a avoué Jean Monnet, n'a pu que pousser Debré à une opposition de principe, alimentée par la stratégie négationniste du général de Gaulle et une partie du RPF. Il n'en reste pas moins que Debré a accompagné sa critique d'un projet alternatif de la coopération des pays européens.

Y a-t-il une solution de rechange ?

Le 6 septembre 1952 Michel Debré reçoit un télégramme signé « *Jean Monnet, Président de la Haute Autorité de la CECA* ». Il lui confirme la date et le lieu de la première session de l'Assemblée de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.¹⁸⁶ Debré se rend donc à Strasbourg pour y assister, dans la salle prêtée pour cette occasion par le Conseil de l'Europe, à la première réunion de travail de l'Assemblée de la CECA, en tant qu'un des représentants du Parlement français. Lui, qui s'est abstenu de vote lors de la ratification du traité de Paris et qui a déjà fait plusieurs discours critiques à propos du projet de la CED, est, à son gré, choisi par le Conseil de la République. Debré se décide ainsi pour « *mieux continuer le combat* » contre la CED à l'Assemblée de la CECA (pour la répartition de sièges de cette Assemblée cf. *Annexe 2*).¹⁸⁷ Et il va encore plus loin en se faisant désigner membre de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée « *ad hoc* », chargée d'élaborer un projet de Communauté politique européenne (CPE), selon l'article 38 du traité - encore non-ratifié - de la CED. Tout en dénonçant cet acte comme « *illégal* », Debré participe désormais aux travaux de la Commission dont il pourtant dénie la raison d'être. Et tout cela pour, d'un côté mieux pourfendre le projet de la CED, mais aussi pour présenter sa conception de l'union d'Etats européens, qui constitue un deuxième volet de sa campagne de 1952-1954.

¹⁸⁵ DEBRE, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 51.

¹⁸⁶ 1 DE 27 Chemise intitulée « Michel Debré, membre de l'Assemblée commune de la CECA, 1952-1953.

¹⁸⁷ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 183.

Pour un Conseil politique d'Europe

La « *solution de rechange* » selon Debré est simple. Il n'en reste pas moins que Debré passe sur les modalités de sa mise en œuvre. Devant les Assises nationales du RPF à Paris en novembre 1952 Debré dit qu'il envisageait comme alternative au projet de la CED la création d'une « *autorité formée par une alliance des nations européennes* », en d'autres mots « *une Union d'Etats [suivant] une formule d'association à mi-chemin entre l'alliance et la fédération* ». ¹⁸⁸ Etant donné que « *la seule réalité politique en Europe est la réalité nationale* », souligne-t-il le même mois à l'Assemblée « ad hoc », c'est « *l'association des pouvoirs nationaux qui crée le pouvoir européen* ». ¹⁸⁹ Ainsi plaide-t-il en faveur d'un projet dit « *confédéral* », qui s'inspire de son *Pacte pour une Union d'Etats européens* et que son auteur présente lors de la session plénière de l'Assemblée « ad hoc » en janvier 1953.

L'Union d'Etats européen serait organisée autour d'un Conseil politique d'Europe, formé par les chefs des gouvernements nationaux qui se réuniraient une fois par mois (pour le schéma institutionnel du projet cf. *Annexe 3*). Cet organe, doté d'autorité légitime, serait seul en mesure de prendre des décisions contraignantes pour les Etats membres, qui s'engageraient à « *s'incliner devant une décision supérieure* » et même à « *ne pas statuer isolément* » dans les affaires les plus importantes. ¹⁹⁰ Mais la vraie surprise arrive en ce qui concerne les modalités de vote du Conseil politique : fidèle au principe démocratique d'égalité politique et donc au vote à la majorité simple, Debré n'hésite pas à l'appliquer pour la prise de décisions par les chefs de gouvernements ! L'idée d'un exécutif fort au niveau européen, dans son projet antérieur incarné par l'Arbitre, est donc toujours présent dans les concepts de Debré, qui veut à tout prix éliminer la dispersion du pouvoir, ce « *pullulement des autorités* », prévu par le projet supranational. Or, c'est là que le bât le blesse, puisque Debré ne se préoccupe guère du fonctionnement du Conseil politique d'Europe, à composition intergouvernementale, mais avec un statut qui en fait plus qu'une simple somme des représentations nationales. Les collègues de Debré à l'Assemblée « ad hoc » s'en rendent très bien compte et montrent du doigt l'apparente incohérence de la proposition du sénateur français. « *Que signifie cette décision à la majorité ? Cela veut-il dire que seront édictées des lois qui entreront d'elles-mêmes en vigueur dans les Etats ? Probablement non. [...] Croyez-vous vraiment que si les Etats doivent seulement suivre des recommandations [du Conseil politique], ils les suivront réellement quand des affaires graves seront en cause ?* », se demande par exemple le représentant allemand Max Becker après l'exposé de Debré

¹⁸⁸ 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « L'Europe », p. 7.

¹⁸⁹ 1 DE 27 Chemise intitulée « Michel Debré, membre de l'Assemblée commune de la CECA, 1952-1953 », « Résumé de l'exposé oral de M. Debré », Deuxième session de la Sous-commission des attributions de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée « ad hoc ».

¹⁹⁰ 1 DE 27 Chemise intitulée « Michel Debré, membre de l'Assemblée commune de la CECA, 1952-1953 », Deuxième session de la Sous-commission des attributions de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée « ad hoc », le 13 novembre 1952, « Résumé de l'exposé oral de M. Debré ».

le 7 janvier 1953 devant l'Assemblée « ad hoc ».¹⁹¹ On ne cite pas ici un député allemand par hasard, puisque ça va être le gouvernement de Bonn qui remettra le projet de Debré sur la table de négociations lors des rencontres franco-allemandes, auxquelles Debré assistera en tant que Premier Ministre en 1959 ! Mais en janvier 1953, Debré sait très bien qu'il défend, au sein de l'Assemblée « ad hoc », une position solitaire. Son contre-projet lui sert plus à justifier qu'il ne mène pas un discours purement négatif qu'à présenter une alternative détaillée et en état d'application.

Il en est ainsi pour le rôle que devrait jouer, dans le schéma institutionnel imaginé par Debré, une Assemblée parlementaire, dont la tâche principale serait de voter le budget de l'Union et qui serait « *la garantie solennelle* » des dispositions fondamentales du Pacte. Debré réserve en fait à l'Assemblée, dont les membres seraient désignés par les parlements nationaux, une place réduite, qui peut être comparée à des débuts historiques de l'expression autonome du pouvoir législatif.¹⁹² Pourtant, et c'est assez surprenant, si un gouvernement ou un Parlement national estiment que la décision du Conseil politique est contraire aux intérêts de la nation, il saisit l'Assemblée parlementaire qui statue en dernier ressort. Ensuite, si le désaccord avec le Conseil politique devient grave et l'Assemblée vote la motion de défiance, une commission spéciale est mise en place pour préparer un texte de recommandation qui s'imposerait au Conseil « *comme loi* », à condition que le texte soit approuvé par « *la majorité des Parlements nationaux représentant la majorité de la population de l'ensemble des Etats signataires* ». ¹⁹³ En fin de compte, Debré prévoit un renforcement du pouvoir des parlements nationaux au détriment des gouvernements, ce qui est plutôt une conséquence involontaire du Pacte et nécessiterait une explication plus détaillée de la part de l'auteur. Le reste du projet de Pacte suit fidèlement celui de 1950 et Debré y prévoit, en dehors d'un Conseil juridique et un Conseil consultatif, un référendum européen pour la ratification initiale et toute autre révision du Pacte. Etant donné que Debré est le seul membre de la Commission constitutionnelle qui vote contre le projet de la Communauté politique européenne, son contre-projet ne peut qu'être nettement refusé.¹⁹⁴ Or, Debré ne se laisse pas dissuader par l'échec de sa proposition et essaie de torpiller le CPE par plusieurs amendements et par des multiples échanges de vues avec ses collègues. Mais l'Assemblée « ad hoc » ne tient que très partiellement compte des interventions de Debré tandis que le projet de CPE est approuvé en séance plénière, en mars 1953, à la quasi-unanimité de ses membres. Toutefois, cette épisode

¹⁹¹ 1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2), Assemblée « ad hoc », Session de Janvier 1953, Compte-rendu de la Séance du 7 janvier 1953, p. 59.

¹⁹² 1 DE Europe Plan Schuman - Articles - Discours, 1951-1956, « La construction de l'Europe », p. 13.

¹⁹³ 1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2), Assemblée « ad hoc », Session de Janvier 1953, Proposition de Résolution tendant à établir un pacte pour une union d'Etats européens présentée par M. Debré, § 16.

¹⁹⁴ DEBRE, Michel, *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 185.

ne représente pour Debré qu'un « *accident de la route* », si l'on reprend l'expression tristement célèbre qu'il emploiera quinze ans plus tard à la suite de l'invasion des armées du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, et il poursuit son trajet à contresens de la circulation « *supranationale* ».

Les accords de Paris d'octobre 1954

Une autre solution alternative par rapport à la création de la CED, que prône Debré en 1952–1954, est la révision du Pacte Atlantique qui intensifierait la solidarité politique parmi les pays signataires, notamment face aux problèmes d'Extrême-Orient et de proche-Orient. Debré reprend également son idée d'élargir une simple alliance militaire à d'autres domaines pour bâtir « *les institutions du monde occidental* ». Une telle réorganisation du Pacte Atlantique « *permettrait l'accession de l'Allemagne occidentale au rang des nations du monde libre et sa participation progressive à [...] la politique commune* ». Or, l'absence de discrimination à l'égard de l'Allemagne et l'égalité absolue des droits n'est pas, selon Debré, « *du point de vue militaire, une mesure nécessaire* ».¹⁹⁵ Michel Debré ne peut donc que se réjouir de la signature des accords de Paris en octobre 1954 qui règlent la situation après le rejet du traité de la CED par l'Assemblée nationale française.¹⁹⁶ La RFA peut désormais participer à la défense européenne en tant que membre à la fois de l'OTAN et de l'Union occidentale, devenue l'Union de l'Europe occidentale (UEO). En contrepartie, Bonn doit s'engager à renoncer aux armes ABC ainsi que se plier devant une agence chargée de contrôle des armements.¹⁹⁷ De plus, les Britanniques annoncent qu'ils maintiendraient leurs forces sur le continent, ce que rassure les Français, toujours méfiants vis-à-vis d'aspirations allemandes. En mars 1955, Debré se prononce, au Conseil de la République, pour la ratification des accords de Paris et la création de l'UEO, car ceux-ci, en effet, n'enlèvent pas à la France sa souveraineté et ne la privent pas de son armée nationale, en se félicitant que « *la solution arrêtée est celle même que j'ai préconisée depuis le début de la grande querelle* ».¹⁹⁸ Plus tard il parlera de la ratification des accords de Paris même comme du « *vote le plus important de [la] brève histoire du Conseil de la République* ».¹⁹⁹

Ainsi se termine la période la plus fiévreuse que Michel Debré a connu dans sa vie publique jusque-là. Son effort est doublement rémunéré, à la fois par l'enterrement du projet de la CED et par la création de l'Union de l'Europe occidentale. Rien ne devrait donc l'empêcher de

¹⁹⁵ 1 DE Europe, Idées, « Les solutions de rechange », 26 novembre 1953.

¹⁹⁶ Cf. RÉAU, Elisabeth du. Après l'échec de la CED : la France et la naissance de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). In DUMOULIN, Michel (dir.). *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain ?* Euroclio N° 15. Bruxelles : P.I.E.-Peter Lang, 2000, p. 309–331.

¹⁹⁷ BOSSUAT, G., *Les fondateurs de l'Europe unie*, p. 145.

¹⁹⁸ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 228. Debré consacre plusieurs pages à décrire les fortes pressions auxquelles il a été exposé avant le vote de mars 1955.

¹⁹⁹ DEBRE, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 70.

revenir au cours normal des choses. Or, la renommée qu'il a acquise à travers son action au cours des années 1952-1955 ne lui permettra plus réduire son engagement dans la politique, même si l'échec de la CED ne rend pas le retour du général de Gaulle, que « *nul plus que [Debré] ne souhaite depuis 1946* », plus proche.²⁰⁰ Sans être liée aux structures gouvernementales, la voix de Debré se fera désormais entendre notamment en matière de politique européenne, qu'elle entre dans la période de « la relance de Messine » menant à la création de deux nouvelles communautés.

III. Dernières années d'opposition

Les trois dernières années avant le retour de Charles de Gaulle au pouvoir, par le biais de ce que Serge Bernstein appelle « *la divine surprise du 13 mai 1958* », sont remplies, pour Michel Debré, d'un effort croissant. Le sénateur s'attaquera à coups durs aux gouvernements successifs de la IV^e République moribonde et œuvrera d'une manière de plus en plus déterminée et résolue pour ramener le général à la seule place qui lui est digne - à la tête de la République. L'action de Debré se déploiera dans le contexte extérieur envenimé par la guerre de l'Algérie et l'humiliation de l'expédition de Suez, tandis qu'à l'intérieur elle sera marquée par l'érosion progressive de majorité parlementaire et l'affaiblissement du pouvoir exécutif. Or, les partenaires européens de la France, et les européistes convaincus français tel que Jean Monnet, n'attendront pas le dénouement des problèmes français pour relancer la construction européenne. Tout au contraire, le coup d'arrêt des travaux « européens » par la fin de la CED n'étant que provisoire, les représentants des Six pays membres de la Communauté du charbon et de l'acier s'engageront sur la voie qui donnera naissance à deux organisations nouvelles, la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) et la Communauté économique européenne (CEE). Par conséquent, Michel Debré n'hésitera pas à redescendre dans l'arène pour s'opposer, de nouveau, à ce qu'il appelle « *le truc de supranationalité* ».

Affrontement avec Paul-Henri Spaak : « une revanche par la relance » ?

Avec la création de l'UEO, l'organisation « *la plus proche à son désir* », Michel Debré trouve le cadre pour la politique européenne qu'il a longtemps appelé de ses vœux. Il ne peut donc que s'opposer à des tentatives de renforcer le pouvoir de la CECA et au processus de la « relance de Messine » qui mène à l'établissement des nouvelles organisations supranationales. Déjà en 1954 il prend, selon AFP, à l'Assemblée commune de la CECA « *violemment parti* » contre l'extension

²⁰⁰ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 231.

proposée de la compétence de la Haute Autorité et prononce « *un véritable réquisitoire* » contre les projets qui prévoient l'élection de l'Assemblée commune au suffrage universel.²⁰¹ Quatre mois seulement après l'échec de la CED, voici Debré à nouveau quasiment seul contre quelques soixante-dix membres de l'Assemblée. Cette fois-ci, il croit avoir le vent en poupe et en se proclamant en défenseur de l'Europe à Sept, incarnée par l'UEO, il met en garde contre toute tentative de faire de la CECA « *une machine de guerre* » contre l'Union de l'Europe occidentale.

Debré aura encore plus d'occasions de confirmer, au sein de l'Assemblée commune, son renom de trublion après que le ministre belge des Affaires étrangères Paul-Henri Spaak aura rendu le rapport de son comité, créé par les Six à Messine en juin 1955. En fait, les experts y préconisent la création d'un Marché commun pour l'ensemble des productions industrielles et agricoles. Ils se prononcent également en faveur d'une communauté de l'énergie atomique, connu sous le nom d'Euratom.²⁰² Sans attendre l'issue des négociations qui se dérouleront sur la base de ce « rapport Spaak », Debré repart aussitôt en campagne contre ce que lui paraît comme « *un véritable complot* » dirigé contre la France, « *une revanche mise au point à l'étranger* », avec le but de priver son pays de la fabrication d'un armement nucléaire et donc de son indépendance.²⁰³ Or, la manière dont il s'oppose aux travaux européens lui vaut une réponse inattendue du ministre Spaak. Les deux grands orateurs croisent le fer le 11 mai 1956 à Strasbourg, dans l'hémicycle de l'Assemblée de la CECA et c'est un duel qui fera date dans l'histoire de cette enceinte.²⁰⁴ Les lecteurs du journal *Le Monde* liront le lendemain un très bon compte-rendu de ce débat « *particulièrement passionné* » que l'auteur de l'article compare à un « *feu d'artifice* », éclairé d'un côté par le long réquisitoire de Debré et, de l'autre, par la « *solide et brillante* » riposte de Spaak, suivi par d'autres orateurs tel que René Mayer, Président de la Haute Autorité de la CECA.²⁰⁵ Des traces de cette véritable joute oratoire ont été conservées également dans les archives de Debré. Le sénateur français, « *seul contre tous les Européens* » comme titre un peu malicieusement *Le Monde*, épuise, au cours du débat, tout son carnet de papiers blancs et se trouve obligé de noter, vers la fin de la soirée, au crayon rouge sur des enveloppes...

Quel est donc le contenu de ce débat autant enflammé ? Dès le début, Debré s'indigne contre les prétendues arrière-pensées de ceux qui veulent, à travers des deux nouvelles organisations, circonvenir l'UEO, pourtant parfaitement disposée à traiter les questions d'énergie atomique, et renfermer définitivement l'Europe dans le cadre étroit des six pays membres de la

²⁰¹ 1 DE 28 Chemise intitulée « CECA, Session extraordinaire de l'Ass. commune, nov./déc. 1954, Revue quotidienne de presse française, Vendredi 3 décembre 1954, SC/AM Service 513.

²⁰² BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 111.

²⁰³ 1 DE Europe, CED, « Y a-t-il un complot de l'Euratom ? », *Carrefour*, 2 mai 1956, p. 4.

²⁰⁴ Cf. SPAAK, Paul-Henri. *Combats inachevés, T. II - De l'espoir aux déceptions*. Paris : Fayard, 1969, p. 89-91 ; et DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 245-246.

²⁰⁵ *Le Monde*, le 13-14 mai 1956, p. 2.

CECA. Or, du point de vue de la France, il serait beaucoup mieux de s'orienter, en ce qui concerne l'énergie atomique, vers des pays tels que le Royaume-Uni, la Suisse et la Suède qui possèdent déjà un certain savoir-faire en matière. Pour le Marché commun, Debré n'a guère plus de sympathie. Même s'il ne conteste pas son apport économique, il exige la réalisation de certains « *préalables* », à savoir l'harmonisation des charges sociales et un accord commun sur l'investissement dans les territoires français d'outre-mer. De plus, il fait part de sa crainte, assez partagée d'ailleurs par la représentation française à l'époque, de la supériorité industrielle allemande à laquelle l'économie française ne saura trouver la réponse. Le ton vif des propos de Debré ne laisse pas indifférent Paul-Henri Spaak, qui met Debré en accusation pour croire qu'il est le seul à avoir raison et pour ne point vouloir revenir sur ses positions en ce qui concerne la construction de l'Europe. Faisant preuve de sa foi européenne, le ministre belge démontre la « *naïveté* » de projets de Debré : « *croire qu'il suffira de réunir [les premiers ministres européens] pour résoudre les problèmes de l'Europe, voilà un conte de fée, voilà véritablement une conception idyllique des choses* ». Spaak va jusqu'à démontrer en quoi les conditions posées par Debré, notamment les « *préalables* » d'harmonisation des charges sociales, représentent un « *argument facile de ceux qui demandent le plus, mais pour n'arriver à rien* ». ²⁰⁶ Revenant sur les craintes de Debré en ce qui concerne la puissance industrielle et économique de l'Allemagne, Spaak ne mâche pas ses mots et constate que dans la conception de Debré de l'avenir de la France « *on trouve un curieux mélange de grandeur et de nationalisme d'un côté et d'un complexe d'infériorité de l'autre* ». Spaak est d'ailleurs appuyé, si besoin était dans une Assemblée qui lui est largement acquise, par René Mayer notamment.

À la fin de la soirée, c'est bien Debré qui est vaincu, même s'il ne cesse de répéter que sa question la plus importante - pourquoi retient-on toujours la supranationalité comme seule voie pour construire l'Europe - est restée sans réponse. Du moins se console-t-il quand le général de Gaulle l'invite, le lendemain, pour déjeuner à Colombey pour le complimenter et exprimer sa satisfaction « *que l'un des siens [...] ait tenu le langage de la France libre* ». ²⁰⁷

Désaveu de la IV^e République à travers les traités de Rome

Conforté dans sa position par de Gaulle, Debré ne cesse de critiquer surtout le projet d'Euratom comme une « *revanche* » des partisans du traité de la CED qui ne songent qu'à la création d'une Europe supranationale. Son discours devient de plus en plus cocardier et Debré

²⁰⁶ 1 DE 28 Chemise intitulée « CECA, Session ordinaire de l'Ass. commune, mai-juin 56 », Communauté européenne du charbon et de l'acier, Annexe au Journal Officiel, Débats de l'Assemblée Commune, Compte Rendu *in extenso* des séances, Octobre 1956, N° 13, Séance 8-11 mai 1956 et 18-22 juin 1956, p. 482-527.

²⁰⁷ DEBRE, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*, p. 246.

n'hésite pas à retrouver les expressions les plus dures du temps de son combat contre la CED, cette fois-ci sans proposer une solution de rechange. En fait, ce sont moins les dispositifs des traités de Rome que les équipes dirigeantes françaises qu'il désapprouve. De plus, vers la fin de son travail à l'Assemblée commune de la CECA, il apparaît un domaine où Debré ne se trouve plus dans une opposition isolée. Il s'agit du problème de la reconstitution de cartels dans la région de la Ruhr.

Le « miracle économique » allemand n'a qu'amplifié les craintes, que Debré exprime tout au long des années 1950, de voir la renaissance d'un Reich aspirant à la hégémonie européenne. Dès la création de la CECA, Debré invite la Haute Autorité à veiller au maintien de la décartellisation et déconcentration de l'industrie outre-Rhin. Or, au fur et à mesure que l'Allemagne occidentale regagne tous les attributs de son indépendance, les hommes politiques de Bonn, avec appui de la forte croissance du secteur sidérurgique, accroissent leur effort pour arriver à une totale abolition de limites. De 1955 à 1958, Debré interpelle régulièrement la Haute Autorité en fustigeant son laisser-faire et constate, par exemple en avril 1957, que les grands cartels de Krupp ou de Thyssen reprennent l'ampleur qu'ils avaient avant la guerre sans que personne ne les arrête.²⁰⁸ Toujours insatisfait de la réponse à ses questions, le représentant français réussit à gagner à sa thèse plusieurs de ses collègues de l'Assemblée commune. Son mécontentement grandit quand il apprend que la Haute Autorité exige modification de certaines activités de l'Association technique de l'importation charbonnière française, sans faire une démarche pareille en Allemagne.²⁰⁹ En fait, Debré n'est que très peu sensible à des arguments purement techniques ou économiques. Pour lui, la puissance industrielle égale politique, comme il le proclame en décembre 1957 au Conseil de la République.²¹⁰ Et c'est justement le refus de la Haute Autorité d'envisager le problème politique des concentrations qu'il juge comme le plus grave.

On s'aperçoit ici qu'il y a, dans le discours de Debré, un changement d'optique. Face au problème concret et compte tenu de la faiblesse du gouvernement français, Debré est enclin à confier à la Haute Autorité, pour laquelle il n'a jamais eu une grande estime, une responsabilité d'ordre politique ! Comme il le dit de façon explicite lors de la session extraordinaire de l'Assemblée commune à Rome en février 1958, « *si la Haute Autorité a eu tort [...] de vouloir à ses débuts passer pour un gouvernement de l'Europe, elle tomberait dans un excès aussi grave en se contentant d'exercer un contrôle technique* » et de n'intervenir que dans « *le prix des tôles demi-fines ou fines, ou dans les*

²⁰⁸ 1 DE 29, CECA, Assemblée commune, Question écrite N° 44 posée à la Haute Autorité le 15 avril 1957.

²⁰⁹ L'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC) disposait du monopole d'approvisionnement du marché français en combustibles solides. Cf. ECK, Jean-François. *Histoire de l'économie française depuis 1945*. Paris : Armand Collin, 2000, p. 83.

²¹⁰ 1 DE 29 Chemise intitulée « Commission du MC, mai 57-février 58 ».

tarifs des chemins de fer d'intérêt local». ²¹¹ En tant que membre de la Commission du marché commun de l'Assemblée commune, Debré poursuit son plaidoyer ce qui lui vaut un commentaire amer du journal allemand *Handelsblatt* qui souligne que « *sans une fusion d'une certaine importance des entreprises [...], l'industrie lourde de la CEE ne pourra résister à la concurrence des pays tiers* ». ²¹² Telle est aussi la position de la Haute Autorité et le problème n'aura donc pas pu être résolu avant la transformation de l'Assemblée commune à l'Assemblée parlementaire européenne en mars 1958. Michel Debré devient membre de ce collège commun pour les trois Communautés (CEE, Euratom et CEE), mais tout d'abord il doit digérer la ratification des traités de Rome.

Même si Paul-Henri Spaak a rejeté, on l'a vu, la plus grande partie des critiques de Debré aux projets de deux nouvelles organisations, les négociateurs français réussissent, à partir du mois de juin 1956 jusqu'à la signature des traités à Rome en mars 1957, d'obtenir des changements qui correspondent aux souhaits de Debré. D'un côté, les territoires d'outre-mer français sont associés au Marché commun et un Fonds européen de développement est mis à leur disposition. De l'autre, le pouvoir de contrôle de l'Euratom étant limité aux installations nucléaires civiles, le droit de la France à poursuivre sa recherche militaire n'est pas atteint. Quant au schéma institutionnel, le centre du pouvoir se déplace légèrement vers le Conseil des ministres aux dépens de la Commission. En fin de compte, un compromis sur l'harmonisation des charges sociales « *par le haut* » est trouvé, même si sa portée est limitée dans le texte final. ²¹³ Or, Debré devient insatiable et au-delà des traités sur les communautés européennes il lance une dernière bataille contre les hommes au pouvoir. Le 19 juillet 1957, lors de la ratification des traités de Rome au Conseil de la République, Debré fait une fois encore la preuve qu'il est parfaitement capable « *de tenir le langage de la France libre* ». Le sénateur Debré se déchaîne contre l'Euratom, « *un des plus mauvais traités de notre histoire* », ainsi que contre « *une mauvaise conception économique* » qu'est le Marché commun, considéré pourtant comme un moindre mal. Son discours, rempli de références au « *sentiment national* », à « *l'équilibre des forces nationales* » en Europe s'opposant à un petit conglomérat des Six, mais aussi aux « *handicaps* » de la France quand il s'agit de la concurrence sur le marché commun, renvoie à ce « *curieux mélange* » dont a parlé le ministre Spaak en mai 1956. « *Si un parallélisme est possible entre redressement national et coopération européenne, il y a incompatibilité entre redressement national et intégration européenne, car [elle] postule la disparition de la volonté française* », constate Debré et se

²¹¹ I DE 29 Chemise intitulée « Session extraordinaire de février 1958, Rome », CEE, Assemblée Consultative, Compte rendu analytique des débats de la séance du mercredi le 26 février 1958, Exercice 1957-1958, Deuxième session extraordinaire, p. 14.

²¹² I DE 29 Chemise intitulée « Commission du MC, mai 57-février 58 », *Handelsblatt*, le 29 janvier 1958.

²¹³ Cf. BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 114-120 et notamment PALAYRET, Jean-Marie. Les décideurs français et allemands face aux questions institutionnelles dans la négociation des Traités de Rome (1955-1957). In BITSCH, Marie-Thérèse (dir.). *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*. Bruxelles : Bruylant, 2001, p. 105-150.

demande pourquoi voter les traités, instruments d'une « *politique néfaste* », inspirée par les « *arrière-pensées* » des supranationalistes. Il n'en est pas moins que les membres du Conseil de la République approuvent, le 24 juillet au matin, les deux traités par 228 votes contre 61 en faveur de la CEE et 216 contre 80 en faveur de l'Euratom. Il est intéressant de noter que Debré ne présente plus de propositions alternatives, ni de contre-projets. Ce qui importe plus que jamais, c'est de faire échouer l'équipe dirigeante en place pour que la France ait « *un Gouvernement à la hauteur des nécessités nationales* ». ²¹⁴ En espace de moins d'un an, elle en aura un et Michel Debré en fera partie avec la charge de creuser les fondations constitutionnelles du nouveaux régime.

~

C'est la perspective du retour au pouvoir du général de Gaulle, toujours présente chez Michel Debré, qui explique, nous semble-t-il, le mieux les positions de Debré en matière de politique européenne entre 1950 et 1958. Méfiant, mais pas encore hostile, envers la CECA, il devient un opposant farouche au traité de la CED qui s'attaque à l'armée, un des attributs fondamentaux d'indépendance nationale. Dès lors, ses thèses contre l'Europe supranationale lui valent l'attention non seulement du mouvement gaulliste, mais aussi celle de la population française, et Debré, en réflexe de tout homme politique réaliste, les cultive et arrive donc à une opposition aussi fondamentale au projet de l'Euratom et plus tiède en ce qui concerne le Marché commun. Or, ses positions, contrairement à ce que l'on croît souvent, ne sont pas en total désaccord avec son engagement au Mouvement européen dans la deuxième moitié des années 1940 quand il a plaidé en faveur d'une conception claire du pouvoir comme une condition *sine qua non* de tout progrès dans les domaines les plus importants de la construction européenne. À la place d'un basculement soudain après 1950, on assiste plutôt à l'insertion des idées et de l'action de Debré dans le contexte politique intérieur et extérieur et au déplacement progressif de ses priorités vers le redressement de la France, ce qu'il pose au préalable de tout effort de coopération européenne. Une pareille conclusion peut être tirée quant au sort des projets de Debré de l'Union des Etats européens. Au fur et à mesure que la construction de l'Europe passe par d'autres chemins, ces projets perdent en actualité et Debré les mis de côté, ou ne se sert d'eux que pour montrer que ses propos ne sont purement négatifs. Il n'en est pas moins qu'il garde sa vision de « *l'Europe des Etats* » pour la faire valoir quand les conditions propices seront réunies. À l'approche des événements de mai 1958 et l'arrivée tellement attendue du général de Gaulle à la

²¹⁴ 1 DE Europe, Idées, « Une politique néfaste à la France et à l'Europe », texte intégral du discours prononcé au Conseil de la République le 19 juillet 1957 par Michel Debré, In *Note d'Information du Centre national des Républicains Sociaux*, Juin [!] 1957, N° 22, p. 1-15.

tête du gouvernement, Debré accentue sa critique du régime et c'est elle qui est le motif principal de ses reproches adressés aux traités de Rome.

Il sera donc très intéressant de voir comment évoluera la position de Debré envers « l'Europe », une fois qu'il quittera l'opposition et assumera la responsabilité gouvernementale, d'abord en tant que garde des Sceaux, puis comme le premier Premier Ministre de la V^e République.

3. À MATIGNON (1959–1962)

« L'Europe n'est qu'un mot
employé par les puissances
qui exigent des autres
ce qu'elles n'osent pas réclamer en leur nom. »
Otto von Bismarck cité par Michel Debré

Après de longues années d'opposition, souvent virulente et impitoyable, au régime de la IV^e République et à sa politique extérieure, le retour du général de Gaulle au pouvoir représente pour Michel Debré un accomplissement de sa vie publique ainsi qu'un défi majeur. Comment Debré et tout le mouvement gaulliste vont-ils réaliser leurs projets de redressement de la France ? Et aura Michel Debré les moyens de faire prévaloir ses visions en matière européenne ? Incontestablement le général lui fait, dès le début, confiance en lui remettant la tâche de veiller à la rédaction de la nouvelle Constitution. De plus, une fois que les contours de la V^e République seront connus, Debré sera chargé de donner corps aux nouvelles institutions en devenant le premier des Premiers ministres de ce régime. Les trois ans et trois mois que Michel Debré passera en tant que chef du gouvernement cachent-ils, sous une apparente fidélité et une volonté docile d'exécution, une réalité plus nuancée de la relation entre le Président et « son » Premier ministre ? Après que nous prendrons connaissance des portées et des limites de l'action de Debré dans sa relation au général de Gaulle en matière de conception et mise en œuvre de la politique extérieure, nous pourrons apprécier son apport dans les affaires européennes de la France dans les premières années de la V^e République.

I. Michel Debré à Matignon : un tailleur dans sa propre tenue

*« Non, messieurs les ministres, il n'est pas vrai que vous n'ayez de choix qu'entre l'abdication et la reconquête. Sans autorité politique à la Clemenceau, réformerez-vous le régime ? Faites un gouvernement de salut public, refaites l'autorité de la France. À ce moment-là tout ce qui est contre vous pourra se tourner pour vous ».*²¹⁵

C'est en ces termes que parle Michel Debré le 15 avril 1958 au Conseil de la République. Moins de deux mois après, Debré, devenu garde des Sceaux, ministre de la Justice dans le gouvernement présidé par Charles de Gaulle, travaille sur une réforme du système politique français, une réforme aussi radicale qu'était son discours à la fin de la IV^e République. Son œuvre de constituant se concrétise par un consentement massif des Français, qui adoptent la nouvelle Constitution à 80 % en septembre 1958. Debré va alors assumer la responsabilité de participer

²¹⁵ VIANSSON-PONTÉ, Pierre. La fidélité peut être une passion. *Le Monde* du 10 janvier 1959, p.1.

directement à la mise en application de la réforme institutionnelle. Sa nomination au poste de Premier ministre, en janvier 1959, lui permet, en vertu des articles 20 et 21 de la Constitution, de « déterminer » et « conduire » la politique de la Nation. Or, cette prérogative étant manifestement convoitée par le Président de la République, la tâche de Debré sera double : défendre la place du Premier ministre sans pour autant poser d'obstacles à l'exercice du pouvoir du général de Gaulle. En matière de politique européenne, le rôle de Debré se traduira d'un côté par son effacement derrière le Président dans la conduite et la présentation publique de cette politique, de l'autre, par un effort considérable d'influence dans le processus de son élaboration.

La conception de l'exécutif selon Debré : de la lettre à la pratique constitutionnelle

Auteur principal de la Constitution de la V^e République, Michel Debré en présente le contenu le 27 août 1958 devant l'Assemblée générale du Conseil d'Etat. Dans ce discours essentiel pour la compréhension du système de sa pensée constitutionnelle, Debré défend le régime parlementaire : « *La raison de ce choix est simple. Le régime d'assemblée, ou régime conventionnel, est impraticable et dangereux. Le régime présidentiel est présentement hors d'état de fonctionner en France [et il est même] actuellement dangereux à mettre en œuvre* ». ²¹⁶

Néanmoins, même si Debré écarte le régime présidentiel, il ne s'appuie pas sur des arguments très convaincants. Pour lui, l'obstacle principal est le résultat imprévisible du suffrage universel dans les territoires de la Communauté française, étant donné l'atmosphère d'instabilité générale. L'influence du parlementarisme britannique est bien présente dans les quatre mesures que Debré énumère comme les conditions du régime parlementaire : un strict régime des sessions ; un effort pour délimiter le domaine de la loi ; une réorganisation de la procédure législative et budgétaire et une équilibre des fonctions politiques assurée par les mécanismes juridiques. ²¹⁷

Une fois à la tête du gouvernement, Michel Debré joue un rôle rare, pour ne pas dire unique, dans l'histoire des régimes démocratiques. L'homme qui a dirigé les travaux constitutionnels devient en effet le premier à donner la vie à ses conceptions. ²¹⁸ Debré, toujours favorable à une conception britannique du système, « *veille à établir la primauté effective du premier*

²¹⁶ DEBRÉ, Michel. La Nouvelle Constitution, Discours devant l'Assemblée générale du Conseil d'Etat prononcé le 27 août 1958. In *Naissance de la Cinquième République*. Analyse de la Constitution par la Revue française de science politique en 1959. Paris : Presses de la Fondation Nationales des Sciences Politiques, 1990, p. 8 et 10.

²¹⁷ Idem, p. 9-11.

²¹⁸ Seul le précédent de George Washington vient à l'esprit, le général étant élu en 1787 président de l'Assemblée fédérale chargée d'élaborer la constitution et devient premier Président des Etats-Unis d'Amérique deux ans plus tard.. Pourtant, George Washington n'est entré que rarement dans les débats de la Constituante. Les principaux rôles dans les délibérations ont été joués par James Madison, George Mason ou James Wilson.

ministre sur l'ensemble de l'équipe gouvernementale et à imposer une grande homogénéité de l'action ». ²¹⁹ Or, en matière de politique extérieure, il doit inévitablement se heurter à la volonté de Charles de Gaulle de s'emparer de ce domaine.

En novembre 1959, Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, constate q'un « *secteur présidentiel ou réservé* » s'est constitué et que dans ce secteur, comprenant l'Algérie, la Communauté, les Affaires étrangères et la Défense, « *le chef de l'Etat décide* », alors que « *le gouvernement exécute* ». En revanche, dans le « *secteur ouvert* », le gouvernement « *conçoit* » tandis que le Président « *opine* ». ²²⁰ En fait, comme l'observe Serge Berstein, le général de Gaulle est prêt à concéder à son Premier ministre la direction de l'administration, de la majorité parlementaire et du parti gaulliste, mais il est le plus réticent à admettre que le Premier ministre devienne un véritable chef du gouvernement. ²²¹ En d'autres mots, le Premier ministre ne dispose pas de marges suffisantes pour construire le régime dont il rêve et les impératifs de la *realpolitik* l'amènent à faire des concessions et des compromis.

Si l'on peut retrouver l'influence du modèle britannique dans l'élaboration du texte de la Constitution, on s'aperçoit que la pratique des institutions doit beaucoup plus à la réalité de la vie politique française du moment. On donne donc raison à Olivier Wieviorka, qui propose un terme de « *parlementarisme mutilé* » comme définition de la pratique institutionnelle de la République gaullienne. ²²² En effet, le personnage du général n'aurait jamais pu se plier et s'accommoder du rôle purement représentatif, à l'instar de la reine outre-Manche. D'où une certaine rivalité entre le Président et son Premier Ministre, dont l'ampleur est cependant considérablement diminuée par le fait que ce deuxième se nomme volontiers « *un fidèle entre les fidèles* » du général et n'ose point entrer dans un conflit ouvert avec lui d'autant moins que leurs points de vue en politique étrangère sont assez convergents. Or Michel Debré est fidèle également à la lettre de la Constitution, même s'il lui arrive de la subordonner, si nécessaire, à la « *raison de l'Etat* ». ²²³ En ce qui concerne les pouvoirs du gouvernement, Debré s'obstine à ne rien concéder sur son droit de « *déterminer la politique de la nation* » et s'emploie à présenter au général ses avis sur la quasi-totalité des problèmes de la France. C'est d'autant plus vrai dans les affaires européennes qui ont longtemps été l'occupation principale du sénateur Debré.

²¹⁹ SIRINELLI, Jean-François (dir.), VAVASSEUR-DESPERRIERS, Jean, VANDENBUSSCHE, Robert (collab.). *La France de 1914 à nos jours*. Paris : PUF, 2004, p. 322.

²²⁰ ROUVILLOIS, F., *Le constituant face à son oeuvre*, p. 30.

²²¹ BERSTEIN, Serge. Michel Debré et le général de Gaulle, analyse d'une relation politique. In BERSTEIN, S., MILZA, P., SIRINELLI, J.-F., *Michel Debré, Premier Ministre (1958-1962)*, p. 122.

²²² WIEVIORKA, Olivier. *Le parlementarisme mutilé ?*. In Idem, p. 168.

²²³ Cf. ROUVILLOIS, F., *Le constituant face à son oeuvre*, p. 34-42.

Michel Debré face à Charles de Gaulle et face à l'Europe

L'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle, six mois après l'entrée en vigueur des traités de Rome, suscite, parmi les « européistes » français et les cinq co-signateurs de ces traités, des inquiétudes non négligeables. Comment s'assurer que la France ne va pas manquer à sa parole lorsqu'à sa tête accède l'homme dont l'hostilité à la CED était bien connue et dont les partisans ont fustigé la création de l'Euratom et la CEE en promettant leur mise à plat dès qu'ils seraient au pouvoir ? La perplexité générale est d'autant plus grande que les derniers gouvernements de la IV^e République ont fait savoir qu'ils n'appliqueraient le passage à la première étape du désarmement douanier entre les six pays membres de la CEE, prévu pour le 1^{er} janvier 1959, que si la situation économique française le permettait. Le nouveau gouvernement doit également trancher sur la question de la création d'une vaste zone de libre échange dans le cadre de l'OECE, mise en avant par la Grande-Bretagne. Or le général de Gaulle, qui s'est tenu à l'écart des discussions sur les traités de Rome, ne cherche pas à faire échouer le Marché commun et appelle même de ses vœux son application accélérée, avec une attention particulière à la mise en place de la Politique agricole commune (PAC).

A peine dix jours après l'investiture du gouvernement de de Gaulle, son chef communique ses idées directrices sur l'Europe à ses collaborateurs les plus proches et à Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères. « *L'essentiel, c'est le Marché commun qui en soi n'est pas une mauvaise chose, et surtout l'organisation politique et culturelle de l'Europe* », proclame Charles de Gaulle qui laisse déjà entendre que la coopération politique doit occuper la place au-dessus de la CEE.²²⁴ Il est intéressant de noter que Michel Debré est absent de cette réunion et d'après ce que l'on peut juger à partir de sa correspondance, il ne comprend pas tout de suite l'ampleur de la détermination du général à réaliser le Marché commun. Par exemple, le 17 juillet 1958, Debré, en sa qualité de ministre de la Justice, propose à de Gaulle la démarche que devrait adopter la France en politique européenne. Debré considère que l'échéance du 1^{er} janvier 1959 pour l'abaissement des droits de douane de 10 % et l'élargissement des contingents d'importation de 20 % entre les Six Etats membres de la CEE est « *impossible à tenir* ». Il suggère donc « *de retarder [...] les engagements que nous imposent les traités de communauté économique européenne* » et « *de modifier sérieusement les automatismes et les échéances rigides des communautés de la Petite Europe* ». ²²⁵ Or Charles de Gaulle a déjà tranché. Son ralliement à la CEE s'explique à la fois par la volonté de démontrer la continuité de l'Etat et par le choix de moderniser le pays à l'aide du Marché commun, cet « *utile*

²²⁴ BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 387.

²²⁵ 1 DE Europe, Idées, lettre du 17 juillet du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, à Monsieur le Président du Conseil.

traité de commerce » comme il le nomme. En revanche, de Gaulle refuse de poursuivre les négociations sur une zone de libre échange pour ne pas exposer la France à la concurrence britannique. Et afin de renforcer la France vis-à-vis de ses partenaires de la CEE il adopte un ambitieux projet d'assainissement des finances françaises dit « *plan Rueff-Pinay* ». ²²⁶ En d'autres termes, le Marché commun devient, aux yeux du général de Gaulle, le moyen idéal de développer la puissance française sans que la CEE fasse obstacle à la mise en place de la coopération politique entre Etats européens. ²²⁷

Michel Debré se convainc de la nécessité et de l'utilité de la CEE un peu plus tard. ²²⁸ Dans une lettre du 25 mai 1959 à Robert Lecourt, ministre d'Etat chargé de l'Outre-mer, Debré juge que la collaboration avec la Commission de la CEE est « *très heureuse* », à l'exception des questions qui touchent justement l'Outre-mer français où la Commission ne comprend toujours pas « *à quel point c'est à la France qu'il faut s'adresser* » en priorité et qu'il ne faut pas traiter ces problèmes à son insu. ²²⁹ Ce jour même Debré rassure le Président de la Commission de la CEE Walter Hallstein de la volonté française d'appliquer le traité, mais à condition que les charges sociales soient harmonisées et que la Commission cesse d'intervenir dans les affaires de la Communauté française. ²³⁰ Plus d'un an après, les deux hommes se rencontrent de nouveau, sans qu'il y ait un changement de position. Debré vante les mérites de la Commission du point de vue économique, mais critique aussitôt ses efforts de contourner Paris en traitant directement avec les anciens territoires d'Outre-mer français, et de renforcer l'intégration supranationale européenne. ²³¹ Sur ce dernier point, l'accord entre Debré et de Gaulle ne fait pas défaut.

Dès son entrée en fonction, Michel Debré met le général constamment en garde contre « *les chausse-trappes de l'équipe intégrationniste européenne* ». Un des meilleurs exemples de ces démarches est la note qu'adresse le Premier ministre à de Gaulle le 26 septembre 1959. ²³² C'est une vibrante critique de l'intégration européenne ainsi que des « *esprits* » qui cherchent à « *augmenter le pouvoir des autorités supranationales* ». Cela doit amener le gouvernement à « *éviter que dans les institutions existantes (qu'il faudra réformer) et dans tout mouvement politique à organiser dans les années à venir, la France se trouve*

²²⁶ VAÏSSE, Maurice. *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958–1969)*. Paris : Fayard, 1998, p. 162–175.

²²⁷ BOSSUAT, G., *L'Europe des Français*, p. 384.

²²⁸ FRANK, R., Michel Debré et l'Europe, p. 308.

²²⁹ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Marché Commun et Euratom », Extrait de la lettre adressée à Monsieur Lecourt du 25 mai 1959.

²³⁰ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Marché Commun et Euratom », Entrevue avec le Professeur Hallstein, le 25 mai 1959.

²³¹ 2 DE 64 Politique étrangère, Sommets Est - Ouest, entretiens par pays (décembre 58–octobre 1961), Dossier « Comptes-rendus d'entretiens par pays de Michel Debré », Conversation avec Monsieur Hallstein, le 23 juillet 1960.

²³² 2 DE 29 Lettres et notes de M. Debré au Général de Gaulle (mai 1959 – décembre 1960), Note sur les relations franco-allemandes du 26 septembre 1959.

noyée, c'est-à-dire prise dans des systèmes où elle n'est pas représentée, avant tout, par son Gouvernement ». D'où la nécessité de sortir de l'Euratom et d'apporter des modifications au traité de CEE. Le Président de la République manifeste son intérêt pour la note de Debré à travers des remarques tranchantes qu'il écrit en marge. « *Il faut en finir avec le supranational et, pour commencer, mettre un terme à la CECA et à l'Euratom* », s'exclame de Gaulle qui autorise Debré à poursuivre les études sur les changements du traité de CEE.

En ce qui concerne la réforme institutionnelle des Communautés, Debré envisage notamment la suppression des articles qui rendent la Haute Autorité de la CECA responsable devant l'Assemblée parlementaire européenne et il s'oppose à l'élection de cette dernière au suffrage universel pour ne pas lui donner l'occasion de se transformer en une Constituante.²³³ L'Euratom, qui « *coûte cher et ne fait rien mais représente un allié sûr de la politique américaine contre la politique atomique française* », doit tout simplement « *disparaître* », écrit Debré à de Gaulle en juillet 1960, à la veille de la rencontre du Président de la République avec Konrad Adenauer à Rambouillet.²³⁴

Ni de Gaulle ni Debré ne cachent pas d'ailleurs à leurs partenaires leur hostilité à l'aventure supranationale. Déjà en décembre 1959, lors des entretiens franco-allemands à l'Hôtel Matignon, de Gaulle lance à son homologue allemand que « *la CECA est le meilleur exemple de l'impuissance du supranational* ». « *Pauvre Schuman !* », lui réplique alors le Chancelier Adenauer.²³⁵ Or l'homme politique allemand n'hésite pas non plus à parler sans détour. À la fin de son entrevue avec Debré, Adenauer soulève une question dite « *personnelle* », à savoir la concentration des entreprises dans la Rhénanie. En s'appuyant sur une lettre remise au Premier ministre français, Adenauer déploie un raisonnement en faveur de la fusion de l'entreprise Thyssen-Hütte avec Phönix-Rheinrohr. On imagine facilement quelle peut être la réaction de quelqu'un qui a lutté trois ans durant contre la reconstitution de grands cartels allemands ! Mais Michel Debré écarte toute confrontation en se bornant à promettre d'examiner « *avec la plus grande attention* » le problème traité par le Chancelier.²³⁶ Cette prudence s'explique partiellement par le fait que le but de sa rencontre avec Adenauer est de rallier les Allemands au projet, encore flou, de réunions régulières entre les chefs de gouvernements européens. Et c'est pari réussi, puisque Adenauer acquiesce, en dépit de la protestation de son Ministre des Affaires étrangères Heinrich von

²³³ BOSSUAT, G., *Les fondateurs de l'Europe unie*, p. 168.

²³⁴ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957-1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note sur la politique européenne du 28 juillet 1960. Cf. également SOUTOU, Georges-Henri. Michel Debré : une vision mondiale pour la France. In BERSTEIN, S., MILZA, P., SIRINELLI, J.-F., *Michel Debré, Premier Ministre (1958-1962)*, p. 609.

²³⁵ 2 DE 65, Politique étrangère, Dossier « Conversations franco-allemandes (nov. 59 – fév. 62) », Entretiens franco-allemands à l'Hôtel Matignon, les 1^{er} et 2 décembre 1959.

²³⁶ Idem.

Brentano, à l'idée exprimée par Debré de ne laisser la Commission de la CEE faire « rien de capital », car « seuls les Gouvernements sont capables de traiter des choses capitales ». ²³⁷

Il est clair que Michel Debré partage un bon nombre d'idées, dans les affaires européennes, avec le général de Gaulle. Dans la correspondance entre les deux hommes d'Etat, c'est le Premier ministre qui adopte souvent un langage plus résolu et plus radical que le Président qui lui prête une oreille attentive. Même si Debré ne peut pas prétendre à se tailler un rôle propre dans la conduite de la politique extérieure, il exerce son influence en amont, dans la phase d'articulation des positions françaises. Cela va être d'autant plus évident dans les initiatives dans le domaine de la coopération politique et de l'élargissement de l'Europe des Six.

II. Le retour des chevaliers

Méditant sur l'histoire du vieux continent, Debré a évoqué, au début des années 1950, les mots de l'homme politique irlandais Edmund Burke qui datent, eux, de 1790 : « *L'époque des chevaliers est passée. Celle des sophistes, des économistes et des calculateurs lui succède, et la gloire de l'Europe est éteinte à jamais* ». La conclusion qu'en tire Debré est simple : « *Le retour des chevaliers est nécessaire à l'Europe* ». ²³⁸ Si l'on poursuit cette analogie selon l'esprit de Debré, les nouveaux chevaliers qui feront que « *l'Europe revivra à la gloire* » portent le panache aux couleurs du général de Gaulle et sont persuadés que le chemin vers cette nouvelle gloire européenne passe d'abord par la grandeur de la France. La grandeur ! Voici la notion indissociable de la politique étrangère menée par Charles de Gaulle, la notion qui pour Maurice Vaisse représente « *la clef de toutes les entreprises gauliennes* ». Selon cet auteur, à la base de l'aspiration française à la grandeur, on trouve l'impératif catégorique de l'indépendance nationale : « *L'indépendance est la traduction politique de la notion juridique de souveraineté, c'est la condition sine qua non pour exister sur la scène diplomatique* ». ²³⁹ Dans les affaires européennes, elle correspond au refus de l'intégration supranationale et met l'accent sur la coopération entre les Etats.

La volonté de créer l'Europe sur une base intergouvernementale est certainement un des volets les plus importants de la politique européenne française du gouvernement de Michel Debré. Tandis que sur son fondement les points de vue de de Gaulle et de son Premier ministre sont très proches, voire identiques, ils divergent sur les modalités pratiques, notamment à l'égard de l'ouverture à des pays tiers tel que le Royaume-Uni.

²³⁷ Idem.

²³⁸ DEBRE, M., *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*, p. 59.

²³⁹ VAÏSSE, M., *La grandeur*, p. 34-35.

Vers une Europe politique

Comme on l'a vu, Charles de Gaulle évoque le but d'organiser l'Europe « politique » dès son retour aux affaires en juin 1958. Il confirme ses idées dans une note envoyée au Ministère des Affaires étrangères le 14 août 1958 : « *L'Europe doit devenir pratiquement une réalité sur les plans politique, économique et culturel. Dans cet esprit, la mise en œuvre des traités du Marché commun et de l'Euratom sera poursuivie* ». Pour atteindre ces objectifs, « *des consultations régulières auront lieu entre les gouvernements intéressés. Ce mécanisme de consultations pourra prendre un caractère en quelque sorte organique au fur et à mesure qu'il se développera* ». ²⁴⁰ Incontestablement, Michel Debré souscrit volontiers à la deuxième partie de la citation. En fait, il reste sur les positions qu'il avait avant d'arriver au gouvernement et il ne le dissimule pas : « *Les vrais Européens, ce sont eux qui suivent la pensée traditionnelle de l'équilibre des Etats européens, de [leur] association. [...] Craignons que ceux qui veulent la disparition de la nation française dans une nouvelle nation européenne voient se lever devant eux le spectre d'un communisme nationaliste* », s'exclame le ministre de la Justice en août 1958 dans une lettre envoyée aux Editions Plon. ²⁴¹

« *L'Europe des Patries* », tel est le concept mis en avant par Debré tout au long de l'exercice de la fonction de Premier ministre. Afin qu'une telle Europe voie le jour, Debré use de sa capacité d'influence auprès du général de Gaulle, qui, tout en partageant les vues de Debré, se montre dans ses allocutions publiques sur ce sujet plus prudent que le Premier ministre ne le souhaite. Dans ses propositions au Président, Debré s'appuie sur ses esquisses antérieures de « *l'Union des Etats européens* » où il a réfléchi à la structure institutionnelle d'une Europe politique. Mais il ne s'attend surtout pas à ce que son deuxième projet, qui date de 1953, resurgisse moins de deux mois après son entrée à Matignon, lors de sa première rencontre avec la délégation allemande à Marly Le Roi en mars 1959. C'est le ministre allemand des Affaires étrangères Heinrich von Brentano, ancien président de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée « ad hoc » en 1952–1953, qui expose le 3 mars, devant ses interlocuteurs français stupéfaits, qu'il « *serait opportun de reprendre l'étude de la proposition que M. Debré avait formulée autrefois [sur] l'organisation de consultations politiques entre les pays de l'Europe à Six* ». ²⁴² Pourquoi cet étonnement du côté français ? On se souvient, et Brentano ne manque pas de le rappeler, que Debré prévoyait en 1953 que le Conseil politique de l'Union déciderait à majorité simple et que l'Assemblée parlementaire pourrait imposer ses décisions au Conseil, si elle était soutenue par la majorité des

²⁴⁰ GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Juin 1958–Décembre 1960*. Paris : Plon, 1985, p. 168.

²⁴¹ 1 DE Europe, Idées, Chemise « Correspondance », Lettre à M. Cernant, Editions Plon, le 29 juin 1958.

²⁴² 2 DE 65, Politique étrangère, Dossier « Conversations franco-allemandes (nov. 59 – fév. 62) », Chemise « Entretiens franco-allemandes à Matignon et à Marly-Le-Roi, les 3 et 4 mars 1959 », Compte-rendu de la réunion tenue le 3 mars entre les ministres des Affaires étrangères de la France et de la République fédérale d'Allemagne.

parlements nationaux représentant la majorité de la population des Etats membres. Or ni les intentions du général de Gaulle, ni celles d'aucun de ses collaborateurs et ministres, ne vont aussi loin, même si les hommes politiques gaullistes affichent le même objectif de lancer des rencontres régulières entre les gouvernements européens. Debré ne prenant part aux négociations que le lendemain, c'est Couve de Murville qui doit réagir à l'intervention de son homologue allemand. Sa réponse d'abord évasive, puis son silence total montrent à quel point ces visions étaient, pour la France gaullienne, hors de question. Les Allemands le comprennent très vite et ne reviendront plus sur le projet de Debré.²⁴³

Le Premier ministre français reprend le fil des négociations avec la RFA en mai 1959 à Bonn, mais cette fois-ci ce sont les Allemands qui laissent sa suggestion d'« *organiser des consultations politiques périodiques* » sans réponse.²⁴⁴ Il est clair que Paris n'a pas su bien préparer le terrain et l'initiative d'entamer la coopération politique à trois, avec la RFA et l'Italie, que de Gaulle lance à Rome en juin 1959, n'enthousiasme guère les pays intéressés. « *L'idée de réunions régulières des Premiers Ministres s'est un peu perdue dans les marais de la diplomatie traditionnelle* », constate Debré en septembre, mais il juge pourtant nécessaire de poursuivre les efforts afin de « *mettre l'accent sur la solidarité politique, c'est-à-dire sur la coopération gouvernementale* ». Debré insiste auprès du Président de Gaulle que cette coopération « *doit se faire au niveau des Premiers Ministres* » et « *doit se faire à Paris* », où serait créé un secrétariat politique permanent.²⁴⁵ Lors des entretiens franco-allemands de décembre 1959, que l'on a déjà évoqués, le Chancelier Adenauer donne son aval prudent aux propositions françaises qui vont dans la direction imaginée par Debré. Néanmoins, la question reste en suspens, puisque Paris va s'occuper, dans les mois suivants, en priorité de l'organisation de la conférence des Quatre de mai 1960 qui connaîtra d'ailleurs une brusque fin après l'affaire de l'avion d'espionnage américain U-2 et le départ consécutif de Nikita Khrouchtchev de la capitale française. Toutefois, Michel Debré souhaite fermement que le projet français se concrétise et aboutisse.

²⁴³ Michel Debré reparle brièvement de ce qu'il appelle un « *petit coup de théâtre* » de Brentano dans ses *Mémoires*. Il évoque l'idée de la création d'un Conseil politique européen comme étant à la base des orientations européennes du général de Gaulle dans les années 1960 et 1961. Toutefois, il ne mentionne pas les deux propositions qui ont été particulièrement mises en avant par le ministre allemand. DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*. Paris : Albin Michel, 1988, p. 437-438.

²⁴⁴ 2 DE 65, Politique étrangère, Dossier « Conversations franco-allemandes (nov. 59 – fév. 62) », Chemise « Entretiens de Michel Debré et du chancelier Adenauer à Bonn, le 6 mai 1959 », Compte-rendu sommaire des conversations entre M. Michel Debré, M. Couve de Murville, le Chancelier Adenauer et M. von Brentano à Bonn le 6 mai 1959.

²⁴⁵ 2 DE 29 Lettres et notes de M. Debré au Général de Gaulle (mai 1959 – décembre 1960), Note sur les relations franco-allemandes du 26 septembre 1959.

*Battre le fer de l'organisation de l'Europe tant qu'il est chaud*²⁴⁶

Le 1^{er} juillet 1960, Debré écrit au général de Gaulle, qu'il lui « *semble indispensable à la fois de préciser* » la politique française et « *de prendre des initiatives* ». ²⁴⁷ Il ne se contente donc pas de proclamations vagues qu'adresse le Président au peuple en mai en parlant d'un « *groupement politique, économique, culturel et humain* » à organiser en Europe. ²⁴⁸ En été 1960, Debré plaide en faveur d'un « *système de coopération gouvernementale que réaliserait la réunion régulière des Gouvernements* ». De plus, il sera entendu qu'un « *certain nombre de problèmes tels [que] la défense [et] l'économie, seront de la compétence normale de ces réunions et que les membres de cette coopération ne prendront pas en ce domaine de décisions sans en avoir traité avec leurs associés* ». ²⁴⁹ Debré va jusqu'à proposer la procédure à suivre. En premier lieu, il imagine de réunir « *un Conseil très restreint pour arrêter les décisions de principe* », et « *une conversation avec le Gouvernement allemand et en particulier avec le Chancelier* », pour ensuite pouvoir proposer l'ensemble des mesures à d'autres partenaires. Selon Georges-Henri Soutou, le général de Gaulle se rallie « *largement* » aux suggestions de son Premier ministre et en fait part déjà le 15 juillet à Maurice Couve de Murville et Pierre Guillaumat, ministre chargé de l'énergie atomique. ²⁵⁰

De Gaulle laisse ensuite son Premier ministre préciser ses vues et celui-ci s'exécute pour présenter, le 28 juillet, une note de synthèse sur la politique européenne, sur laquelle s'appuiera le Président de la République lors de sa rencontre avec Adenauer à Rambouillet deux jours plus tard. Hormis l'hostilité aux institutions supranationales, Debré parachève dans la note sa conception de réunions régulières entre les Chefs d'Etats et de Gouvernement qui auraient lieu une fois par trimestre et auraient des attributions précises dans « *la coordination des politiques économiques et sociales* ». En fait, Debré plaide pour une « *nouvelle politique, distincte de ce qui a été fait précédemment, qui déborde le cadre des Communautés [et] qui suppose des modifications profondes à ce qui a été fait jusqu'à présent* ». Ces modifications se traduiront, tout simplement, par « *la subordination de toute organisation européenne* » aux décisions des Chefs d'Etats et de Gouvernement. ²⁵¹

Un point de divergence entre de Gaulle et Debré surgit néanmoins à propos du référendum européen. Tandis que Debré se montre le plus prudent et ne l'envisage qu'après « *cinq*

²⁴⁶ Charles de Gaulle dans la lettre à Maurice Couve de Murville du 1^{er} août 1960, 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Europe des Six », Chemise « Organisation de l'Europe (4 juillet 1959–14 février 1961).

²⁴⁷ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Europe des Six », Chemise « Organisation de l'Europe (4 juillet 1959–14 février 1961), Lettre au général de Gaulle, le 1^{er} juillet 1960.

²⁴⁸ SOUTOU, G.-H., Michel Debré : une vision mondiale pour la France, p. 608.

²⁴⁹ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Europe des Six », Chemise « Organisation de l'Europe (4 juillet 1959–14 février 1961), Note sur la politique européenne, le 30 juin 1960.

²⁵⁰ SOUTOU, G.-H., Michel Debré : une vision mondiale pour la France, p. 609.

²⁵¹ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note sur la politique européenne du 28 juillet 1960.

ou six ans de fonctionnement de la nouvelle organisation », le Président appelle de ses vœux, selon une logique du gaullisme politique, « un référendum général et solennel » pour apporter, dès que possible, à l'Europe une adhésion « massive » de la population.²⁵² En analysant le texte que Charles de Gaulle remet à son homologue allemand et qui s'inspire en grande partie de la note de Debré, Maurice Vaisse conclut qu'il porte des traces de « la grande ambition européenne de de Gaulle et de la grande illusion à laquelle elle va aboutir ».²⁵³ Il n'empêche qu'à la fin de juillet 1960, tous les espoirs sont encore permis.

« L'aisance avec laquelle le Chancelier Adenauer a pu souscrire à Rambouillet au plan proposé par le Général de Gaulle ne doit pas faire illusion : les conversations si bien commencées se poursuivront malaisément », pressentit en août 1960 Alain Peyrefitte, député gaulliste chargé par le Président de la République de réfléchir à la suite des négociations sur l'organisation politique européenne.²⁵⁴ La stratégie prudente que préconise Peyrefitte est de poursuivre les négociations sans donner l'impression de vouloir détruire les institutions existantes. Cette proposition est appréciée par de Gaulle ainsi que par Debré qui se gardera désormais d'exprimer à haute voix son hostilité aux institutions européennes. En fait, de Gaulle adopte la démarche tactique proposée par Peyrefitte et va la suivre jusqu'au début de l'année 1962 en présentant le projet français à ses partenaires comme un complément à l'acquis européen existant.²⁵⁵

« L'Europe par coopération est [...] lancée », constate de Gaulle en septembre 1960. Et il charge Debré d'aller « rassurer » le Chancelier Adenauer à Bonn des bonnes intentions françaises : « L'Europe de l'intégration ne peut se résigner aussitôt et sans transitions. Mais gardons-nous de jeter maintenant de l'huile sur le feu qui est allumé ».²⁵⁶ Ainsi Debré doit-il tenir devant Adenauer un langage qui n'est certainement pas le sien, en affirmant, par exemple, qu'il n'est « nullement dans l'intention du gouvernement français [d'] apporter des changements fondamentaux » aux Communautés existantes. Le Chancelier n'en est pas convaincu et il dit à Debré combien il tient à ce que « l'on utilise à plein les possibilités existantes et à ce que l'on évite les doubles emplois ».²⁵⁷ Il est clair que le sort de l'initiative française n'est pas facile. Ce n'est que quatre mois après la visite de Debré à Bonn que se

²⁵² 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note manuscrite remise par le Général de Gaulle au Chancelier Adenauer, le 30 juillet 1960.

²⁵³ VAISSE, M., *La grandeur*, p. 179.

²⁵⁴ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre d'Alain Peyrefitte, le 29 août 1960.

²⁵⁵ SOUTOU, Georges-Henri. *L'Alliance incertaine, Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954–1996)*. Paris : Fayard, 1996, p. 153.

²⁵⁶ Directive pour Michel Debré, Premier Ministre, le 30 septembre 1960, In GAULLE, C., *Lettres, Notes et Carnets, Juin 1958–Décembre 1960*, p. 398.

²⁵⁷ 2 DE 65, Politique étrangère, Dossier « Conversations franco-allemandes (nov. 59–fév. 62) », Chemise « Comptes-rendus d'entretiens II », Entretiens franco-allemands à Bonn le 8 octobre 1960.

réunissent, à Rambouillet, les représentants des Six Etats membres des Communautés européennes pour discuter ensemble des propositions françaises. Aussi mettent-ils sur pied une commission, présidée par le diplomate français Christian Fouchet, afin de préciser le projet. Dès lors, la présence active de Debré dans les négociations sur l'organisation politique s'affaiblira, conjointement avec sa capacité de peser sur la prise de décision du général de Gaulle.

Relations Debré - de Gaulle troublées par la guerre d'Algérie

S'il y a une question dominante, commune à la politique intérieure et extérieure du gouvernement Debré, c'est bien la guerre d'Algérie. Et là, les vues de Debré et du général de Gaulle s'éloignent progressivement. Un premier grand désaccord est provoqué par l'usage du terme « *République algérienne* » que le Président emploie lors de sa conférence de presse le 4 novembre 1960. Debré, partisan résolu du maintien de la présence française sur l'autre côté de la Méditerranée, proteste dans une lettre où il laisse entendre qu'il se sent « *plus gaulliste que le Général de Gaulle* » et supplie ce dernier de préciser son approche sur la question algérienne.²⁵⁸ Or de Gaulle n'entend pas se laisser forcer la main. Tout au long de l'année 1961 Debré essaiera de ralentir la course des événements, mais en vain. En avril 1961, le général lui annonce sans équivoque que « *vis-à-vis de l'Algérie, notre politique est celle du dégagement* » et qu'il se réserve « *toutes décisions concernant l'affaire algérienne et ce qui s'y rapporte, à tous égards, en métropole* ». ²⁵⁹ Bref, il est clair que la position du Premier ministre par rapport au Président s'affaiblit.

Sans que sa fidélité au général en soit ébranlée, Debré est saisi par une certaine amertume due notamment à la reconnaissance insuffisante de ses services de la part du Président. De son côté, le général « *ne dissimule guère son exaspération devant les innombrables lettres contenant les remontrances et les mises en garde de Michel Debré* ». ²⁶⁰ Dès la deuxième moitié de l'année 1961 le Premier ministre parle de son « *usure* » et se sent de plus en plus éloigné du pouvoir ce qu'il impute à la « *présidentialisation du régime* » et à l'ambition du Président d'exercer « *un commandement plus personnel des affaires* ». ²⁶¹

Il n'empêche qu'en ce qui concerne la coopération politique européenne, et les travaux de la commission Fouchet, les attentes de Debré et de Gaulle restent assez convergentes. Debré voit régulièrement Christian Fouchet et le met en garde contre trop de concessions dans ce qui deviendra « *le premier plan Fouchet* ». ²⁶² Or les négociations ne permettant à la délégation

²⁵⁸ 2 DE 29 Lettres et notes de M. Debré au général de Gaulle (mai 1959-décembre 1960), Lettre de Michel Debré à Charles de Gaulle, le 25 novembre 1960.

²⁵⁹ BERSTEIN, S., Michel Debré et le général de Gaulle, analyse d'une relation politique, p. 140.

²⁶⁰ Idem, p. 146.

²⁶¹ DEBRÉ, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*, p. 448.

²⁶² SOUTOU, G.-H., Michel Debré : une vision mondiale pour la France, p. 612.

française qu'une marge de manœuvre réduite, le résultat qui en sort en octobre 1961 est un compromis, marqué par un rapprochement improbable des positions des Six partenaires. Peu satisfait du système proposé, Paris décide de trancher le 17 janvier 1962. Avec la perspective possible de l'adhésion possible britannique à la CEE et le passage à la deuxième étape du Marché commun, les dirigeants français décident de durcir leur position. En effet, ils suppriment dans le texte la référence à l'Alliance atlantique et élargissent les compétences du Conseil des Chefs d'Etats ou de Gouvernements aux questions économiques, ce qui est une menace ouverte à la CEE que les partenaires français ne sont pas prêts à accepter. Même si ce revirement est compréhensible, du côté français, puisqu'il s'inscrit dans la logique de la politique extérieure gaullienne, les causes immédiates qui poussent de Gaulle à intervenir personnellement dans la rédaction du texte du « deuxième plan Fouchet » ne sont pas très bien connues. Michel Debré laisse entendre que cette décision a été prise à trois, entre de Gaulle, Couve de Murville et lui-même, pour que « *l'Europe prenne donc conscience de la grande voie qui lui est offerte par la France* » !²⁶³ Mais il est toutefois plus vraisemblable que le général de Gaulle perd patience avec les négociations traînantes sur l'organisation politique, une fois que l'accord sur la Politique agricole commune, à laquelle il tient beaucoup, ait été acquis à Bruxelles le 14 janvier 1962.²⁶⁴ Trois jours plus tard, le général de Gaulle, apportant des changements au plan Fouchet, lui donne, plus ou moins consciemment, le coup de grâce.

Il y a un dernier aspect du rôle du Premier ministre Debré dans la politique européenne de la France gaullienne qui mérite d'être examiné. En fait, si les négociations sur le plan Fouchet trébuchent et se dirigent dans une impasse, c'est en partie « grâce » au Royaume-Uni qui a annoncé, en juillet 1961, son souhait d'adhérer au Marché commun. À partir de là, les représentants belges et néerlandais s'entendent à ne procéder à aucune union politique entre les Six sans la participation britannique.²⁶⁵ Depuis longtemps cela a été aussi la préférence, bien qu'exprimée d'une manière beaucoup plus théorique, du Premier ministre Debré qui a même plaidé la cause britannique plusieurs fois auprès du général de Gaulle.

La première candidature britannique à la CEE : « *Briser le cadre étroit des Six* »

« *L'Europe que nous voulons construire ne ressemble-t-elle pas comme une sœur [...] à celle que l'Angleterre ne cesse de préconiser depuis 1948 ?* » se demande Alain Peyrefitte dans la note déjà citée du 29 août 1960. Mais il ajoute aussitôt qu'« *aucune construction européenne solide ne peut être actuellement*

²⁶³ DEBRÉ, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*, p. 440.

²⁶⁴ BITSCH, M.-T., *Histoire de la construction européenne*, p. 134.

²⁶⁵ Idem, p. 139.

entreprise de concert avec la Grande-Bretagne » et de ce fait il ne préconise dans l'immédiat qu'une « *simple association* » de la Grande-Bretagne aux organismes à créer.²⁶⁶ Etant donné que Charles de Gaulle n'est plus favorable à l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun, on peut se demander quel est le point de vue de Michel Debré sur l'étendue géographique d'une organisation politique.

Dès 1959, Debré juge qu'une étroite collaboration avec Londres en Europe pourrait être très utile pour les intérêts français. En septembre 1959, le Premier ministre fait part au général de Gaulle de sa conviction qu'il est « *vraiment indispensable de proposer à la Grande-Bretagne de participer [aux] réunions régulières* » des Premiers ministres. Et si elle refuse, la France ne pourrait pas en être rendue responsable. À quoi de Gaulle rétorque que « *l'Angleterre ne refusera pas* », mais elle va y envoyer ses « *observateurs* » qui se comporteront « *de telle sorte que rien n'aboutisse* ». ²⁶⁷ À partir de ce court échange de points de vue, on peut facilement imaginer qu'il n'y a pas de terrain d'entente entre les deux hommes sur ce sujet. Or Debré ne se résigne pas et envisage que l'organisation politique de l'Europe pourra, dans un délais indéterminé, comprendre la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, voire la Suisse.²⁶⁸

C'est dans cet état d'esprit que Debré accueille une mission d'exploration, menée par Edward Heath au nom du gouvernement conservateur de Harold Macmillan. Le futur Premier ministre britannique rencontre Debré le 5 octobre 1960 à Matignon afin de sonder le terrain en vue d'une meilleure insertion de la Grande-Bretagne dans la coopération des Etats de l'Europe occidentale. À cette occasion, son interlocuteur français lui confie sa vision de l'Europe : « *Il est bon et nécessaire d'avoir une organisation politique fondée non pas sur les organismes supranationaux mais sur une étroite coopération intergouvernementale* ». ²⁶⁹ Dès lors Debré prend une position favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, car il considère que la France ne pourra « *rester isolée longtemps dans ce refus* ». ²⁷⁰ La carte britannique permet également à Debré de contrer son rival en politique étrangère, Maurice Couve de Murville, qui reste intransigeant sur une éventuelle adhésion britannique aux Communautés européennes. En fait, Debré appelle de ses vœux une

²⁶⁶ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note à l'attention de Monsieur le Premier Ministre d'Alain Peyrefitte, le 29 août 1960.

²⁶⁷ 2 DE 29 Lettres et notes de M. Debré au Général de Gaulle (mai 1959 – décembre 1960), Note sur les relations franco-allemandes du 26 septembre 1959.

²⁶⁸ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Dossier « Europe des Six », Chemise « Organisation de l'Europe (4 juillet 1959–14 février 1961), Note sur la politique européenne, le 30 juin 1960 et DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962), Chemise « Organisation de l'Europe », Note sur la politique européenne du 28 juillet 1960.

²⁶⁹ Cité selon RÉAU, Elisabeth du. Les relations Paris-Londres, Convergences et divergences franco-britanniques sous le gouvernement de Michel Debré. In BERSTEIN, S., MILZA, P., SIRINELLI, J.-F., *Michel Debré, Premier Ministre (1958–1962)*, p. 677.

²⁷⁰ DEBRÉ, M., *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*, p. 428.

position française renforcée au sein des institutions européennes par une collaboration avec un pays qui s'oppose à tout transfert de souveraineté. Le Royaume-Uni devient, aux yeux du Premier ministre, beaucoup « *plus prêt* » à ce jeu que dix ans auparavant. Il n'empêche que Debré ne veut pas faire de concession sur l'acquis européen et considère comme nécessaire d'« *imposer aux Anglais les conditions économiques du Marché commun* ». ²⁷¹ Toutefois, le général de Gaulle rappelle vite son Premier ministre à l'ordre. Le lendemain de la rencontre Debré - Heath, le Président remet à Debré une note, dans laquelle il n'envisage point une adhésion de Londres à la CEE et insiste sur le cadre étroit au départ de la réalisation du projet français : « *Ce que nous voulons, c'est créer une organisation politique européenne entre les Six qui forment le Marché commun. [...] On peut concevoir que l'Angleterre se prêtera à quelque forme de contact, voire d'association, à cette organisation européenne sans qu'elle en fasse partie directement* ». ²⁷²

Les entretiens menés au plus haut niveau entre le général de Gaulle et Macmillan commencent en janvier 1961 et se poursuivent dans une ambiance plutôt positive. Les deux hommes d'Etat laissent entendre que leurs positions se rapprochent. Et Charles de Gaulle paraît même tenté par un rapprochement avec l'Angleterre, puisqu'il écrit à Debré que « *rien n'empêche d'imaginer que la coopération politique franco-allemande s'étende un jour à l'Angleterre* ». ²⁷³ Les choses vont, semble-t-il, dans le sens voulu par Debré. C'est d'ailleurs le Premier ministre français qui préside l'ouverture de la conférence organisée à Paris le 10 octobre 1961 pour déterminer les conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun. Or, les divergences persistent et prennent de l'ampleur.

La raison de l'échec final des négociations avec le Royaume Uni, qui se déroulent de l'automne 1961 à l'automne 1962, est triple. ²⁷⁴ D'abord, les liens qu'entretient Londres avec ses territoires d'outre-mer dans le cadre du *Commonwealth* y sont pour beaucoup. Ainsi le Royaume-Uni ne peut pas donner le feu vert à un tarif extérieur commun et il n'accepte que difficilement l'idée d'une politique agricole commune. Ensuite vient l'échec, en avril 1962, du « deuxième plan Fouchet » ce qui rend l'adhésion du Royaume-Uni, pour la France, difficile à imaginer. Finalement, le dossier nucléaire intervient sur un pied d'égalité avec les deux causes précédentes. Le penchant britannique mal caché pour Washington, qui se traduit par les Accords de Nassau signés en décembre 1962, ulcère les dirigeants français qui en déduisent une subordination

²⁷¹ Idem.

²⁷² 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957-1962), Note de Charles de Gaulle, le 6 octobre 1960.

²⁷³ 2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957-1962), Dossier « Europe des Six », Chemise « Réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement du 10 février 1961 et ses prolongements », Copie d'annotations manuscrites du Général de Gaulle a/s d'une note du 27 février 1961 du Premier Ministre sur la politique européenne.

²⁷⁴ RÉAU, E. du., Les relations Paris-Londres, p. 679.

complète des Britanniques aux Américains.²⁷⁵ Or, à ce moment-là, Michel Debré n'est plus à Matignon et ne peut regarder que de loin le premier veto que le général de Gaulle oppose à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE en janvier 1963.

En effet, remercié par le général de Gaulle pour les résultats « *les plus valables et les plus étendus* » réalisés lors de trois années passées à Matignon, Debré s'incline en avril 1962 devant « *l'intérêt du service public* » qui exige qu'il prenne « *maintenant du champ* » pour se préparer à entreprendre une autre phase de son action.²⁷⁶ Ainsi remet-il, quoique à contrecœur, le 14 avril, sa démission.²⁷⁷

~

Comment peut-on résumer l'action de Debré à la tête du premier gouvernement de la V^e République en matière de politique européenne ? D'une part, on est face à un gaulliste « *fidèle entre les fidèles* » qui se soumet progressivement, bon gré mal gré, à la volonté de Charles de Gaulle de garder la main sur l'action du gouvernement et sur la définition ainsi que la conduite de la politique étrangère, devenue un des domaines réservés du Président de la République. De l'autre, Debré s'efforce de peser sur les décisions de de Gaulle par une activité épistolaire considérable. En ce qui concerne les affaires européennes, le Premier ministre s'adapte à l'acceptation de la CEE tout en essayant de restreindre le champ d'action de la CECA et de l'Euratom. Toutefois, le cœur de l'action de Debré réside dans les propositions soumises à de Gaulle au sujet de la coopération intergouvernementale. Le Premier ministre pousse même le Président à concrétiser ses vues et l'incite à des démarches plus audacieuses. En fait, Debré s'oriente vers un système de coopération englobant toute l'Europe occidentale, avec notamment la Grande-Bretagne. De plus, Debré n'est pas aussi favorable que le général à l'axe Paris - Bonn et souhaite surtout briser le cadre jugé trop étroit des Six Etats membres des Communautés existantes. Son départ « forcé » de Matignon ne représente pas, du point de vue de la politique européenne, un grand changement, puisque Debré, tout en suivant de près les travaux de la commission Fouchet, minimise son engagement dans ce domaine déjà dès la deuxième moitié de l'année 1961.

²⁷⁵ En vertu de ces accords conclus entre le Président américain Kennedy et le Premier ministre britannique Macmillan, les Etats-Unis peuvent livrer au Royaume-Uni des missiles *Polaris* pour équiper ses sous-marins nucléaires. En contrepartie, Macmillan accepte d'intégrer à terme les *Polaris* dans une force multilatérale de l'OTAN. Idem, p. 681 et VAÏSSE, Maurice (dir.). *Dictionnaire des relations internationales au 20^e siècle*. Paris : Armand Colin, 2005, p.183.

²⁷⁶ Lettre à Michel Debré, le 14 avril 1962, In GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Janvier 1961-Décembre 1963*. Paris : Plon, 1986, p. 229.

²⁷⁷ ROUVILLOIS, F., *Le constituant face à son œuvre*, p. 32.

CONCLUSION

Après avoir analysé une vingtaine d'années de la vie publique de Michel Debré, nous ne sommes pas, bien évidemment, arrivés au bout de son engagement aux affaires européennes. Même s'il est élu, en 1963, député pour représenter un territoire géographiquement assez éloigné de l'Europe - l'île de la Réunion, il continue à suivre l'évolution de la construction européenne de très près. Tout au long de sa mission à l'Assemblée nationale, comme lors de ses trois retours au gouvernement, il campera sur les positions avec lesquelles il quitte Matignon en 1962 : il milite pour une France forte et active dans l'organisation de l'Europe qui mettra fin à l'intégration supranationale au profit de « *la libre association des nations européennes* ». En définitive, il souhaite une Europe des Patries, « *une Europe des nations sûres d'elles-mêmes, et de leur foi en liberté* ». ²⁷⁸

En 1977, il fondera le Comité pour l'indépendance et l'unité de la France. Fidèle à ses réticences des années 1950, il s'opposera à l'élection du Parlement européen au suffrage direct et à la représentation proportionnelle. Pourtant il conduira, en 1979, en compagnie de Jacques Chirac, la liste du Rassemblement pour la République, intitulée *Défense des intérêts de la France en Europe* pour se faire élire à l'Assemblée des Communautés européennes. Or, après « *l'appel de Cochin* » de Jacques Chirac, qui va dans le sens de la pensée de Michel Debré et dans lequel se manifeste l'hostilité à la politique européenne du Président de la République Valéry Giscard d'Estaing, les gaullistes seront sanctionnés par l'électorat français. Le RPR ne recueillira que 16 % et la liste Chirac - Debré terminera à la quatrième position, derrière le Parti communiste (20,5 %), le Parti socialiste (23,5 %) et la liste de l'Union pour la démocratie française (27,5 %). ²⁷⁹ Cette dure défaite va marquer les esprits gaullistes et Jacques Chirac se séparera tout de suite de ses deux conseillers qui ont rédigé l'appel de Cochin. ²⁸⁰ De son côté, Michel Debré quittera le siège de député européen l'année suivante pour se concentrer sur sa campagne électorale aux élections présidentielles de 1981. Toutefois, les électeurs français lui prépareront une déception encore plus grande...

Contrairement à l'image répandue, Michel Debré n'a pas été un « Méphisto » européen, cet « *esprit qui toujours nie* ». En tant que militant d'une Europe unie à la fin des années 1940, et comme un représentant français à l'Assemblée « ad hoc » quelques années plus tard, il rédigeait des projets de pacte qui unirait les Etats européens dans un ensemble à caractère plutôt fédéral. En 1949-1950, Debré appelait de ses vœux une étroite collaboration européenne, à l'aide des

²⁷⁸ DEBRÉ, M., *Français, choisissons l'Espoir*, p. 266 et 273.

²⁷⁹ BECKER, J.-J., *Histoire politique de la France depuis 1945*, p. 182.

²⁸⁰ Il s'agit de Pierre Juillet et Marie-France Garaud. BECKER, Jean-Jacques, ORY, Pascal. *Nouvelle histoire de la France contemporaine, T. XIX - Crises et alternances (1974-2000)*. Paris : Seuil, 2002, p. 159-164.

organismes techniques « *supra politiques* » qui s'occuperaient des questions sociales de la vie quotidienne des Européens - du logement, de l'hygiène, du chômage. Tout cela sous la condition qu'un accord soit trouvé sur l'organisation politique de l'Europe, sans lequel la construction européenne, du point de vue de Debré, n'était pas imaginable.

D'autre part, l'engagement européen de Debré a subi moins de ruptures que certains chercheurs ne l'ont cru. Si Debré a défendu, d'un moment à l'autre, des positions qui peuvent paraître différentes, voire contradictoires, on peut clairement distinguer les fondements de son action et de sa pensée qui n'ont point bougé tout au long de la période étudiée. Les années de la Résistance, l'expérience fondatrice pour Debré en tant qu'homme politique, ont marqué Debré par deux traits qui caractériseront son action future - le ralliement au général de Gaulle et la conception du « grand Occident ». Celle-ci s'est traduite par l'appel à la solidarité des pays groupés autour de l'Atlantique. À la Libération apparut nettement une troisième constante qui découla de son adhésion aux idées de Charles de Gaulle, à savoir un désir de voir la France forte sur le plan extérieur et dotée à cette fin d'un système politique suffisamment efficace.

Entre ces trois axes - fidélité au personnage du général de Gaulle, orientation atlantiste et vision d'une France « *digne de son nom* » - on peut situer tout ce que Debré a entrepris dans les affaires européennes. Ainsi le contexte de la politique intérieure française et l'évolution de la guerre froide n'ont pas été que les variables des accents du discours européen de Debré mais sans ébranler ses fondements. Debré n'a pas été hostile au principe de délégation du pouvoir à des organismes spécialisés, mais il soulignait, dès l'après guerre, la nécessité d'une autorité politique légitime, constituée selon les règles de la représentativité démocratique qu'incarnaient le mieux les Etats. En fait, entre l'avenir lointain et incertain d'un Etat européen et la réalité des unités nationales, Debré optait indubitablement pour cette dernière. En cela, il n'a jamais cédé, en s'opposant par exemple à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, ce qui est pourtant un des principe-clés de tout régime démocratique. Or il l'a fait par peur de voir se renforcer des institutions qui n'ont pas été bâties sur des fondements solides. Ce que Debré reprochait à tous les actes de la construction européenne, de la Déclaration Schuman aux traités de Rome, c'était avant tout leur manque de vision d'ensemble. Il n'est donc point surprenant que Debré s'en soit pris à la méthode d'intégration « *sectorielle* » et à son défenseur principal Jean Monnet. Notons cependant que l'opposition de Debré, au moins dans la première moitié des années 1950, ne peut être comparée à des discours souverainistes « bon marchés » et que le sénateur Debré s'est toujours employé à démontrer ce qu'il imaginait comme une solution de rechange pour « *faire l'Europe* » autrement.

La bataille victorieuse contre la CED fut un rebond pour sa carrière politique. Il trouva sa place au premier rang du mouvement gaulliste et attira l'attention d'une grande partie des Français. Dès lors, son souhait d'en finir avec la IV^e République, et de revoir le général de Gaulle à la tête du pays, entraîna le durcissement de son action européenne. Moins constructif et plus virulent dans la critique de l'œuvre entreprise, Debré visa à travers les défauts de la construction européenne les dirigeants français et leur politique « *de faiblesse* ». Aussi dans son refus des traités de Rome faut-il voir une réaction à l'agonie du régime et l'obstination d'un homme prêt à sacrifier presque tout pour ramener Charles de Gaulle aux affaires.

Une fois installé à Matignon, Debré s'est adapté, même difficilement, à la mise en place du Marché commun, décidée par le général de Gaulle. Il s'est consolé en s'impliquant dans les travaux préparatifs de ce qui allait devenir les plans Fouchet. Et même s'il était pour lui hors de question de reprendre en intégralité ses projets antérieurs d'union des Etats européens, le Premier ministre s'en est largement inspiré et a constamment essayé de peser sur les décisions de Charles de Gaulle. La France dotée d'une nouvelle Constitution et avec le général de Gaulle à l'Elysée, les deux tâches principales de l'activité publique de Debré se sont réalisées. De plus, le Premier ministre n'a pas oublié non plus la troisième : Debré prônait un système de coopération de toute la partie occidentale de l'Europe et se montrait favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Or l'opposition du général de Gaulle a fait échouer ce dessein et le même sort a été réservé aux plans français des réunions régulières entre les chefs d'Etats et de gouvernements.

Quand le Royaume-Uni adhérera aux Communautés européennes en 1973 et l'idée des rencontres des chefs d'Etats se réalisera par la création du Conseil européen en 1975, Michel Debré se trouvera déjà dans une autre phase de son action. Mais il pourra prétendre, à juste titre, à avoir pressenti la nécessité de ses deux accomplissements européens depuis longtemps.

SHRNUTÍ

Práce se věnuje z pohledu dějin evropské integrace málo známé, leč významné postavě. Francouzský politik Michel Debré (1912–1996) se zabýval evropskými otázkami už od dob druhé světové války a v 50. letech se aktivně účastnil debat o vznikajících evropských Společenstvích. Jeho stopa v procesu evropské integrace byla však dlouho vnímána jako jednoznačně negativní a Debré byl považován za pouhého vykonavatele de Gaullových záměrů. Přestože nemůže být sporu o tom, že Debré sdílel de Gaullově představy o nutnosti zařadit Francii po bok světových supervelmocí a nesouhlasil s evropským integračním procesem směřujícím k posilování nadnárodních institucí, jeho koncepce evropské spolupráce se vyvíjely nezávisle na de Gaullově vůli a v dějinách evropské integrace by jim měla být věnována větší pozornost. Oproti dosavadnímu výzkumu se práce snaží ukázat, že Debrého postoj k evropským otázkám se nevyvíjel náhlými skoky, které by nebylo možné uspokojivě zdůvodnit, ale naopak lineárně, přičemž změnám byly vystaveny pouze důrazy, které Debré přikládal některým oblastem (hlavní náplní evropské spolupráce, podobě specializovaných ne-národních úřadů, počtu členů Společenství aj.).

V práci definujeme tři osy, které významně ovlivňovaly Debrého činnost na evropské úrovni. Do značné míry byly zformovány už v době Debrého zapojení do odbojového hnutí za válečných let. Příklon ke Svobodné Francii a obdiv ke generálu de Gaullovi jsou první konstantou, jejíž nesporný vliv se po celou sledovanou dobu projevoval na Debrého postojích. „Gaullismus“ Debrému nabídnul i konkrétní rámec pro reformu francouzských institucí a státní správy, o níž Debré uvažoval už ve 30. letech a kterou považujeme za druhý neměnný rys Debrého názorů. Kritika slabosti francouzského politického režimu Čtvrté republiky, neomezené nadvlády parlamentu a nestálosti vládních kabinetů, představovala navíc oblast, v níž se Debrého názory téměř zcela shodovaly s představami Charlese de Gaulla. Třetí charakteristiku Debrého činnosti představuje koncepce „atlantského společenství“. Už v knize *Demain la paix* (1945) Debré rozvíjel představu o nutnosti spolupráce států, které leží na obou březích Atlantiku, a jeho orientace na širokou spolupráci Západu se výrazně prohloubila v prvních letech studené války.

Tyto tři konstanty je třeba hledat v pozadí Debrého „evropských“ aktivit. Po působení v de Gaullově poválečném kabinetu a souběžně s prací na vytváření nezávislého sárského státu se Debré zapojil do Evropského hnutí, zakládaného ve Francii po vzoru Velké Británie. Spolu s Reném Courtinem byl Debré hlavní postavou tohoto hnutí, které usilovalo o „unii“ mezi evropskými státy. V letech 1947–1950 se Debré podílel na vypracování odvážných plánů evropské spolupráce a počítal i s přenecháním určitých pravomocí národních států ve prospěch

společných institucí. Veškerý takový přesun ovšem podmiňoval vytvořením politického orgánu, který by zajistil legitimitu evropské organizace skrze volené představitele členských států. Jeho kritika zakládání ESUO, EHS a EURATOMu poukazovala právě na parcialitu nových Společenství a nebezpečí jejich deviace mimo demokratickou kontrolu. Není proto divu, že Debrého hlavním protivníkem v 50. letech byl Jean Monnet, jenž obhajoval postupnou, „sektorovou“ integraci.

V 50. letech se Debré zviditelnil jako nesmiřitelný kritik plánu na vytvoření Evropského obranného společenství a nesouhlasil ani s ostatními nadnárodními Společenstvími. Sám obhajoval vizi „unie evropských států“, pro niž vypracoval i dva konkrétní návrhy na znění zakládajícího paktu (v letech 1950 a 1953). Jako francouzský zástupce ve Shromáždění ESUO a i Shromáždění „ad hoc“, které připravovalo návrh Evropského politického společenství, se Debré často dostával do vášnivých sporů s ostatními představiteli členských států. Ve druhé polovině 50. let byla Debrého vystoupení stále více ovlivňována snahou dosadit generála de Gaulla zpět do čela Francie a kritika evropské politiky tak Debrému sloužila spíše pro pranýřování představitelů nenáviděné francouzské Čtvrté republiky.

Po roce 1958 se Debré nejprve stal ministrem spravedlnosti a později zastával po tři roky a tři měsíce funkci předsedy vlády. V této době se Debré přesvědčil o přínosech vytváření „společného trhu“ k hospodářské situaci Francie a několikrát výslovně ocenil ekonomické výsledky EHS. Debré se také aktivně podílel na vytváření francouzské pozice v otázce politické organizace Evropy. Podle dochované korespondence působil Debré zejména na generála de Gaulla, který jeho návrhy na podobu pravidelných schůzek hlav evropských států a vlád akceptoval. Oba muži se ovšem rozcházeli v konkrétních opatřeních, jakými bylo např. otázka vstupu Velké Británie do EHS, který Debré obhajoval, či otázka vztahu k Adenauerovu Německu.

ABSTRACT

This study deals with ideas and activities of the French politician Michel Debré in the area of the European integration. Analyzing the evolution of Debré's stance in a period of almost twenty years (1943–1962), the study aims to show that Debré was neither a pure “French nationalist” following obediently the wishes of General de Gaulle, neither a man who denied his own projects after a sudden U-turn in his opinion. We rather argue that Debré had remained true to three basic axes of his action since the Second World War: fidelity to General de Gaulle, readiness to reform French institutions together with a wish to assure to his country a privileged position in the system of international relations and, finally, vision of a huge community of countries bordering the Atlantic Ocean.

In the late 1940's, Debré joined the European Movement and became one of the leading figures of its French branch. Promoting a union of European states, Debré was ready to accept a concession of some national prerogatives to “supra political” institutions but only if there had been a supreme European political authority composed of democratically elected representatives. On this basis he refused the Jean Monnet's sectoral method of integration and its accomplishments from the ECSC to the Treaties of Rome. Nevertheless, Debré was a member of the Assembly of the ECSC and even of the Assembly “ad hoc” in 1952-53. As his passionate calls for a return of General de Gaulle to the government were fulfilled in 1958, he became soon after the first Prime minister of the Fifth Republic. Hence he had to revise his opposition to the European integration and he even praised its economic benefits for France. Moreover, Debré pushed President de Gaulle to put forward a bold initiative to create an inter-governmental European political organisation and largely contributed to the articulation of the French position in the negotiations of the so-called Fouchet Plan. On the other hand, he did not succeed in convincing de Gaulle to let the United Kingdom join the EEC. In 1962 Debré left Matignon and would return to the government on several occasions. But the main chapters of the story *Debré and Europe* had already been written at that moment.

Univerzita Karlova v Praze
Fakulta sociálních věd

TEZE MAGISTERSKÉ ZÁVĚREČNÉ PRÁCE

Michel Debré et l'Europe (1949 – 1962)
Idées, actions et résultats d'une politique européenne

František Med

Vedoucí práce: PhDr. Michel Perottino

Červen 2005

Le sujet de *Michel Debré et l'Europe (1949-1962)* propose un champ d'études élargi vu les fonctions au niveau national aussi bien qu'europpéen de Michel Debré. De 1949 à 1958, Michel Debré fut, au Sénat, membre de la commission des affaires étrangères dont il fut le vice-président en 1954. De 1952 à 1954, il fut membre de l'assemblée européenne du charbon et de l'acier. En 1957, il devint délégué permanent représentant la France à l'Assemblée de la CECA puis fut, en 1958, délégué représentant la France à l'assemblée unique des communautés européennes. Mais, comme l'a souligné en 2002 le Président du Sénat français, Christian Poncelet, lors de l'ouverture du colloque consacré au personnage de Michel Debré, « *sur l'ensemble des questions européennes, Michel Debré est connu pour ses positions tranchées et disons-le réservées* ».

A travers l'action menée par cet homme politique, ancien résistant, puis sénateur et membre du gouvernement on pourra décrire les années fondatrices de la communauté européenne et leurs rebondissements sur la scène politique française.


Le premier concept de la politique et de la place idéale pour la France de Debré a vu jour lors des années de la Résistance et de ses contacts avec le mouvement « gaulliste ». Ses deux livres, *Demain la Paix* et *Refaire la France*, rédigés en collaboration avec Emmanuel Monick, ont été publiés après la guerre et représentent une précieuse introduction à la pensée du futur Premier Ministre. En 1949 fut achevé un autre ouvrage, signé par le Sénateur Debré, consacré entièrement aux affaires européennes – *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*. Ici on trouve un projet assez ambitieux pour une Europe politique et c'est avec un grand intérêt que l'on lit ces mots : « *Il faut aller vite. C'est avec des bottes de sept lieues qu'il faut faire l'Europe car elle n'est qu'une étape sur un chemin où nous avons déjà pris du retard.* » Pourtant, la décennie suivante rangera Debré à côté des opposants de la construction européenne, telle qu'elle s'est produite, sa politique étant caractérisée par un refus fervent de la CED et la position très réservée vis-à-vis de la CECA et le Traité de Rome.

Toutefois, l'image de Michel Debré serait trop réduit, voire fausse, si l'on se contentait d'une description rapide en ne le prenant que pour un ennemi du projet européen. En étudiant ses projets et discours ainsi que ses raisonnements et arguments, on espère trouver

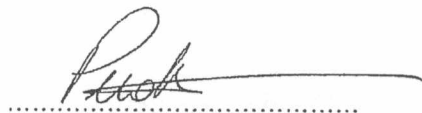
un homme de réflexion qui met en avance sa propre vision d'Europe, pas exactement conforme avec la solution appliquée, mais dont la phrase : « *L'Europe est une exigence de la raison* » revêt un courant de pensée non pas sans signification pour aujourd'hui. Voilà un défi que nous propose l'action publique de cet homme politique dans les années 1950 et 1960.

Pour mener à bien le projet annoncé, il me faudra effectuer une recherche dans les bibliothèques parisiennes aussi bien que dans les archives. En ce qui concerne les ouvrages de base sur Debré, et ses propres publications, les fonds de la Bibliothèque universitaire de Sainte Geneviève se révèlent suffisants. Pourtant, une partie importante de ma recherche devra être menée dans la Bibliothèque nationale de France. Mais, avant tout, je trouve essentiel à mon mémoire de le pouvoir fonder sur la consultation du fonds personnel de Michel Debré qui se trouve au Centre d'histoire de Sciences Po (notamment partie 1 DE 25 - Europe 1947 - 1958 et les fonds du Premier Ministre).

A Prague, le 8 juin 2005



Bc. František Med



PhDr. Michel Perottino

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

a) Archives

Archives de Michel Debré, Centre d'histoire de Sciences Po,
Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris

1 DE (1930–1958)

1 DE 19 Sarre, 1946–1957

1 DE 24 Articles pour l'Echo de Touraine, manuscrits et tapuscrits, 1952–1958

1 DE 25 Europe unie (1947–1950)

1 DE 26 Ouvrages, articles, discours et conférences sur l'Europe, 1950–1955

1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951–1954

1 DE 28 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1955–1956

1 DE 29 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1957–1958

1 DE 32 Articles, cours et conférences, 1948–1958

1 DE 33 Ouvrages, 1944–1947, Refaire la France, Demain la paix

Cartons intitulés provisoirement

1 DE Europe Plan Schuman – Articles - Discours, 1951–1956.

1 DE Europe CED

1 DE Europe Idées

1 DE Projet Etats/Communauté européenne (1)

1 DE Projet Etats/Communauté européenne (2)

1 DE CECA, CED 1954–1955

2 DE (1958–1962)

2 DE 29 Lettres et notes de M. Debré au général de Gaulle (mai 1959–décembre 1960)

2 DE 60 Documents diplomatiques (décembre 1956–février 1961)

2 DE 64 Politique étrangère, Sommets Est-Ouest, entretiens par pays (décembre 1958–octobre 1961)

2 DE 65 Politique étrangère, Conversations franco-allemandes (novembre 1959–février 1962)

2 DE 69 Politique étrangère, Europe des Six, Marché commun et Euratom (1957–1962)

b) Editions de documents

BOSSUAT, Gérard. *D'Alger à Rome (1943–1957) - Histoire de la construction européenne, études, instruments et documents de travail*. [Paris] : UCL-GEHEC, CIACO, 1989.

GAULLE, Charles de. *Discours et messages, T. I - Pendant la guerre (1940–1946)*. Paris : Plon, 1970.

GAULLE, Charles de. *Discours et messages, T. II - Dans l'attente (1946–1958)*. Paris : Plon, 1970.

GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Juin 1951–Mai 1958*. Paris : Plon, 1985.

GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Juin 1958–Décembre 1960*. Paris : Plon, 1985.

GAULLE, Charles de. *Lettres, Notes et Carnets, Janvier 1961–Décembre 1963*. Paris : Plon, 1986.

II. Mémoires et témoignages

DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. I - Combattre*. Paris : Albin Michel, 1984.

DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. II - Agir*. Paris : Albin Michel, 1988.

DEBRE, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner*. Paris : Albin Michel, 1988.

GAULLE, Charles de. *Mémoires*. Paris : Gallimard, 2000.

MAILLARD, Pierre. *De Gaulle et l'Europe*. Paris : Tallandier, 1995.

MONNET, Jean. *Mémoires*. Paris : Fayard, 1976.

SPAACK, Paul-Henri. *Combats inachevés, T. II - De l'espoir aux déceptions*. Paris : Fayard, 1969.

III. Livres

AROMATORIO, Silvano. *Pensée politique et constitutionnelle de Michel Debré*. Th. doct. : Université de Lille II : 2002.

AZÉMA, Jean-Pierre, BÉDARIDA, François (dir.). *La France des années noires, T. II - De l'Occupation à la Libération*. Paris : Seuil, 2000.

BECKER, Jean-Jacques. *Histoire politique de la France depuis 1945*. Paris : Armand Colin, 2003.

BECKER, Jean-Jacques, ORY, Pascal. *Nouvelle histoire de la France contemporaine, T. XIX - Crises et alternances (1974–2000)*. Paris : Seuil, 2002.

BERSTEIN, Serge. *Histoire du gaullisme*. Paris : Perrin, 2002.

BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Michel Debré, Premier Ministre (1958–1962)*, Paris : PUF, 2005.

BITSCH, Marie-Thérèse. *Histoire de la construction européenne*. Bruxelles : Complexe, 2004.

BLUM, Léon. *À l'échelle humaine*. Paris : Gallimard, 1971.

BOSSUAT, Gérard. *L'Europe des Français, La IV^e République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1996.

BOSSUAT, Gérard. *La France, l'aide américaine et la construction européenne, T. I et II*. [Paris] : Comité pour l'Histoire Economique, et Financière de la France, 1997.

BOSSUAT, Gérard. *L'Europe occidentale à l'heure américaine, Le plan Marshall et l'unité européenne (1945–1952)*. Bruxelles : Complexe, 1992.

BOSSUAT, Gérard. *Les fondateurs de l'Europe unie*. Paris : Belin, 2001.

BOZO, Frédéric. *La Politique étrangère de la France depuis 1945*. Paris : La Découverte, 1997.

BOZO, Frédéric. *Deux Stratégies pour l'Europe - De Gaulle, les Etats-Unis et l'Alliance atlantique (1958–1969)*, Paris : Plon, 1996.

COINTET, Michèle et Jean-Paul (dir.). *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*. Paris : Tallandier, 2000.

COURTIN, René. *Pourquoi ratifier le Plan Schuman*, Paris : Organisation française du Mouvement européen, [195-?].

DEBRE, Michel. *Français, choisissons l'Espoir*. Paris : Albin Michel, 1979.

DEBRE, Michel. *La République et ses problèmes*. Paris : Nagel, 1952.

DEBRE, Michel. *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*. Paris : Nagel, 1950.

ECK, Jean-François. *Histoire de l'économie française depuis 1945*. Paris : Armand Collin, 2000.

GERBET, Pierre. *La construction de l'Europe*. Paris : Imprimerie nationale, 1994.

GERBET, Pierre. *Le Relèvement (1944–1949)*. Paris : Imprimerie Nationale, 1991.

GILBERT, Martin. *Churchill*. Praha, BB Art 2002.

GIRAULT, René, BOSSUAT, Gérard (dir.). *Pierre Mendès, France et le rôle de la France dans le monde*. Grenoble : PUG, 1991.

GROSSER, Alfred. *La IV^e République et sa politique extérieure*. Paris : Colin, 1972.

HOFFMANN, Stanley. *The European Sisyphus, Essays on Europe (1964–1994)*. San Francisco : Westview Press, 1995.

- JACQUIER, BRUERE. *Demain la Paix, Esquisse d'un ordre international*. Paris : Plon, 1945.
- JACQUIER, BRUERE. *Refaire la France, l'effort d'une génération*. Paris : Plon, 1945.
- JEANNENEY, Jean-Noël, JUILLARD, Jacques. *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris : Seuil, 1979.
- JOUBE, Edmond. *Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940–1966), T. I et II*. Paris : Librairie Générale de droit de jurisprudence, 1967.
- Michel Debré et l'Europe*. Actes du Colloque. Paris : Association des Amis de Michel Debré, 2002.
- Michel Debré et la Constitution de la V^e République*. Actes du Colloque. Paris : Association des Amis de Michel Debré, 1999.
- Naissance de la Cinquième République*. Analyse de la Constitution par la Revue française de science politique en 1959. Paris : Presses de la Fondation Nationales des Sciences Politiques, 1990.
- REAU, Elisabeth du. *L'idée d'Europe*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996.
- SAMUEL, Patrick. *Michel Debré, L'architecte du Général*. Suresnes : Arnaud Franel Editions, 2000.
- SANDERSON, Claire. *L'impossible alliance ? France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe (1945–1958)*. Paris : Publication de la Sorbonne, 2003.
- SIRINELLI, Jean-François (dir.). *Dictionnaire historique de la vie politique française*. Paris : PUF, 2003.
- SIRINELLI, Jean-François (dir.), VAVASSEUR-DESPERRIERS, Jean, VANDENBUSSCHE, Robert (collab.). *La France de 1914 à nos jours*. Paris : PUF, 2004.
- SIROT, Stéphane. *Maurice Thorez*. Paris : Presses de Sciences Po, 2000.
- SOUTOU, Georges-Henri. *L'Alliance incertaine, Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954–1996)*. Paris : Fayard, 1996.
- SOUTOU, George-Henri, VAÏSSE, Maurice (dir.). *Dictionnaire des Ministres des Affaires étrangères (1589–2004)*. Paris : Fayard, 2005.
- VAÏSSE, Maurice (dir.). *Dictionnaire des relations internationales au 20^e siècle*. Paris : Armand Colin, 2005.
- VAÏSSE, Maurice. *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958–1969)*. Paris : Fayard, 1998.
- VIANSSON-PONTÉ, Pierre. *Les gaullistes*. Paris : Seuil, 1963.
- WORONOFF, Denis. *François de Wendel*. Paris : Presses de Sciences Po, 2001.

IV. Articles

COHEN, William B.. De Gaulle et l'Europe d'avant 1958. In *De Gaulle et son siècle, T. V - L'Europe*. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19–24 novembre 1990, Institut Charles de Gaulle, La Documentation française - Plon, Paris 1992, p. 53–65.

COPHORNIC, Gilles. Les formations politiques françaises et la création de la Communauté Economique Européenne. In REAU, Elisabeth du (dir.). *Europe des élites ? Europe des peuples ? La construction de l'espace européen (1945–1960)*. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1998, p. 259–275.

DWAN, Renata. The European Defence Community and the Role of French-American Elite Relations (1950–1954). In DUMOULIN, Michel (dir.). *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain ?*. Euroclio No 15, Bruxelles : P.I.E.-Peter Lang, 2000, p. 63–89.

GOHIN, Olivier. Le RPF et la construction européenne. In *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947–1955)*. Fondation Charles de Gaulle. Paris : Armand Colin, 1998, p. 541–556.

LOTH, Wilfried. Français et Allemands dans la crise institutionnelle de 1965, In BITSCH, Marie-Thérèse (dir.). *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*. Bruxelles : Bruylant, 2001, p. 229–243.

MAILLARD, Pierre. Le général de Gaulle et l'organisation politique de l'Europe, In *Condénhove-Kalergi - de Gaulle, Une certaine idée de l'Europe*. Actes du colloque. Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle, N° 6. Paris : FCG, 1999.

PALAYRET, Jean-Marie. Le mouvement européen 1954–1969. Histoire d'un groupe de pression, In GIRAULT, René, BOSSUAT, Gérard (dir.). *Europe brisée. Europe retrouvée. Nouvelles réflexions sur l'Unité européenne au XX^e siècle*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 365–383.

PALAYRET, Jean-Marie. Les décideurs français et allemands face aux questions institutionnelles dans la négociation des Traités de Rome (1955–1957). In BITSCH, Marie-Thérèse (dir.). *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*. Bruxelles : Bruylant, 2001, p. 105–150.

REAU, Elisabeth du. Après l'échec de la CED : la France et la naissance de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). In DUMOULIN, Michel (dir.). *La Communauté européenne de défense, leçons pour demain ?*. Euroclio N° 15. Bruxelles : P.I.E.-Peter Lang, 2000, p. 309–331.

REMOND, René. Quand la C.E.D. divisait les Français. In *Etudes sur la France de 1919 à nos jours*, Paris : Seuil, 1985.

RUDELLE, Odile. Michel Debré et la CED. In *De Gaulle et le Rassemblement du peuple français (1947–1955)*. Actes du colloque, Fondation Charles de Gaulle. Paris : Armand Colin, 1998, p. 546–562.

VAÏSSE, Maurice. Le général de Gaulle et la défense de l'Europe (1947–1958). In *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Année 1992, Volume 29, N° 29, p. 5–8.

VIAL, Philippe. Jean Monnet, un père pour la CED ? In GIRAULT, René, BOSSUAT, Gérard (dir.). *Europe brisée. Europe retrouvée. Nouvelles réflexions sur l'Unité européenne au XX^e siècle*. Paris : Publications de la Sorbonne, 1994, p. 197–262.

WILKENS, Andreas. Jean Monnet, Konrad Adenauer et la politique européenne de l'Allemagne fédérale - Convergences et discordances (1950–1957). In BOSSUAT, Gérard, WILKENS, Andreas. *Jean Monnet, l'Europe et les chemins de la paix*. Paris : Publication de la Sorbonne, 1999, p. 147–207.

VI. Périodiques

Le Canard enchaîné

Le Figaro

Le Monde

VI. Sites internet

<http://fr.wikipedia.org>

<http://fr.wikisource.org>

<http://www.census.gov>

<http://centre-histoire.sciences-po.fr>

<http://www.eurplace.org>

<http://www.ena.lu>

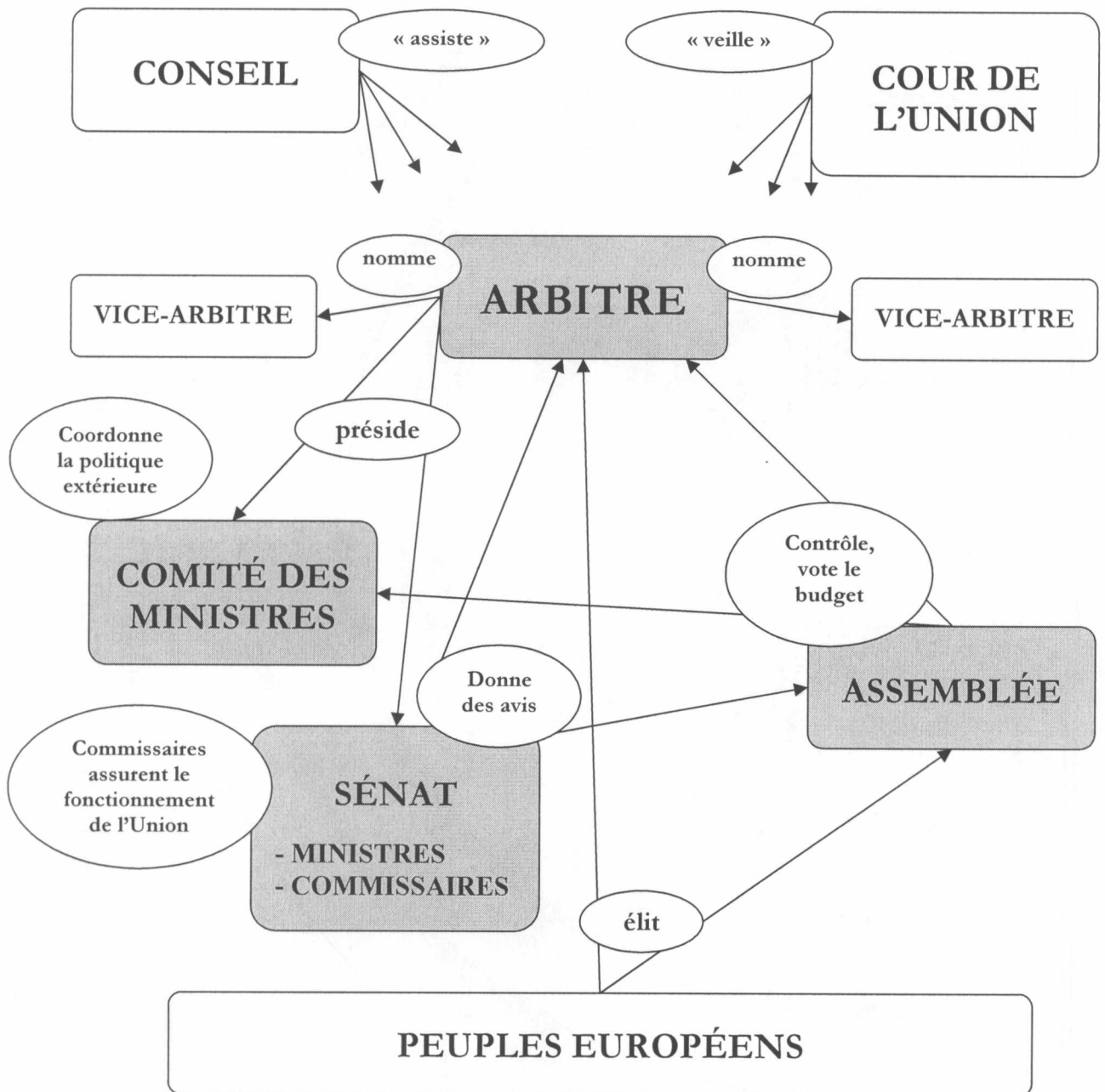
<http://www.lemonde.fr>

<http://www.let.leidenuniv.nl>

ANNEXES

ANNEXE 1

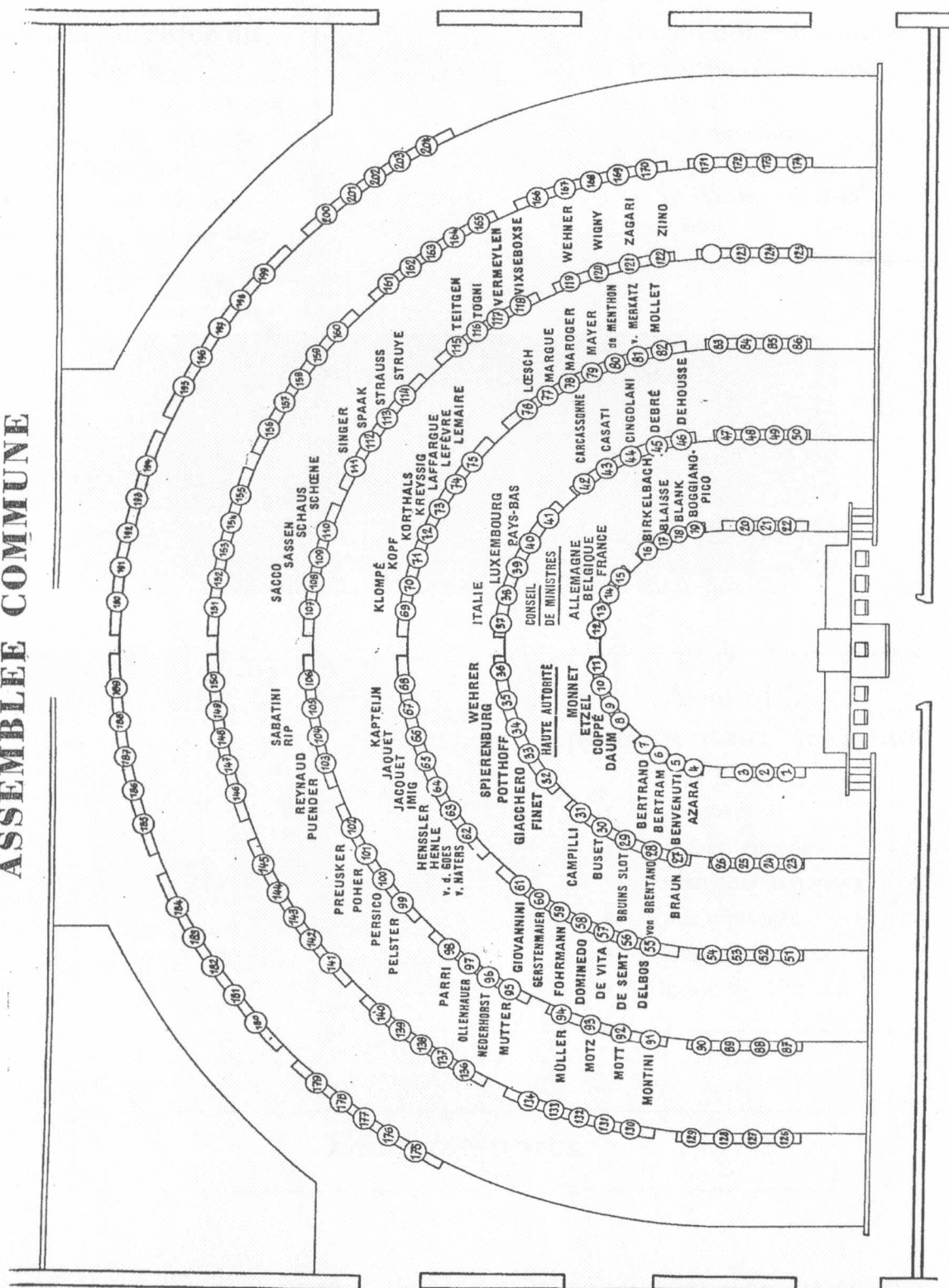
Schéma institutionnel de l'Union des Etats Européens (1950)



Source: DEBRE, Michel. *Projet de Pacte pour une Union d'Etats européens*. Paris : Nagel, 1950 et auteur.

ANNEXE 2

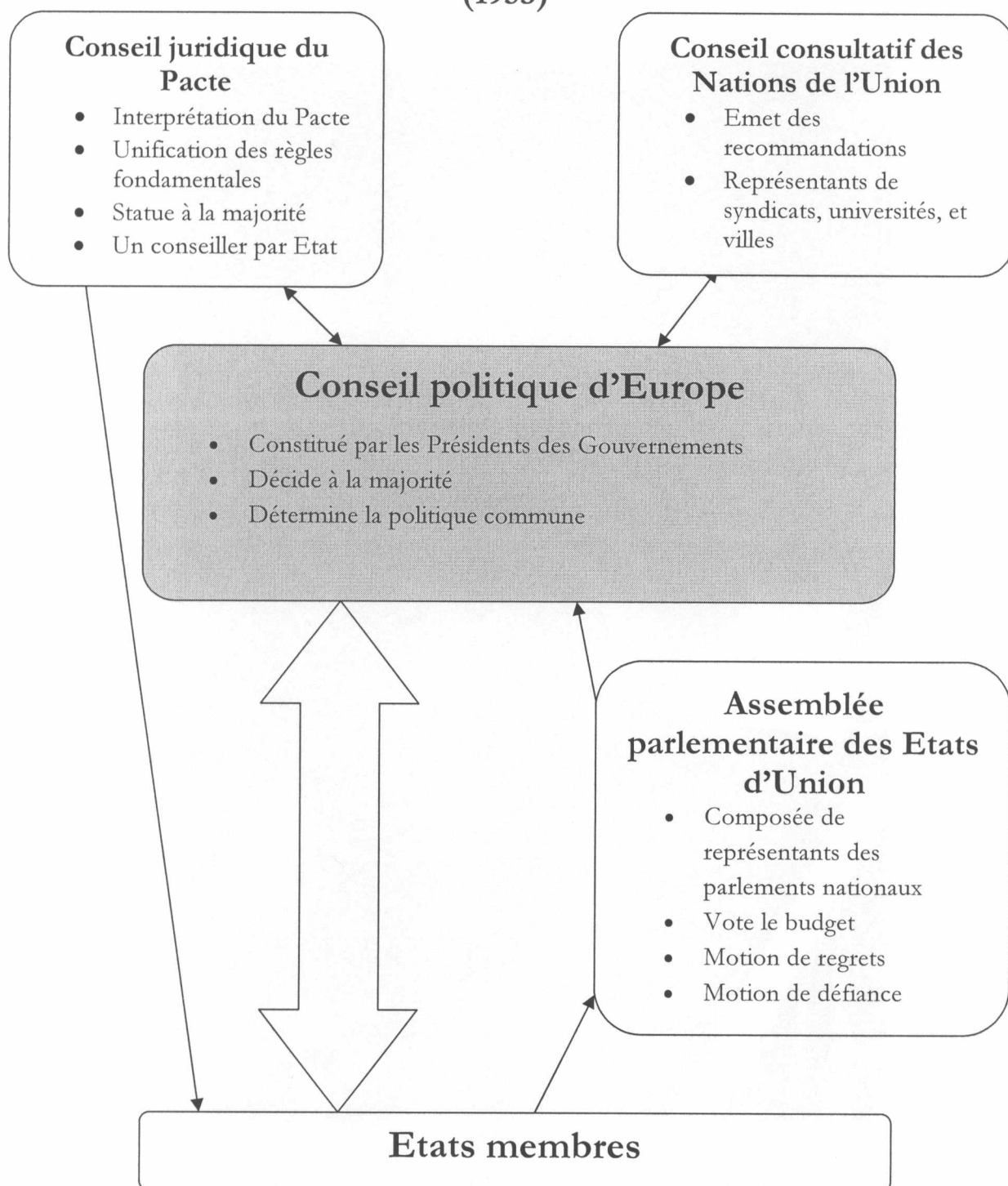
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER ASSEMBLÉE COMMUNE



Source : 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951-1954

ANNEXE 3

Schéma institutionnel de l'Union d'Etats Européens (1953)



Source: 1 DE 27 Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), 1951–1954, Proposition de Résolution, tendant à établir un pacte pour une union d'Etats européens présentée par M. DEBRE, Assemblée « ad hoc », Session de Janvier 1953, Doc. 3 et auteur.

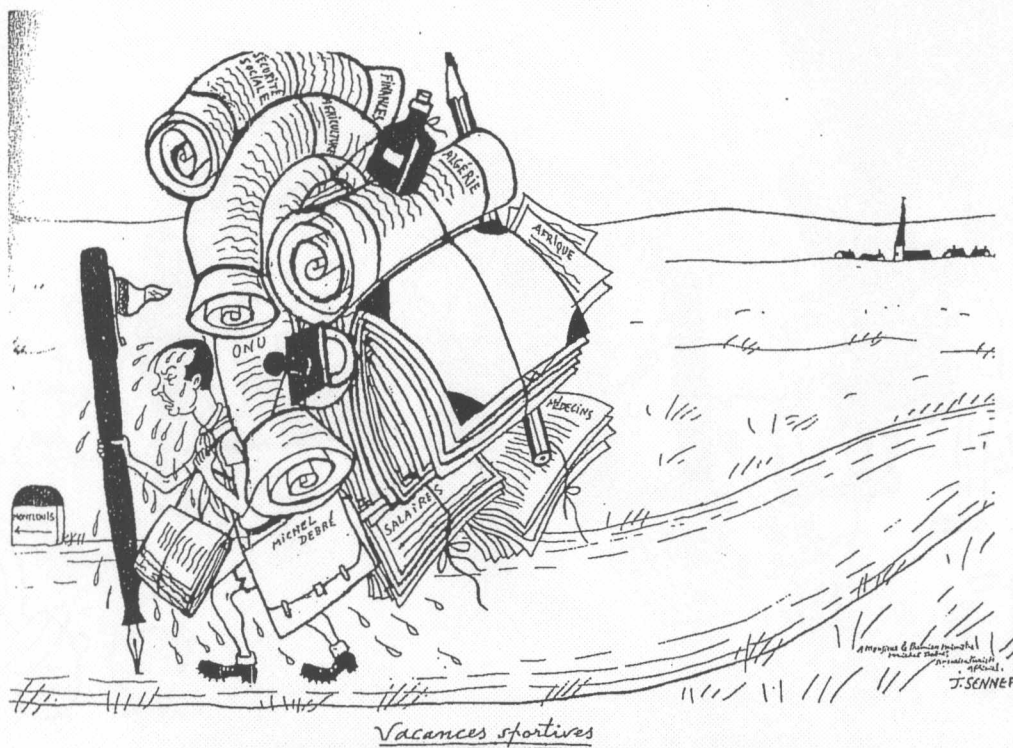
ANNEXE 4



Source : « Michel Debré à la tribune de l'Assemblée nationale le 15 janvier 1959 », In DEBRE, Michel.
Trois Républiques pour une France, Mémoires, T. III - Gouverner. Paris : Albin Michel, 1988.



Source : « Die Neuordnung Europas », *Frankfurter Rundschau*, 7 octobre 1960, In JOUVE, Edmond. *Le Général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966)*, T. I et II. Paris : Librairie Générale de droit de de jurisprudence, 1967, p. 636.



Source : *Le Figaro*, juillet 1959, In DEBRÉ, Michel. *Trois Républiques pour une France, Mémoires*, T. III - Gouverneur. Paris : Albin Michel, 1988.

